

11/01/69

PROGRAMMÈ DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION

PNUD - UNESCO

ÉVALUATION DU COÛT DE LA RÉFORME
DE L'ENSEIGNEMENT MALIEN
DANS LES ANNÉES 1996-2008

Mars 1997
UNESCO, Paris
PRODEC, Bamako

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	(ii)
INTRODUCTION	1
<u>Première partie : UN NOUVEAU CONTEXTE</u>	2
I. RAPPEL DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION À L'ANNÉE DE BASE	3
II. LE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE	7
III. UN NOUVEAU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE	9
<u>Deuxième partie : ANALYSE DES RÉSULTATS</u>	15
I. GÉNÉRALITÉS	16
II. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (six premiers niveaux d'études)	17
II.1 Les élèves	17
II.2 Les classes	24
III. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (derniers niveaux d'études)	28
III.1 Les élèves	28
III.2 Les classes	31
III.3 Le diplôme de fin d'études fondamentales (DEF)	33
IV. LES ENSEIGNANTS (enseignement fondamental)	35
IV.1 Les baccins en enseignants	35
IV.2 La formation des enseignants	38
V. L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	44
V.1 Les élèves	44
V.2 Les enseignants	53
V.3 Les diplômés	55
VI. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	57
VII. LES ASPECTS QUALITATIFS	59
VII.1 Au niveau de l'enseignement fondamental	59
VII.2 Au niveau de l'enseignement secondaire	61
VII.3 Au niveau de l'enseignement supérieur	61
VIII. LE FINANCEMENT PRIVÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF	62
VIII.1 Au niveau de l'enseignement fondamental	62
VIII.2 Au niveau de l'enseignement secondaire	65
VIII.3 Au niveau de l'enseignement supérieur	65

IX. LA SCOLARISATION DES FILLES	66
IX.1 Au niveau de l'enseignement fondamental	66
IX.2 Au niveau de l'enseignement secondaire	68
IX.3 Au niveau de l'enseignement supérieur	68
X. LES ASPECTS FINANCIERS	69
Troisième partie : DEUX SCÉNARIOS ALTERNATIFS	90
I. SCÉNARIO 1	91
II. SCÉNARIO 2	92
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	100
ANNEXES	104
Annexe 1 : Le modèle et son utilisation	105
Annexe 2 : Les dépenses d'éducation à la charge de l'Etat	111

LISTE DES SIGLES

BT	Brevet de technicien
CAP	Centre d'animation pédagogique
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CED	Centre d'éducation par le développement
CFI	Centre de formation des instituteurs
CLD	Comité local de développement
CPS	Centre de planification et de statistiques
DÉA	Diplôme d'études approfondies
DEF	Diplôme d'études fondamentales
DNB	Direction nationale du budget
DNSI	Direction nationale de la statistique et de l'informatique
DRB	Direction régionale du budget
DUES	Diplôme universitaire d'études scientifiques
DUTS	Diplôme universitaire de technicien supérieur
EF1	Premier cycle de l'enseignement fondamental
EF2	Deuxième cycle de l'enseignement fondamental
EHEP	Ecole des hautes études pratiques
ENA	Ecole nationale d'administration
ENI	Ecole nationale d'ingénieurs
ENMP	Ecole nationale de médecine et de pharmacie
ENSup	Ecole normale supérieure
IEP	Inspection de l'enseignement fondamental
IPR	Institut polytechnique rural
IUG	Institut universitaire de gestion
IUS	Institut universitaire de santé
IUT	Institut universitaire de technologie
MEB	Ministère de l'éducation de base
MESSRS	Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement
PRODEC	Programme décennal de développement de l'éducation

AVANT-PROPOS

La présente étude a été réalisée dans le cadre du Projet MLI/91/030 conçu conjointement par le Gouvernement du Mali, le PNUD et l'UNESCO avec comme objectif principal de fournir un appui aux responsables et cadres nationaux pour définir une stratégie et un programme de développement du secteur de l'éducation et de la formation dans une perspective à moyen et long termes. La réalisation s'est faite, au sein de l'UNESCO, sous la responsabilité de la Division pour la reconstruction et le développement des systèmes éducatifs.

Comme suite au IV^e Projet Education, les responsables maliens de l'éducation ont décidé de mettre sur pied un Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) dont l'élaboration est coordonnée par une équipe restreinte de cadres maliens. Le PNUD-UNESCO, ayant fourni une aide conséquente aux ministères de l'Education de Base et des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique dans le cadre du Projet MLI/91/030, a été contacté par les responsables du PRODEC pour réaliser un certain nombre d'études préparatoires à une Table ronde des bailleurs dont une étude sur les aspects quantitatifs de cet exercice de planification : simulations des flux d'élèves, ressources et coûts liés.

Un premier modèle de simulation a été élaboré en 1996 à partir de travaux antérieurs portant sur le premier cycle de l'enseignement fondamental et sur l'enseignement supérieur. Il a été préparé par Serge Cuenin et Ramakunda Rakotomalala, consultants UNESCO qui ont bénéficié de l'aide de plusieurs consultants nationaux : MM. Sadio Camara (MESSRS), Yorodian Diakité (CPS), Mahy Hanne (DAF/MEB), N'Fali Kanouté (DAF/MEB), Oumar Maïga (DNFS/MESSRS) et Ousmane Ouologuem (MESSRS). Ce modèle a été utilisé comme outil de chiffrage financier des mesures proposées dans le cadre de l'organisation actuelle de l'enseignement fondamental.

A la suite d'observations d'expériences étrangères et de réflexions, les responsables de la conception du PRODEC ont décidé, fin 1996, de proposer une modification importante de l'organisation des études fondamentales et secondaires (générales et techniques) : remplacement des deux cycles de l'enseignement fondamental par un cycle unique avec une réduction d'un an de la durée totale de ces études ; ajout d'une quatrième année d'études pour l'enseignement secondaire général et technique. A la demande des responsables du PRODEC, une nouvelle version du modèle de simulation a été élaborée pour intégrer ces modifications. Ce sont les résultats de cette version qui sont exposés et commentés ici à partir d'un scénario de référence élaboré lors des tests du modèle.

Ce scénario n'est en aucun cas définitif : il correspond à l'état des réflexions au moment où il a été défini. Cependant, la plupart des hypothèses qui le composent figuraient déjà dans les scénarios chiffrés de 1996 et elles ne devraient pas varier. En revanche, les hypothèses plus sensibles en termes d'impact financier, pédagogique ou autre sont encore susceptibles de varier. Deux scénarios alternatifs permettent de mieux entrevoir les limites à l'intérieur desquelles il est possible d'agir.

Paris, mars 1997

INTRODUCTION

Faisant suite à une première série de travaux de planification au sein desquels un modèle de simulation des dépenses d'éducation a été élaboré¹, ce rapport présente une adaptation du modèle aux caractéristiques du nouveau système éducatif que l'équipe en charge de la préparation du PRODEC se propose de mettre en place.

Si la structure du modèle a été modifiée en conséquence, sa logique n'a pas changé : il repose toujours sur les flux d'élèves qu'il calcule et en déduit une série de besoins physiques et financiers. Par ailleurs, tirant profit des remarques faites à propos de la première version du modèle, quelques adaptations mineures supplémentaires ont été faites.

Un nouveau scénario de référence a été conçu avec les membres de l'équipe du PRODEC. Il intègre de nouvelles propositions nées des consultations de nouveaux partenaires de l'école mais il ne s'agit pas d'un scénario définitif : il représente l'état des réflexions après environ une année de préparation du PRODEC. Ce scénario conduit à un dépassement sensible des crédits disponibles estimés.

Afin de favoriser le débat sur les paramètres à modifier pour tenir dans les limites financières définies dans le cadre macroéconomique, deux scénarios alternatifs complémentaires ont été élaborés afin de montrer que l'équilibre financier du programme peut être obtenu à long terme de façons très variables : par une forte baisse des aides aux familles ou par une réduction sensible du nombre d'élèves admis dans l'enseignement secondaire.

Ici encore, l'équipe chargée de la préparation du PRODEC a été largement associée à l'élaboration du scénario de référence. Elle est donc en mesure de réaliser elle-même les simulations qui devraient lui permettre de définir un scénario équilibré sur de nombreux plans : effectifs d'élèves, qualité de la formation dispensée, équité dans les mesures restrictives inévitables et rigueur dans le contrôle des crédits dépensés.

Trois thèmes sont abordés dans les pages qui suivent :

- 1) La description du nouveau contexte organisationnel que devra respecter le modèle. A partir de là, sont explicitées les modifications introduites par rapport à la situation décrite dans le rapport de décembre 1996.
- 2) L'analyse des résultats de la simulation réalisée dans le cadre du scénario de référence. Outre la présentation de ceux-ci par grand niveau d'enseignement, diverses questions transversales ont été abordées : enseignants dans l'enseignement fondamental, aspects qualitatifs, financement de l'enseignement privé, scolarisation des filles et aspects financiers.
- 3) Enfin, deux scénarios alternatifs sont proposés afin de nourrir l'inévitable débat sur les coupures financières à opérer pour rester en deçà des limites financières fixées au départ.

¹ PNUD-UNESCO / PRODEC : Un modèle de simulation pour le développement du système éducatif malien dans les années 1996-2008, Décembre 1996, 100 p. • Annexes.

Première partie :

UN NOUVEAU CONTEXTE

I. RAPPEL DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION À L'ANNÉE DE BASE

L'année 1995-96 a été choisie comme année de départ des simulations, aussi de nombreuses données relatives à cette année-là ont-elles été collectées et vérifiées spécialement afin que les simulations reposent sur des bases indiscutables. Ces données ont fait l'objet d'une présentation détaillée dans le rapport de décembre 1996. On ne fera que rappeler ci-dessous les éléments les plus importants de cette présentation.

I. Le 1er cycle de l'enseignement fondamental

1. L'admission en 1ère année de l'enseignement fondamental a réellement progressé jusqu'en 1992-93 mais elle s'est stabilisée depuis cette date autour de 38% d'une classe d'âge
2. Ces admissions se font pour les trois-quarts dans des établissements publics. Le dernier quart se partage à égalité entre medersas et autres écoles privées (laïques et catholiques).
3. L'écart observé entre les filles et les garçons au niveau de l'admission tend à se réduire depuis 1992-93. Actuellement, le taux d'admission en 1ère année des filles atteint 75% de celui des garçons. C'est dire que 7 filles sur 10 en âge d'être scolarisées ne le sont pas.
4. Le taux brut de scolarisation a sensiblement progressé depuis 1991-92 pour atteindre 44% en 1995-96, y compris les élèves scolarisés dans les medersas.
5. L'écart entre filles et garçons est plus important au niveau des taux de scolarisation qu'à celui des taux d'admission : le taux moyen des filles représente 67% de celui des garçons contre 75%. Les filles abandonnent donc davantage que les garçons.
6. Ce taux de scolarisation peut en partie faire illusion dans la mesure où les redoublements sont élevés. Ils étaient en moyenne voisins de 30% jusqu'en 1993-94 et ont diminué brutalement depuis (20% en 1994-95). On doit être attentif aux mesures mises en place pour accompagner une diminution aussi rapide du redoublement, faute de quoi le niveau des primus risque de baisser.

II. Le 2^e cycle de l'enseignement fondamental

7. Dans le 2^e cycle, le taux brut de scolarisation s'accroît légèrement depuis le début des années 90 et l'écart entre garçons et filles est plus important que dans le 1er cycle : le taux observé pour les filles est pratiquement égal à la moitié de celui des garçons (9,3% contre 18% en 1995-96). Le redoublement, encore plus élevé qu'au 1er cycle, a connu la même chute (de 36% à 21%) entre 1993-94 et 1994-95.
8. Toutes les données mentionnées jusqu'ici sont des moyennes nationales. Au niveau de l'enseignement fondamental, il faut garder à l'esprit qu'il existe des écarts très importants entre les régions, d'une part et entre zones urbaines et rurales, d'autre part.

III. L'enseignement secondaire

9. L'enseignement secondaire se caractérise par de grosses insuffisances en matière de collecte et d'exploitation des données, en particulier celles concernant les élèves.
10. Pratiquement, tous les élèves titulaires du DEF poursuivent des études secondaires. Ces élèves sont de plus en plus orientés vers l'enseignement général aux dépens de l'enseignement professionnel : actuellement, près de 8 nouveaux inscrits sur 10 au-delà du DEF le sont en effet dans un établissement général. Ces inscriptions sont prises de manière croissante dans des filières littéraires et de sciences humaines.
11. Les recrutements d'enseignants ne suivent pas l'évolution des effectifs orientés. Il en résulte une augmentation rapide de la taille moyenne des classes dans l'enseignement général (+33% en cinq ans) et dans une moindre mesure dans l'enseignement technique.
12. Les flux annuels de diplômés ne se sont pas accrus sensiblement au cours des dernières années mais, si une limite n'est pas mise à la poursuite quasi-automatique d'études au-delà de l'enseignement fondamental, le nombre de diplômés va croître dans des proportions considérables au cours des prochaines années.
13. Les pensions alimentaires (bourses) versées aux élèves représentent en moyenne 20% du coût total de l'enseignement secondaire contre 25% pour le personnel enseignant. N'est-ce pas trop ?

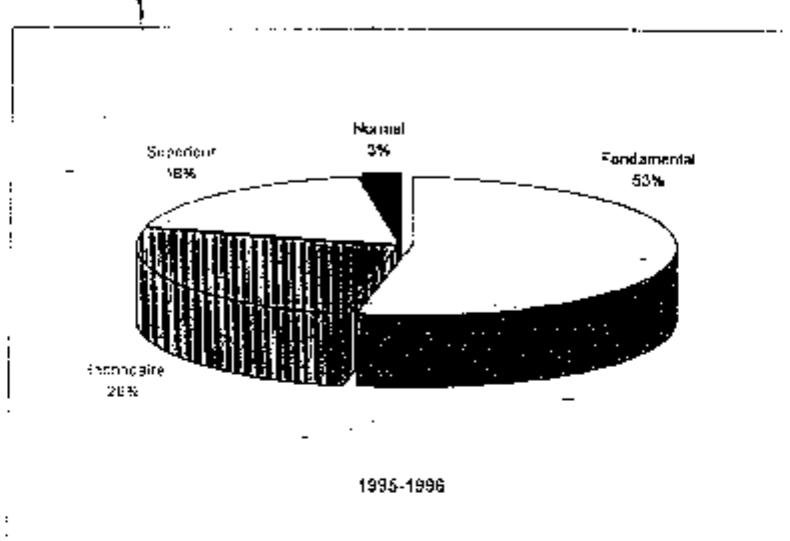
IV. L'enseignement supérieur

14. L'enseignement supérieur accueille actuellement dix mille étudiants dont 9 sur 10 sont des étudiants réguliers, les autres étant principalement des étrangers. D'un autre côté, environ un millier d'étudiants maliens sont recensés à l'étranger, ce nombre étant en diminution depuis quelques années en liaison avec l'éclatement de l'ex-URSS qui accueillait de nombreux étudiants maliens.
15. Jusqu'ici, tout bachelier malien régulier peut être orienté vers l'enseignement supérieur malien ou étranger.
16. Jusqu'en 1993-94, tout étudiant malien régulier orienté dans l'enseignement supérieur percevait une bourse. Depuis 1994-95, l'attribution de la bourse n'est plus automatique pour les nouveaux orientés et des demi-bourses ont été instituées en liaison avec la sévérité accrue en matière de renouvellement des bourses en cas d'échec. Ces mesures s'étendent progressivement et entraînent des économies substantielles mais, malgré ces dernières, l'équilibre financier des bourses n'est pas assuré.
17. Malgré ces mesures, en 1995-96, les transferts en faveur des étudiants représentaient encore 58% du coût total mesuré au niveau des six établissements d'enseignement supérieur. Si l'on prend en compte les dépenses d'administration centrale imputables à l'enseignement supérieur, les transferts représentent encore 50% des dépenses totales.

V. Récapitulation financière

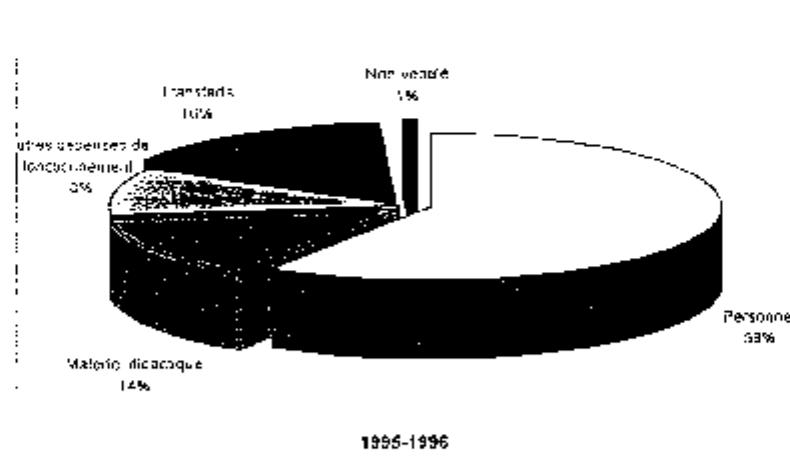
18. Au total, en 1995-96, sur le plan financier, les principaux niveaux d'enseignement représentaient les parts suivantes des dépenses courantes d'éducation :

- Fondamental	53%
- Secondaire	26%
- Supérieur	18%
- Normal	3%



19. Les coûts en personnel représentent 59% des dépenses courantes d'éducation et les transferts 16%. Toutefois, l'enseignement supérieur consomme 61% des crédits versés au titre des transferts.

La décomposition par type de dépense montre la répartition suivante :



20. Les coûts par élève à la charge de l'Etat sont très variables selon les niveaux d'enseignement.
Par rapport au coût unitaire moyen constaté dans le premier cycle de l'enseignement fondamental,
la progression est la suivante :

Fondamental 1er cycle	1
Fondamental 2è cycle	2,6
Secondaire (toutes filières)	10
Supérieur (toutes filières)	30

}

II. LE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE

Ce cadrage permet de déterminer l'évolution des crédits disponibles pour financer les dépenses d'éducation prévues dans les simulations. Comme les recettes conditionnent les dépenses, un soin particulier doit être apporté à cette estimation. De plus, il s'agit d'une contrainte financière générale valable quels que soient les scénarios étudiés.

Nous reprendrons ici les hypothèses formulées par l'équipe chargée de l'élaboration du PRODEC à partir des dernières informations disponibles sur l'évolution de l'économie malienne dans les années futures ainsi que les choix faits quant à la part des dépenses d'éducation dans le PIB et le budget d'Etat. Ces hypothèses, qui se rapportent aux dépenses courantes, sont les suivantes :

- Taux de croissance annuel moyen en volume du PIB : 4%
- Taux de croissance annuel moyen du rapport dépenses d'éducation. Etat/PIB : 1%
- Taux de croissance annuel moyen en volume du budget d'Etat (*) : 2%
- Part maximale des dépenses d'éducation de l'Etat dans le budget d'Etat : 27%

(*) Hors dette, budgets annexes et fillet social.

Par ailleurs, les données prises en compte pour l'année 1996 sont les suivantes :

Budget d'Etat (*)	125 859 millions FCFA
PIB	1 359 500 millions FCFA
Dépenses d'éducation de l'Etat	30 133 millions FCFA

(*) Hors dette, budgets annexes et fillet social.

Le Tableau 1 ci-après récapitule l'évolution prévue des données macroéconomiques.

Une dernière hypothèse, faite par l'équipe du PRODEC, est de la plus haute importance : elle consiste à tolérer un déficit maximal de 20% par rapport au financement public des dépenses d'éducation induites par les choix faits dans les scénarios. Ceci revient à estimer que les autres agents finançant le système éducatif augmenteront progressivement leur effort actuel : écoles financées par des communautés villageoises, financement direct par les familles, etc.. Cette dernière hypothèse desserte fortement la contrainte financière définie plus haut.

Il faut enfin garder à l'esprit que les dépenses d'éducation prévues dans ce cadrage représentent la limite supérieure du volume de crédits disponibles : crédits budgétaires + marge de 20% représentant le financement des autres agents. Il faut donc veiller à ce que les dépenses figurant dans les simulations soient inférieures chaque année à cette limite et non pas seulement en fin de période.

Tableau 1 : Cadrage macroéconomique

Années	Budget d'Etat (millions FCFA) (*)	Limité maximale Dép. éduc. Etat/ Budget Etat (%)	Déca d'éducation prévues pour l'Etat (millions FCFA)	Dép d'éducation totales projetées (millions F)	Déficit (millions de FCFA)	Déficit et pourcentage des dépenses de l'Etat	PIB (millions FCFA) (***)	Dép. éduc. Etat / PIB (%)
1996	129 859	23,2	30 133	30 133	1 359 500	2,22
1997	132 456	24,5	32 476	32 476	0	0,0%	1 113 880	2,24
1998	135 105	25,9	35 046	35 046	0	0,0%	1 470 435	2,26
1999	137 807	27,0	37 208	37 451	243	0,7%	1 529 253	2,28
2000	140 364	27,6	37 952	39 451	1 499	4,0%	1 590 423	2,31
2001	143 375	27,0	38 711	39 405	694	1,8%	1 654 040	2,33
2002	146 242	27,0	39 485	43 974	4 489	11,4%	1 720 201	2,30
2003	149 167	27,0	40 225	44 601	4 326	10,7%	1 789 009	2,25
2004	152 151	27,0	41 081	49 654	8 573	20,9%	1 860 570	2,21
2005	155 194	27,0	41 902	49 998	8 095	16,3%	1 934 992	2,17
2006	158 297	27,0	42 740	54 300	11 560	27,0%	2 012 392	2,12
2007	161 463	27,0	43 595	54 121	10 526	24,1%	2 092 888	2,08
2008	164 693	27,0	44 467	60 333	15 866	35,7%	2 176 603	2,04

(*) Taux annuel moyen de croissance en volume = 2%

(**) Taux annuel moyen de croissance en volume = 4%

III. UN NOUVEAU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Par rapport à la situation décrite dans le rapport de décembre 1996, plusieurs modifications sont intervenues sauf dans l'enseignement supérieur. On les présentera par grand niveau d'enseignement.

I. Enseignement fondamental (1er cycle)

I. Le taux brut de scolarisation-cible passe de 70% à 75%. En conséquence, les taux d'admission en 1ère année ont été modifiés tant au niveau des régions que dans la différence par sexe. En effet, ainsi qu'on l'a noté dans l'analyse des hypothèses du scénario de référence, le taux brut de scolarisation est la résultante de mesures visant (i) à admettre davantage d'élèves en 1ère année (taux d'admission) et (ii) à diminuer les taux de redoublement et de départ. Conformément au souci de gérer le système éducatif de manière décentralisée, les taux ont été calculés par région. De plus, on a distingué les établissements par statut et les élèves par sexe. Très schématiquement, on retiendra les évolutions suivantes :

- Le taux global d'admission en 1ère année (hors medersas) passe de 38,4% en 1995-96 à 68,5% en 2002-03, soit une augmentation de près de 80% en 7 ans.
- L'écart entre filles et garçons constaté actuellement au niveau de ce taux d'admission se réduit fortement en 7 ans.
- Les inscriptions dans l'enseignement privé s'accroissent nettement plus vite que dans l'enseignement public dans toutes les régions même si, dans les régions du Nord, la part du secteur privé reste faible.
- Les taux supérieurs à 100% constatés dans le district de Bamako s'expliquent surtout par les migrations d'élèves en provenance des autres régions.

Tableau 2 : Evolution des taux d'admission en 1ère année
d'enseignement fondamental - hors medersas (en %)

Régions	1995-96		2007-08	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Keyes	38,9	24,3	67	55
Koulakoro	49,6	33,6	75	75
Sikasso	44,8	32,8	70	70
Ségou	41,2	29,6	63	62
Mopti	24,7	16,3	55	55
Tombouctou	25,3	20,0	55	56
Gao	35,7	22,8	54	52
Kidal	23,9	15,2	51	51
District Bamako	110,4	105,6	122	121

2. Les taux de rendement interne s'accroissent plus rapidement que prévu au motif que les programmes et les méthodes pédagogiques changeront : au lieu d'être étalée sur douze ans, cette amélioration qui concerne tous les niveaux d'études sera effective à compter de 2000-01. Ainsi, dans l'enseignement public, les taux de redoublement, égaux à 18% en moyenne en 1995-96, diminuent rapidement pour atteindre uniformément 5% à tous les niveaux d'études et dans toutes les régions à compter de 2000-01. Les taux de départ (sur abandon ou exclusion), moins élevés que les taux de redoublement, diminuent moins vite pour atteindre, en 2000-01, 2% dans les deux premiers niveaux d'études et 5% dans les quatre niveaux d'études suivants. En conséquence, les taux de promotion s'accroissent sensiblement puisqu'ils varient en moyenne de 77% en 1995-96 à 91% en 2000-01. À partir de cette dernière date, plus de neuf élèves sur dix passeront dans la classe supérieure à chaque niveau d'études.

3. La mise en oeuvre de nouveaux programmes n'interviendra dans le premier niveau d'études qu'à compter de 1999-2000. Il reste donc un peu plus de deux ans pour disposer de nouveaux manuels intégrés dans toutes les classes du premier niveau d'études.

II. Enseignement fondamental (2^e cycle)

1. Au plan organique, durant la période couverte par le PRODEC, l'actuel deuxième cycle de l'enseignement fondamental va connaître plusieurs modifications importantes :

- Suppression du certificat de fin d'études du premier cycle en 1999 (dernier examen : juin 1999) afin de tirer rapidement vers un bloc unique de neuf ans en prévision du bloc unique de huit ans pour l'enseignement fondamental.
- En 2005-06, le nouveau cursus s'appliquera à la 7^e année d'études.
- 2006-07 sera la dernière année de fonctionnement de la neuvième année d'études.

2. Au plan pédagogique, les taux de redoublement vont diminuer pour atteindre, en 2000-01, une valeur uniforme quels que soient la région et le statut de l'établissement : 5% en 7^e et 8^e années d'études et 20% en 9^e année. À compter de 2006-07, ce taux de 20% s'appliquera à la 8^e année. De même, les taux de départ vont diminuer pour atteindre 5% quels que soient la région, le niveau d'études et le statut de l'établissement (public ou privé). Quant au taux de promotion, à partir de 2001-02, 95% des garçons et des filles devraient être promus de 6^e en 7^e année au lieu de 86% aujourd'hui pour les garçons et 55% pour les filles.

3. Le taux de réussite au DEF devrait s'accroître très sensiblement pour atteindre 70% en 2007-08. L'argument avancé pour justifier cette évolution est qu'à cette date les nouveaux programmes s'appliqueront partout et qu'un tel taux de succès est cohérent avec (i) des enseignants recyclés en totalité pour ceux en place, (ii) des sortants des CFI formés aux nouveaux programmes et aux nouvelles méthodes pédagogiques et (iii) des manuels distribués systématiquement aux élèves.

III. Enseignement normal

1. La formation aura lieu dans 9 CFI répartis sur tout le territoire à raison d'un par région à partir de 2000-01 et dans 55 CAP (un dans chaque chef-lieu de cercle) qui devront être tous opérationnels en 2001-02.

2. Le calendrier prévu est le suivant :

- 1997-1998 Mise en place des curricula pour la formation des enseignants (actuels et futurs).
- 1998-1999 Révision des curricula dans les CFI et formation complémentaire en direction des élèves-maîtres en année terminale dans les CFI.
Début du recyclage d'enseignants actuellement en poste.
- 1999-2000 Entrée en 1ère année de formation de la première cohorte d'élèves-maîtres qui suivra les nouveaux programmes.

3. Concrètement, les moyens à mettre en place ont été estimés à partir des éléments suivants :

- Effectifs concernés : les besoins annuels d'enseignants permanents dans le secteur public sont déterminés au niveau national par le modèle. Ils devront être majorés des effectifs à former pour le secteur privé et des abandons prévus pendant la formation dans les CFI. Ensuite, ces besoins devront être régionalisés lors de la confection des plans d'action. Par exemple, les besoins en recrutement dans les CFI en 1997-98 sont déterminés par les besoins en enseignants (public et privé, généralistes et spécialistes) en 2001-02 augmentés des abandons prévus dans les CFI.

- Taux de redoublement dans les CFI : 2% la 1ère année d'études, 0% les suivantes.

- Taux de départ dans les CFI : 2% la 1ère et la 4ème années d'études, 0% les autres.

- Heures hebdomadaires de formation :

* Formation théorique (générale et spécialisée) : 30 h

* Formation pratique : 6h en moyenne (regroupements à certains moments de l'année).

- Taille moyenne des classes : 40.

- Obligation de service hebdomadaire des enseignants dans les CFI : 15 h

- Eléments financiers :

* Matériel didactique par élève-maître et par an	60 000 FCFA
--	-------------

* Autres dép. de fonctionnement par élève-maître et par an	50 000 FCFA
--	-------------

* Bourse annuelle par élève-maître	302 500 FCFA
------------------------------------	--------------

* Coût moyen annuel d'un enseignant dans un CFI	1 200 000 FCFA
---	----------------

* Coût annuel total du personnel non enseignant d'un CFI-type	5 445 384 FCFA
---	----------------

IV. Enseignement secondaire

1. Durant les dix premières années du PRODEC, la structure de l'enseignement secondaire devrait rester identique à celle constatée aujourd'hui. Comme la réforme de structure envisagée dans l'enseignement fondamental ne s'appliquera que très progressivement, elle n'atteindra l'enseignement secondaire qu'en 2007-08. A partir de cette date, l'enseignement secondaire général et technique comportera 4 années d'études par l'ajonction, à l'issue du DEF, d'un niveau d'études supplémentaire appelé "Troisième commun". La durée de l'enseignement professionnel restera inchangée.

2. Les hypothèses formulées quant au taux de passage dans l'enseignement secondaire prennent appui sur les reçus au DEF. Auparavant, il convient de gérer les flux d'élèves à la sortie de l'année terminale de l'enseignement fondamental. Très schématiquement, on a trois possibilités, chacune devant être caractérisée par un taux :

- Etre reçu au DEF
- Echouer au DEF et arrêter ses études
- Echouer au DEF et redoubler

Pour les reçus au DEF, trois possibilités existent :

- Poursuite d'études secondaires
- Entrée dans l'enseignement normal
- Arrêt des études ou poursuite d'une formation dans d'autres structures

Deux grandes voies existent pour les élèves poursuivant des études secondaires :

- Enseignement général et technique conduisant au baccalauréat
- Enseignement professionnel conduisant au CAP et au BT

Enfin, s'agissant des établissements, une répartition des effectifs orientés est faite entre établissements publics et privés.

3. En résumé, le nombre et la répartition des élèves dans l'enseignement secondaire vont donc dépendre de plusieurs dizaines d'hypothèses. Le tableau 3 ci-après les regroupe et fournit les chiffres correspondant à ce scénario de référence.

Tableau 3 : Liste des hypothèses relatives à l'enseignement secondaire

Point d'application des hypothèses	Hypothèses et niveaux d'études, disciplines où elles s'appliquent	Valeurs retenues dans le scénario de référence
Année terminale de l'enseignement fondamental	Taux de réussite au DEF	70 %
	Taux de redoublement en année terminale	20 %
	Taux d'arrêt en année terminale	10 %
Orientation à l'issue du DEF	Poursuite d'études secondaires	67 %
	Entrée dans l'enseignement normal	Besoins en enseignants permanents
	Arrêt ou autres secteurs de formation (santé, agriculture, culture et communication, etc.)	33 %
Orientation dans l'enseignement secondaire après recrutement des élèves-maîtres et par statut d'établissement	Ens. génér. et techn. public : Tronc commun (orientation)	13 %
	Ens. génér. et techn. : privé (estimation)	8 %
	Ens. professionnel : public (orientation)	21 %
	Ens. professionnel : privé (estimation)	25 %
Ens. génér. et techn. public : Orientation des sortants du tronc commun	Tronc commun littéraire	24 %
	Tronc commun scientifique	75 %
	Départs	1 %

Ens. génér. et techn. public : Orientation à l'issue du tronc commun littéraire	LL	50 %
	SH	45 %
	Départs	5 %
Ens. génér. et techn. public : Orientation à l'issue du tronc commun scientifique	SB	20 %
	SE	20 %
	TGC	20 %
	TI	20 %
	TE	15 %
	Départs	5 %
Enseignement général privé : Répartition des élèves de terminale entre les grandes disciplines	Lettres	50 %
	Sciences	50 %
Enseignement professionnel Orientation à l'issue du DEF par type de formation et après choix du statut de l'établissement	Industrie	70 %
	Tertiaire	30 %
Enseignement professionnel . Orientation à l'issue du DEF par diplôme préparé et après la phase ci-dessus	CAP	80 %
	BT	20 %
Ens. génér. et techn. public : Taux de réussite à l'examen du baccalauréat par série	LL et SH	60 %
	SB et SE	80 %
	TE	80 %
	TGC et TI	80 %
Enseignement professionnel : Taux de réussite aux exercices du CAP et du BT	CAP Tertiaire Secondaire	60 % 90 %
	BT Tertiaire Secondaire	75 % 85 %

Ce tableau appelle plusieurs commentaires :

1) Quant à l'orientation après le DEF :

Le recrutement des élèves-maîtres dans l'enseignement normal est opéré parmi les titulaires du DEF. Ce n'est qu'après ce recrutement que les pourcentages de poursuite d'études ou d'arrêt sont appliqués.

Ces deux derniers pourcentages correspondent à une séparation entre les élèves qui resteront dans l'éducation nationale et ceux qui s'arrêteront ou poursuivront des études dans des structures relevant d'autres ministères et institutions.

Partmi les élèves poursuivant des études secondaires, certains seront orientés vers l'enseignement public (général, technique et professionnel), les autres se répartissant dans les établissements privés. Or, comme il n'y a pas d'orientation obligatoire de ces derniers élèves, on ne sait ni combien poursuivront des études ni comment ils se répartiront entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel. Les pourcentages indiqués sont donc des estimations susceptibles de varier sensiblement.

2) Quant au taux de réussite aux examens terminaux

Pour le baccalauréat, les taux proposés sont nettement supérieurs à ceux constatés à l'année de base car les élèves auront été davantage sélectionnés à l'entrée du tronc commun qu'à l'entrée en 10^e année à l'année de base (1995-96).

En ce qui concerne l'enseignement professionnel, les taux-cibles sont également supérieurs à ceux de l'année de base car le taux d'encadrement en fin de période est jugé meilleur qu'au départ.

Deuxième partie :

ANALYSE DES RÉSULTATS

I. GÉNÉRALITÉS

Les résultats présentés et analysés ci-dessous se rapportent au scénario de référence élaboré à partir d'une première série d'hypothèses qui ont été commentées plus haut. On cherchera d'abord à présenter les questions importantes soulevées à propos de chaque point abordé étant donné que d'autres scénarios pourront entraîner des modifications importantes dans les tableaux de résultats.

Ce scénario de référence correspond à la mise en place progressive d'un nouveau cursus dans l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, mise en place qui commencera concrètement pour les élèves de l'enseignement fondamental en octobre 1999, date à laquelle ils suivront pour la première fois les nouveaux programmes en première année d'études. Par la suite, chaque année, le niveau d'études suivant adoptera le nouveau cursus et cela jusqu'au huitième et dernier niveau. Les premiers diplômés de l'enseignement fondamental nouvelle formule sortiront donc en juin 2007.

Ce n'est donc qu'en octobre 2007, soit la dernière année du PRODEC, que fonctionnera pour la première fois le tronc commun à l'entrée de l'enseignement secondaire général et technique qui passera alors de trois à quatre ans.

Il faut rappeler que ce travail intervient dans le cadre d'un processus de planification en cours de déroulement. Elle repose donc sur des hypothèses qui, pour certaines, varieront encore. Cette analyse des résultats doit donc être considérée comme une étape dans l'élaboration du PRODEC. L'outil qu'est le modèle de simulation a été construit, testé et adapté aux changements structurels proposés ; il commence de livrer les conséquences de choix qui résultent de longues discussions contradictoires, conséquences qui sont explicitées et commentées.

D'autres consultations importantes sont prévues par l'équipe chargée du PRODEC. Elles devraient sans doute déboucher sur de nouvelles modifications d'hypothèses mais, au moins, on dispose actuellement d'une base de référence dont plusieurs facettes sont explicitées et chiffrées ci-dessous.

Dans les pages qui suivent, les points suivants seront abordés :

- L'enseignement fondamental (six premiers niveaux d'études)
- L'enseignement fondamental (derniers niveaux d'études)
- Les enseignants dans l'enseignement fondamental
- L'enseignement secondaire
- L'enseignement supérieur
- Les aspects qualitatifs
- Le financement de l'enseignement privé
- La scolarisation des filles
- Les aspects financiers (tableaux détaillés et tableau de bord)

II. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (six premiers niveaux d'études)

L'objectif principal affiché actuellement dans le cadre du PRODEC est d'atteindre un taux brut de scolarisation (y compris les medersas) égal à 75% en 2007-08 alors que ce taux était estimé à 44% en 1995-96. Etant donné que la population scolarisable s'accroît à un taux annuel voisin de 3% et que les taux de redoublement doivent diminuer significativement en quelques années, il va falloir accueillir rapidement un grand nombre d'élèves en première année d'études. Cet afflux va se répercuter automatiquement au niveau des besoins en salles de classe et en enseignants, ce qui entraînera des investissements importants et une véritable mutation de l'enseignement normal.

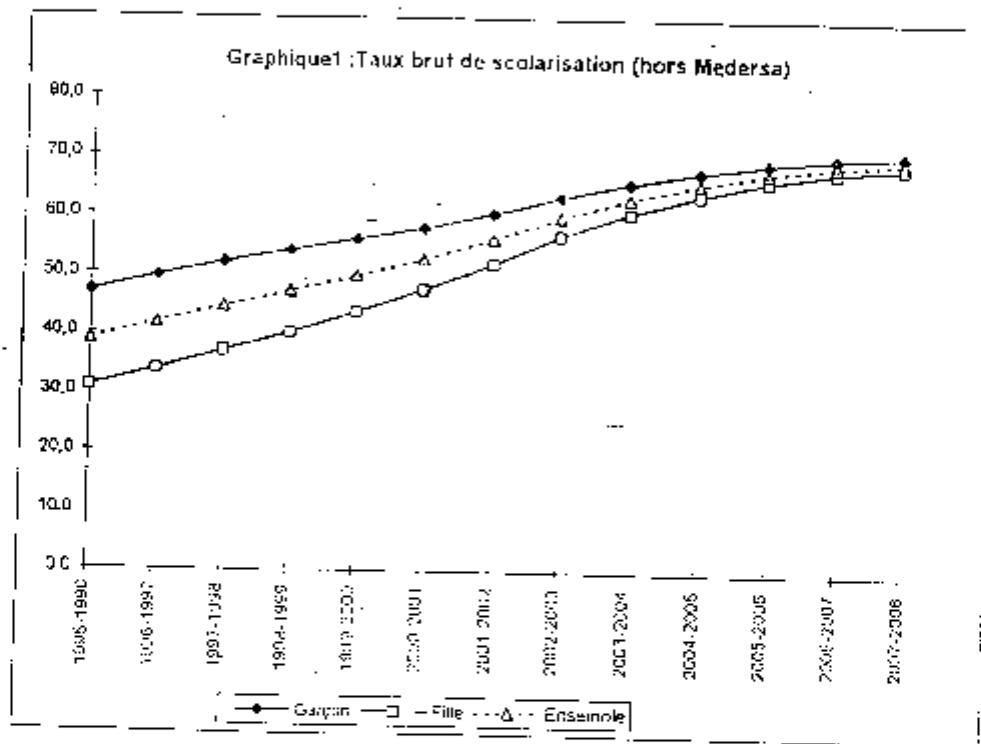
II.1 Les élèves

Sur le plan quantitatif, en douze ans, les effectifs scolarisés dans l'enseignement public doublent (de 550 000 à 1 100 000) et sont multipliés par six dans l'enseignement privé (de 57 000 à 350 000). Ainsi, chaque année, il faudra accueillir en moyenne 46 000 élèves supplémentaires dans l'enseignement public et près de 25 000 dans l'enseignement privé. À ces effectifs additionnels s'ajoutent ceux nettement plus modestes des medersas (un peu plus de 2 000 par an en moyenne), les effectifs dans ces établissements passant de 77 000 à 167 000.

Au total, ce sont en moyenne 73 000 élèves supplémentaires qu'il faudra accueillir chaque année pour atteindre l'objectif d'un taux brut de scolarisation égal à 75% en 2007-08.

**Tableau 4 : Evolution des taux bruts de scolarisation
dans les six premières années de l'enseignement fondamental (%)
(hors medersas)**

Régions	1995-96	2007-08	Taux d'accroissement annuel (%)
Kayes	35,9	69,2	5,8
Koulikoro	44,6	77,8	4,7
Sikasso	39,1	71,0	5,1
Ségou	38,1	69,2	5,1
Mopti	25,5	63,0	8,6
Tombouctou	24,5	64,3	8,4
Gao	31,4	67,5	6,6
Kidal	19,8	59,5	9,6
District Bamako	134,8	133,5	-0,1
Moyenne nationale	43,6	75,0	4,6



ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (1er cycle)

Tableau 5 : Effectif d'élèves du premier cycle par secteur et par région

Année scolaire	Secteur	Kasa-Voye		Skawé		Boug		Mangui		Tchibanga		Goun		Bouba		Kondj		Ndié		Kondj		Tchibanga	
		Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri	Pub	Pri
1995-1996	70 314	1 384	10 262	3 638	9 052	5 840	7 894	1 727	48 481	2 282	17 276	5	17 528	357	1 297	0	1 665	31 512					
1996-1997	78 341	2 113	11 424	5 742	13 156	8 732	85 819	15 421	53 071	3 340	19 378	45	19 255	513	5 62	2	119 188	39 027					
1997-1998	86 674	2 383	12 012	5 214	8 778	11 884	92 289	19 214	58 228	5 063	21 562	131	21 714	750	1 889	8	118 038	43 744					
1998-1999	94 551	5 232	12 7482	12 410	124 147	13 095	99 638	25 873	69 731	7 404	25 019	277	24 494	1 098	3 193	13	113 480	48 718					
1999-2000	102 191	7 622	134 896	16 214	120 583	22 179	164 138	29 295	78 277	16 202	23 036	465	21 656	1 523	2 551	21	109 236	53 295					
2000-2001	108 938	10 612	14 2595	29 767	91 998	110 211	35 860	82 388	13 748	33 85	6 981	31 356	2 021	2 951	32	103 982	52 285						
2001-2002	117 042	14 145	15 184	26 638	142 117	39 350	18 451	43 491	59 350	17 823	38 650	9 022	35 129	2 637	3 328	45	103 255	61 925					
2002-2003	120 809	17 912	162 635	32 538	150 958	47 054	177 132	51 126	113 169	22 169	43 592	1 285	38 810	3 889	3 717	30	103 209	68 828					
2003-2004	136 226	21 201	172 684	37 218	168 452	54 027	135 628	67 651	126 404	47 792	1 651	42 079	3 851	4 052	31	105 127	71 743						
2004-2005	145 650	24 004	181 906	41 715	168 812	61 096	142 176	63 204	137 275	29 042	5 1 426	1 779	43 322	4 351	81	105 127	71 743						
2005-2006	153 676	26 329	190 282	45 597	172 893	65 352	148 616	67 865	169 132	31 551	54 602	9 869	47 082	4 719	89	107 792	74 441						
2006-2007	160 641	28 165	187 799	48 519	174 529	70 507	154 359	71 743	160 612	33 784	57 379	2 15	49 108	5 038	4 862	89	110 478	78 879					
2007-2008	165 755	29 613	204 241	50 658	185 097	71 778	159 281	74 271	169 663	35 179	58 608	2 222	50 248	6 227	5 054	101	113 261	76 113					

Tableau 6 : Effectif d'élèves du premier cycle par secteur

Année scolaire	Effectif total																					
1995-1996	551 171	535 682	44 516	72 945	51 273	600 444	659 632	61 188	1 565 383	1 603 573	41 896	39 931	693 141	62 429	43 5%	48 6%	49 4%	60 429	62 429	60 429	60 429	60 429
1996-1997	637 278	41 591	53 893	20 036	73 127	61 639	1 642 059	1 642 059	44 5%	44 5%	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086	815 086
1997-1998	676 369	39 048	112 075	23 082	79 351	62 170	1 681 468	1 681 468	47 2%	47 2%	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615	942 615
1998-1999	715 467	39 101	143 053	25 978	89 521	93 060	1 721 823	1 721 823	49 7%	49 7%	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456	1 017 456
1999-2000	757 618	42 349	113 022	22 958	1 783	22 317	1 783 147	1 783 147	52 8%	52 8%	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640	1 060 640
2000-2001	808 322	51 521	206 502	31 410	1 016 640	1 016 640	1 846 738	1 846 738	50 3%	50 3%	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156	1 160 156
2001-2002	869 116	59 778	24 139	34 637	1 110 252	34 415	1 846 738	1 846 738	50 1%	50 1%	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147	1 202 147
2002-2003	925 827	56 812	271 137	28 887	1 197 066	56 210	1 893 186	1 893 186	63 2%	63 2%	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713	1 231 713
2003-2004	977 918	51 992	206 891	25 869	1 274 910	27 344	1 938 600	1 938 600	65 8%	65 8%	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398	1 312 398
2004-2005	1 025 021	47 102	318 501	1 341 910	1 404 322	1 341 910	1 987 127	1 987 127	67 7%	67 7%	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335	1 448 335
2005-2006	1 067 041	42 321	326 696	19 982	1 404 326	20 112	2 032 770	2 032 770	69 1%	69 1%	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565	1 567 565
2006-2007	1 102 660	35 616	351 021	14 003	1 451 961	1 451 961	2 081 621	2 081 621	69 8%	69 8%	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189	1 605 189

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL [1re cycle]

— 11 —

Tableau 8 : Nouveaux inscrits en 1^{re} A

Year	Total	Initial M&B		Final M&B		Change
		Pris	Entomolo.	Pris	Entomolo.	
1956	91,156	91,314	15,805	12,159	292,189	+20,4%
1957	106,798	106,798	20,062	127,758	295,076	+17,7%
1958	117,681	117,681	28,357	144,040	306,581	+6,71%
1959	128,032	128,032	31,892	191,021	310,918	+1,3%
1960	140,299	140,299	37,027	176,765	321,452	+5,6%
1961	153,117	153,117	44,028	197,236	329,167	+5,9%
1962	165,006	165,006	50,495	218,507	337,057	+5,4%
1963	179,153	179,153	57,216	236,471	341,151	+5,7%
1964	183,668	183,668	59,569	247,251	353,440	+6,1%
1965	188,075	188,075	59,885	244,071	361,923	+6,3%
1966	192,590	192,590	61,435	254,024	370,604	+6,5%
1967	192,212	192,212	62,959	265,121	373,501	+6,5%
1968	194,419	194,419	298,264	384,612	68,5%	
1969	201,945					

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (1er cycle)

Tableau 9 : Taux brut de scolarisation en pourcentage hors Meurthe et Moselle

Année	Kaysersberg	Koulikoro		Gérardmer		Sakassou		Sankt-Pétersbourg		Méjico		Sudan		Guinée		Grenade		Kiribati		Barbades		Total M&M	
		total	med.	total	med.	total	med.	total	med.	total	med.	total	med.	total	med.	total	med.	total	med.	total	med.	total	med.
1995-1996	42,5	22,7	52,3	29,6	44,1	26,5	42,0	25,7	26,9	16,3	28,4	18,0	33,1	13,9	26,3	13,0	117,4	112,9	48,9	30,9	38,9	38,9	
1995-1997	45,7	25,7	55,5	32,8	47,7	30,3	42,1	28,0	27,7	18,2	31,9	20,6	35,8	21,7	31,3	14,8	120,9	117,8	49,7	32,2	41,8	41,8	
1997-1998	48,7	29,3	50,3	35,4	50,8	34,2	45,2	31,0	29,1	21,2	32,7	23,7	38,8	24,6	22,7	17,5	120,7	119,1	52,1	37,0	47,5	47,5	
1998-1999	51,1	33,2	60,2	40,2	53,1	38,2	47,2	34,0	34,0	24,0	32,7	24,8	36,5	27,5	24,3	28,1	41,6	21,2	117,6	117,3	54,1	40,2	47,2
1999-2000	53,2	37,4	61,9	44,2	51,9	41,1	49,4	38,2	36,4	29,1	41,1	32,6	46,0	32,2	45,8	25,9	114,6	113,5	56,0	43,7	49,9	49,9	
2000-2001	54,5	41,2	63,3	48,5	58,7	45,6	51,9	42,1	40,4	34,4	45,8	37,6	50,0	37,5	49,2	31,9	112,1	112,3	53,0	47,8	52,8	52,8	
2001-2002	56,7	46,4	65,5	53,5	58,9	49,9	54,3	46,6	46,5	40,1	50,3	42,3	53,7	42,8	51,4	38,2	110,0	111,5	60,5	52,0	56,3	56,3	
2002-2003	58,4	51,1	68,2	58,9	61,3	54,3	57,7	51,3	49,2	46,1	54,6	48,3	56,8	48,2	52,5	44,5	109,6	111,6	63,3	56,8	60,1	60,1	
2003-2004	61,9	56,0	70,4	63,3	63,4	57,9	59,3	59,3	59,3	51,1	57,4	53,3	59,3	52,5	56,0	49,6	109,5	112,0	65,7	60,7	63,2	63,2	
2004-2005	64,0	59,6	72,3	66,0	65,1	60,8	61,8	58,0	58,7	55,5	60,1	58,3	60,9	55,7	56,5	50,0	109,7	112,7	67,7	63,9	65,8	65,8	
2005-2006	65,8	62,3	73,8	69,5	66,6	63,2	63,2	60,2	63,2	60,2	67,7	61,9	65,0	62,7	68,0	57,9	56,2	113,1	113,5	69,1	66,3	67,7	67,7
2006-2007	67,0	64,2	74,9	71,3	67,6	64,8	64,1	61,7	61,7	61,7	69,2	63,3	61,3	63,0	59,6	59,1	58,1	110,5	114,1	70,2	67,9	69,1	69,1
2007-2008	67,2	65,2	75,5	72,3	68,2	65,6	64,7	62,5	61,0	61,0	69,9	64,2	62,3	63,5	50,4	59,9	59,2	110,3	114,5	70,9	67,9	69,8	69,8

Tableau 10 : Taux brut de scolarisation en pourcentage compris Madagas

Année	Kaysersberg	Koulikoro		Gérardmer		Sakassou		Tchad		Mejico		Guinée		Grenade		Kiribati		Barbades		Total M&M			
		Hors med.	Total																				
1995-1996	32,4	35,0	41,0	44,6	35,3	39,1	35,3	39,1	38,1	21,6	23,5	20,6	21,4	19,0	19,8	115,2	134,8	38,8	43,8	43,8	43,8		
1996-1997	35,5	39,0	44,0	47,7	39,0	42,9	39,0	42,9	40,9	22,8	24,8	20,6	23,0	26,4	23,4	18,4	19,1	41,0	46,6	46,6	46,6		
1997-1998	38,8	41,5	47,3	51,0	42,5	48,4	38,4	43,7	43,7	26,1	27,1	28,1	31,5	36,7	27,4	27,4	120,0	138,9	44,5	49,4	49,4	49,4	
1998-1999	42,0	44,1	50,2	53,8	45,8	49,5	41,0	46,3	46,3	29,7	32,0	33,0	34,9	40,2	31,5	31,5	117,5	137,4	47,2	52,0	54,7	54,7	
1999-2000	45,2	47,8	52,0	56,7	48,4	52,1	43,9	49,1	49,1	32,7	34,7	34,5	37,5	38,9	44,2	35,9	35,9	114,2	134,3	49,9	54,7	54,7	54,7
2000-2001	49,0	50,7	55,0	59,0	51,2	55,1	47,1	52,4	52,4	37,3	39,3	37,7	42,7	43,5	40,7	40,7	111,7	131,7	52,8	57,1	57,1	57,1	
2001-2002	51,5	54,2	59,4	63,2	54,4	59,4	50,8	56,1	56,1	42,2	44,3	42,1	47,8	46,1	49,9	44,9	110,7	131,0	58,3	61,2	61,2	61,2	
2002-2003	55,5	58,1	63,5	67,3	57,8	61,0	54,6	59,8	59,8	47,7	49,7	51,7	52,4	57,0	49,1	49,1	10,5	130,9	150,1	65,0	72,3	72,3	72,3
2003-2004	58,9	61,6	64,8	67,0	60,6	64,7	57,6	63,0	63,0	52,4	54,4	55,5	56,6	55,5	56,6	56,6	52,3	110,7	131,2	61,2	69,2	69,2	69,2
2004-2005	61,8	64,5	69,5	73,4	63,0	67,0	59,9	65,4	65,4	55,3	67,9	58,4	60,5	58,2	63,7	55,0	111,1	131,7	65,8	70,3	70,3	70,3	
2005-2006	64,0	66,9	71,6	75,5	54,9	68,9	51,7	67,2	67,2	60,4	60,7	66,5	65,5	57,0	57,0	111,7	132,5	62,7	72,3	72,3	72,3		
2006-2007	65,6	68,3	73,1	75,9	66,2	70,9	62,0	68,4	68,4	62,1	62,3	61,2	66,8	58,6	59,6	112,2	133,1	69,1	76,2	76,2	76,2		
2007-2008	66,4	69,2	73,9	77,4	66,9	71,6	67,6	69,2	69,2	63,0	63,0	61,2	67,5	59,5	59,5	112,5	133,5	69,0	75,0	75,0	75,0		

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (1er cycle)

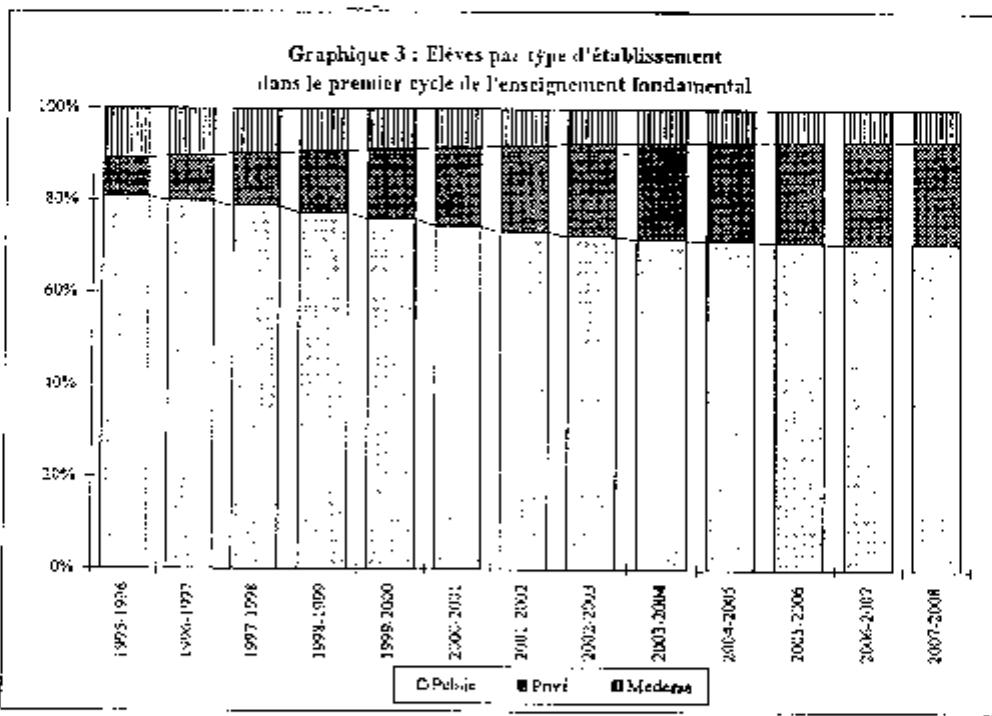
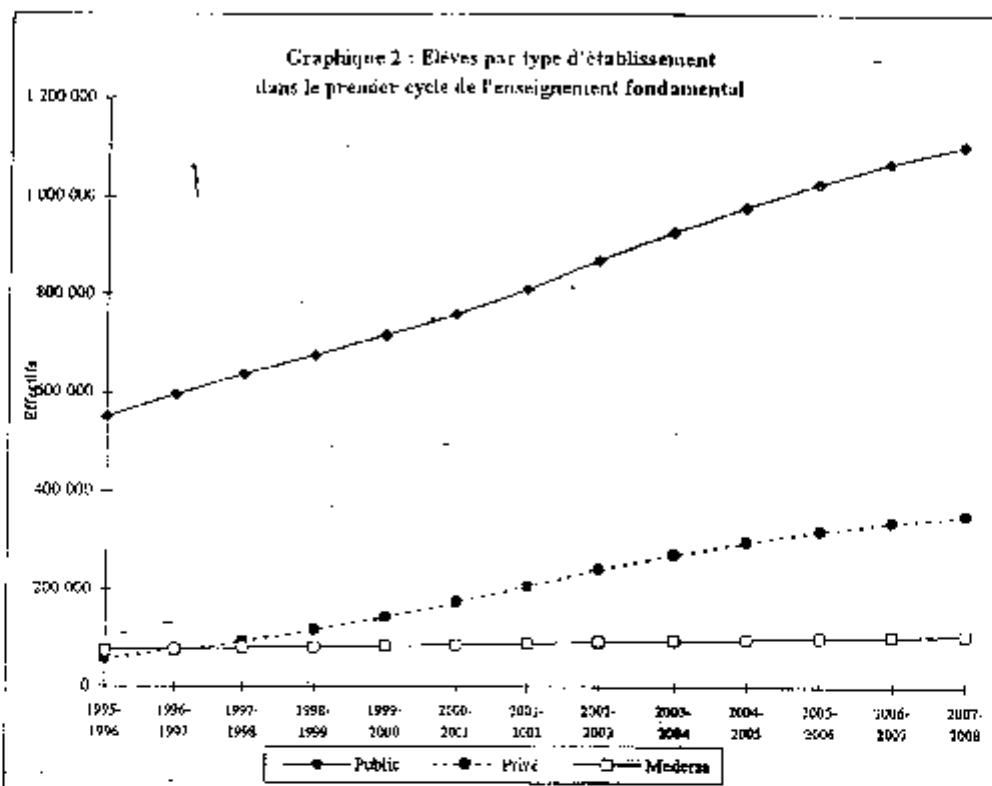
Tableau 11 - Tableau récapitulatif EEF : enseignement du Mali (enseignement initial)

Année scolaire	Effectif total	EEF public : enseignement du Mali									
		Effectif élève	Effectif enseignant	Effectif enseignant permanent	Effectif enseignant temporaire	Effectif enseignant stagiaire	Effectif enseignant bénévole	Effectif enseignant éducateur	Effectif enseignant administratif	Effectif enseignant technique	Effectif enseignant pédagogique
1995/1996	151 171	7 958	7 219	94%	8559	62%	4 160	11,4%	5 115	11,4%	6
1996/1997	155 587	8 248	8 240	1015	9 026	9 072	11,3%	9 026	11,3%	9 026	11,3%
1997/1998	167 186	8 751	1 034	9 726	8 253	15,0%	8 559	15,0%	9 071	15,0%	15
1998/1999	176 365	8 544	9 363	10 354	9 582	98%	9 363	98%	9 363	98%	23
1999/2000	176 667	13 172	10 264	853	10 937	7 52	7,8%	2 726	2 726	932	932
2000/2001	177 810	13 211	10 720	757	11 238	7 13	9,6%	2 944	2 944	950	950
2001/2002	180 337	11 412	11 467	11 467	785	12 253	9,8%	5 494	5 494	708	708
2002/2003	189 116	12 241	12 165	12 165	12 050	9 953	7,1%	978	978	12	12
2003/2004	195 927	13 043	12 851	10 049	13 050	9 953	9,5%	996	996	13	13
2004/2005	197 919	13 293	13 542	11 110	14 652	5 92	7,6%	1 011	1 011	21	21
2005/2006	203 021	14 830	14 224	11 107	15 941	7 705	7,7%	2 447	2 447	750	750
2006/2007	194 861	14 826	14 821	14 821	15 942	5 27	5,4%	1 952	1 952	39	39
2007/2008	15 617	16 017	16 017	16 017	15 922	16 439	5,0%	5 494	5 494	1 085	1 085
2008/2009	1 102 853	1 102 358	1 102 358	1 102 358	1 102 358	1 102 358	1 102 358	1 102 358	1 102 358	1 102 358	1 102 358

Tableau 12 : Enseignement primaire (1er cycle)

Année scolaire	Population scolaire	Type lecteur et enseignant				Nombre d'élèves
		Filles	Garçons	Filles	Garçons	
1994/1995	165 228	241 458	282 477	783 512	443 378	60 876
1995/1996	166 187	271 158	304 521	801 052	821 572	92 176
1996/1997	167 186	271 213	304 521	820 592	840 178	92 176
1997/1998	164 864	238 930	288 430	860 343	861 481	59 176
1998/1999	162 2050	482 029	375 442	880 991	882 130	54 076
1999/2000	161 089	419 730	400 984	902 136	803 228	50 576
2000/2001	161 290	414 845	400 984	902 136	803 228	50 576
2001/2002	161 290	5 494	5 494	902 136	803 228	50 576
2002/2003	5 494	5 494	5 494	902 136	803 228	50 576
2003/2004	5 494	5 494	5 494	902 136	803 228	50 576
2004/2005	5 494	5 494	5 494	902 136	803 228	50 576
2005/2006	5 494	5 494	5 494	902 136	803 228	50 576
2006/2007	5 494	5 494	5 494	902 136	803 228	50 576
2007/2008	5 494	5 494	5 494	902 136	803 228	50 576

14



II. 2 Les classes

Les besoins annuels en salles de classe sont fondés sur l'évolution des effectifs et de la taille moyenne des classes. Dans l'enseignement public, cette taille moyenne diminue de 53 à 50 au cours de la période. Dans l'enseignement privé, au contraire, la taille moyenne s'accroît de 46 à 50 au cours de la période.

Par ailleurs, dans l'enseignement public, l'évolution du système repose sur l'hypothèse d'un quasi-maintien de la part actuelle des classes multigrades et à double vacation ; les seuls accroissements spectaculaires du taux se rencontrent dans les classes à double vacation en 1ère et 2^e années dans les trois régions du Nord et dans une moindre mesure dans le district de Bamako. Cependant, il faut bien noter que si les parts des classes multigrades et à double vacation ne changent pas, ces parts s'appliquent à un nombre de classes qui fait plus que doubler. En fait, en fin de période, le nombre des classes multigrades et à double vacation aura donc plus que doublé.

Au total, en une dizaine d'années, il faudra construire environ 11 800 salles de classe dont 6 800 dans l'enseignement public (58% du total) et 5 000 dans l'enseignement privé (42% du total). Le Tableau 14 et le Graphique 6 détaillent les besoins par année.

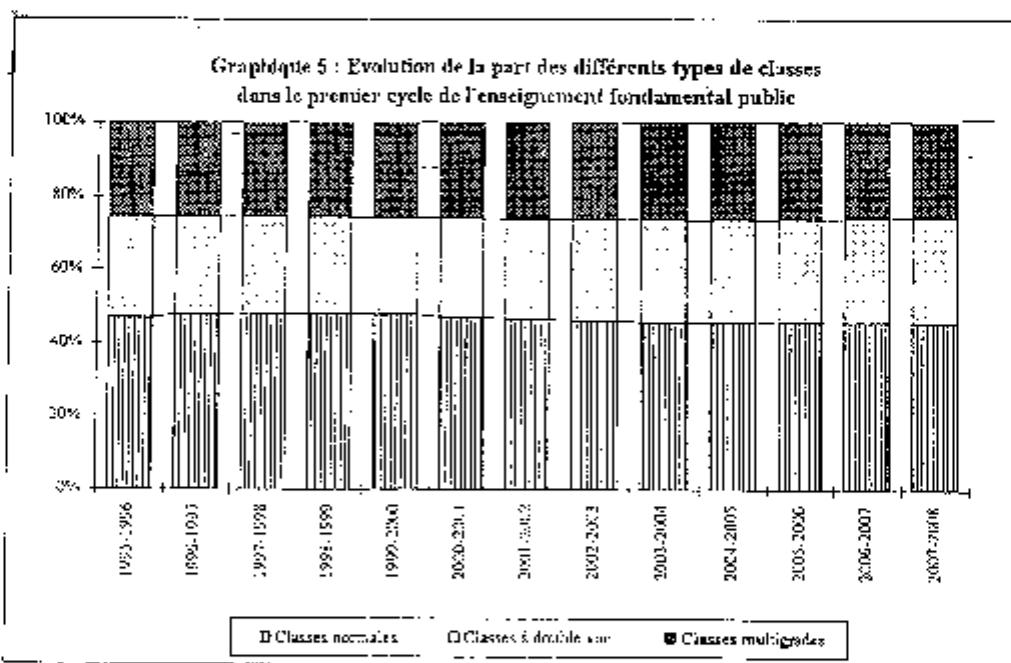
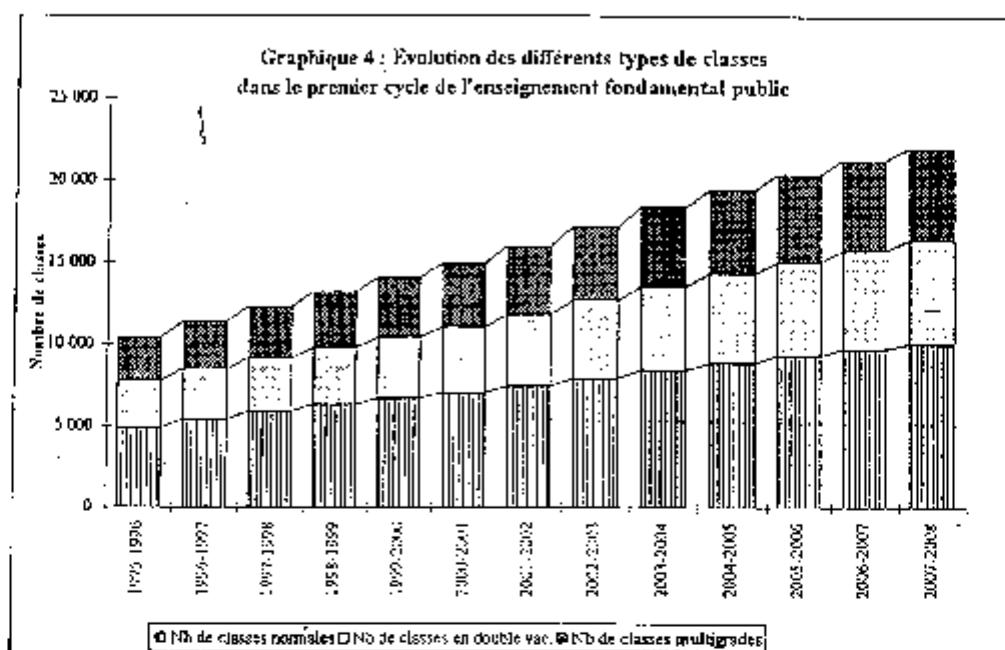
ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL [1er cycle]

Tabelleau 12 : Nombre de classes (Unités pédagogiques) en double voicien (public)

	1 A	2 A	3 A	4 A	5 A	6 A	Total
1995-1996	1.462	1.492	1.493	1.727	1.561	1.455	1.37435
1996-1997	1.410	2.021	2.019	865	1.815	1.616	1.140
1997-1998	1.404	2.120	2.021	2.029	1.930	1.616	1.140
1998-1999	2.418	2.788	2.152	2.117	2.154	2.257	1.2357
1999-2000	2.194	2.516	2.329	2.204	2.234	2.265	1.3219
2000-2001	2.301	2.211	2.505	2.315	2.298	2.254	1.6654
2001-2002	1.311	2.910	2.708	2.521	2.406	1.5543	1.6543
2002-2003	2.641	3.218	2.826	2.711	2.597	2.347	1.7195
2003-2004	3.510	3.915	3.196	2.859	2.700	2.437	1.8367
2004-2005	3.745	3.684	2.493	2.329	2.657	2.671	1.9446
2005-2006	3.903	3.733	3.826	3.192	3.032	2.696	20.418
2006-2007	4.070	3.916	3.746	3.912	3.236	2.844	21.288
2007-2008	4.246	4.054	3.871	3.677	3.299	3.005	22.023
2008-2009	4.385	5.152	3.944	3.653	3.324	3.120	22.431

Tabelleau 13 : Nombre de classes (Unités pédagogiques) en double voicien (public)

	1 A	2 A	3 A	4 A	5 A	6 A	Total
1995-1996	822	1.446	824	376	113	45	2.086
1996-1997	873	979	1.178	393	142	56	3.068
1997-1998	955	929	749	414	840	69	3.251
1998-1999	1.069	1.046	762	426	160	95	3.479
1999-2000	1.188	1.114	852	429	149	81	3.224
2000-2001	1.287	1.216	859	446	152	57	4.219
2001-2002	1.434	1.331	927	460	152	57	4.240
2002-2003	1.596	1.412	1.004	481	155	57	4.159
2003-2004	1.929	1.625	1.068	512	190	58	5.113
2004-2005	1.715	1.712	1.186	561	163	60	5.450
2005-2006	1.532	1.495	1.239	582	175	67	5.152
2006-2007	1.935	1.801	1.285	617	130	62	6.236
2007-2008	2.116	1.972	1.274	610	130	72	6.426

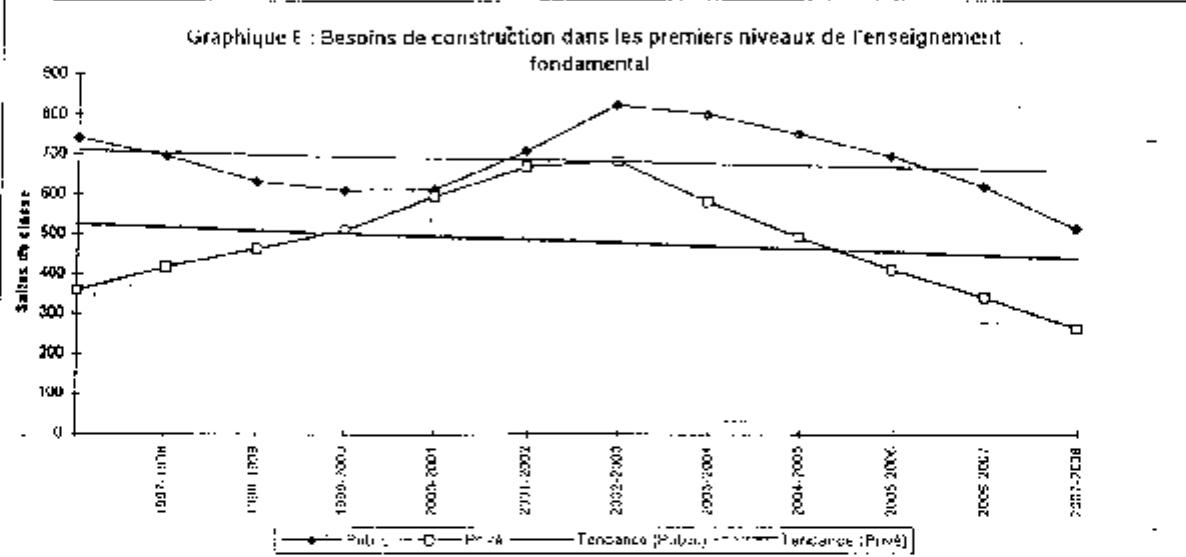


ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (1er cycle)

Tableau 14 : Besoins en salles de classes

Années	EPI	
	Public	Privé
1997-1998	740	359
1998-1999	695	418
1999-2000	632	464
2000-2001	610	509
2001-2002	612	596
2002-2003	708	668
2003-2004	822	681
2004-2005	750	492
2005-2006	693	411
2006-2007	618	341
2007-2008	513	264
Total (10ans)	6 760	5 008
Public et privé	11 768	

Graphique E : Besoins de construction dans les premiers niveaux de l'enseignement fondamental



III. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (derniers niveaux d'études)

III. 1 Les élèves

Le phénomène le plus spectaculaire est le très fort accroissement des effectifs scolarisés entre 1995-96 et 2006-07, année qui précède l'année terminale du PRODEC, puisqu'ils sont multipliés par 4,6. Comme dans les six premiers niveaux de l'enseignement fondamental, c'est l'enseignement privé qui voit ses effectifs croître le plus fortement : de 5 000 en 1995-96 à 89 000 en 2006-07 (**multiplication par 17 !**) Quant aux établissements publics, ils connaissent une multiplication par quatre de leurs effectifs, ceux des medersas étant multipliés par près de trois.

Tableau 15 : Evolution des effectifs scolarisés dans les trois derniers niveaux de l'enseignement fondamental
(deux dernières années à compter de 2007-08)

Années	Enseig. public	Enseig. privé	Medersas	TOTAL
1995-96	86 000	5 000	9 000	100 000
2006-07	344 000	89 000	26 000	459 000
2007-08	247 000	72 000	29 000	348 000
Accroissement sur la période 1995-2006	258 000	84 000	17 000	359 000
Accroissement annuel moyen	23 500	7 500	1 500	32 500

La chute brutale des effectifs constatée entre 2006-07 et 2007-08 s'explique par la suppression de la 9^e année. Il n'y a donc plus que deux niveaux d'études à partir de 2007-08 au lieu de trois auparavant.

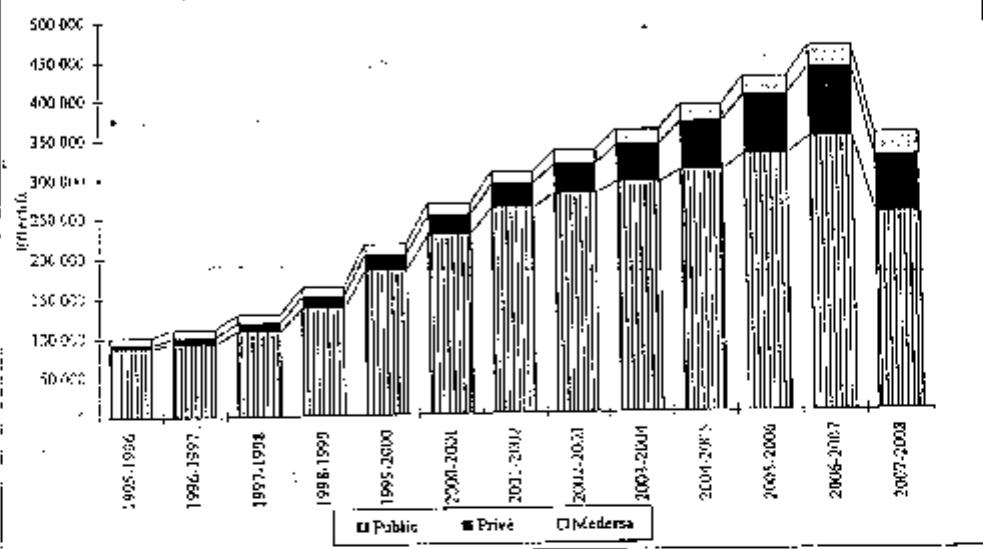
ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL, 12e niveau

Tableau 15 : Principaux résultats : ESS

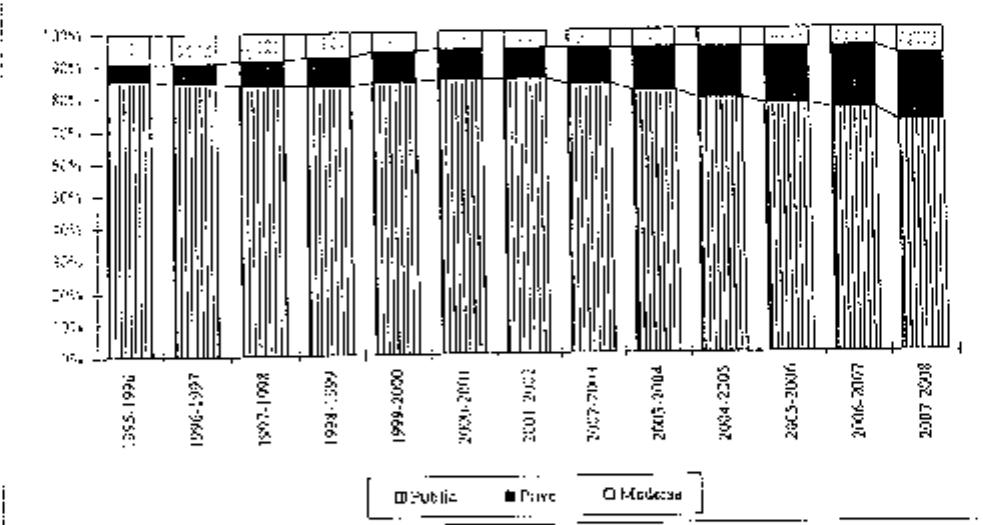
	Effectif	Niveau	Enseignement fondamental			Enseignement secondaire			Enseignement supérieur		
			Prématricule	Matricule	Total	Prématricule	Matricule	Total	Bases pour l'enseignement	Valeurs de l'enseignement	Nombre d'élèves
1985-1986	45 865	29 214	19 671	19 591	39 205	2 314	2 263	9 486	1 000	0	1 767
1986-1987	45 715	29 432	19 602	23 048	3 662	3 412	5 152	2 724	233	233	1 649
1987-1988	45 856	32 152	19 718	22 565	3 564	2 795	3 813	5 156	2 795	2 213	1 649
1988-1989	45 702	31 209	14 653	26 351	3 662	844	4 706	17 478	3 07	439	2 213
1989-1990	45 652	31 344	100 995	33 653	4 158	2 054	8 213	33 156	3 07	926	2 705
2000-2001	141 613	63 037	224 060	44 516	1 057	3 060	7 527	40 932	4 01	1 028	1 428
2001-2002	146 650	101 251	237 901	62 657	4 751	3 721	8 475	43 936	409	641	858
2002-2003	140 358	112 205	276 554	72 294	5 052	2 822	9 885	42 886	81	1 050	5 338
2003-2004	167 180	121 435	268 015	75 419	5 349	3 881	9 039	40 884	424	923	5 946
2004-2005	172 128	131 017	234 055	79 630	5 647	3 890	9 247	38 884	431	1 211	2 465
2005-2006	178 057	144 169	322 002	63 976	5 944	3 588	9 532	37 885	458	1 211	2 465
2006-2007	185 502	169 043	344 145	126 726	6 242	3 621	9 862	38 755	446	1 211	2 465
2007-2008	159 672	19 421	241 460	103 873	6 939	344	8 893	5 063	454	3 277	2 823
											1 990

Effectif	Total	Classe	Taux d'absentéisme			Moyenne	Total
			Effectif	Fréq.	Classe		
1985-1986	3 083	2 188	121	9 034	32 062	31 188	1 886
1986-1987	4 785	2 541	160	9 159	22 156	20 923	2 077
1987-1988	5 420	3 421	9 840	234	61 205	35 772	11 056
1988-1989	9 924	5 100	15 001	742	10 359	45 760	2 442
1989-1990	12 198	7 844	26 042	453	31 850	16 854	3 132
1990-2001	14 409	10 550	24 552	561	15 6049	9 687	2 038
1990-2002	19 276	13 213	25 698	655	17 3 029	11 5 470	2 87 498
1993-2003	26 339	16 930	31 263	803	23 701	12 9 216	3 12 316
1993-2004	25 851	22 226	43 105	1 921	15 140	11 2 881	3 46 502
1994-2004	24 648	31 891	51 453	1 273	20 4 826	14 6 682	3 08 106
1995-2004	35 454	35 734	73 193	1 542	21 1 18	17 9 843	2 92 981
1996-2007	42 195	52 545	63 791	1 755	2 42 1 67	22 0 729	4 22 0 955
1997-2008	36 956	35 001	57 955	1 422	15 6 331	15 3 422	3 16 494

Graphique 7 : Evolution des effectifs d'élèves par type d'établissement dans le second cycle de l'enseignement fondamental



Graphique 8 : Evolution de la répartition des élèves par type d'établissement dans le second cycle de l'enseignement fondamental



III. 2 Les classes

Comme dans les six premiers niveaux d'études, le nombre de classes est fonction des effectifs et de la taille moyenne des classes qui, dans l'enseignement public, ne varie pratiquement pas au cours de la période : d'un minimum égal à 48 élèves à un maximum égal à 50 élèves. En revanche, dans l'enseignement privé, la taille moyenne des classes s'accroît sensiblement : de 40 en début de période à 50 en fin de période.

Jusqu'en 2006-07 y compris, il faudra accueillir chaque année un important flux additionnel d'élèves. Ceci se traduira par des besoins en salles de classe : au total, avant 2007-08, il faudra construire quelque 6 300 salles de classe pour accueillir tous les élèves de l'enseignement public et privé (Tableau 17 et Graphique 9 ci-après). Mais, du fait de la réduction de 9 ans à 8 ans de la durée de l'enseignement fondamental, il y aura un excédent important de salles de classe dans l'ex-deuxième cycle de cet enseignement : 2 350 salles en théorie. En réalité, lorsque les huit niveaux de l'enseignement fondamental sont regroupés dans une même école, toute salle libérée pourra être utilisée pour l'accueil d'élèves dans les premiers niveaux d'études. En revanche, dans les écoles de l'ex-deuxième cycle, les utilisations alternatives seront moins nombreuses.

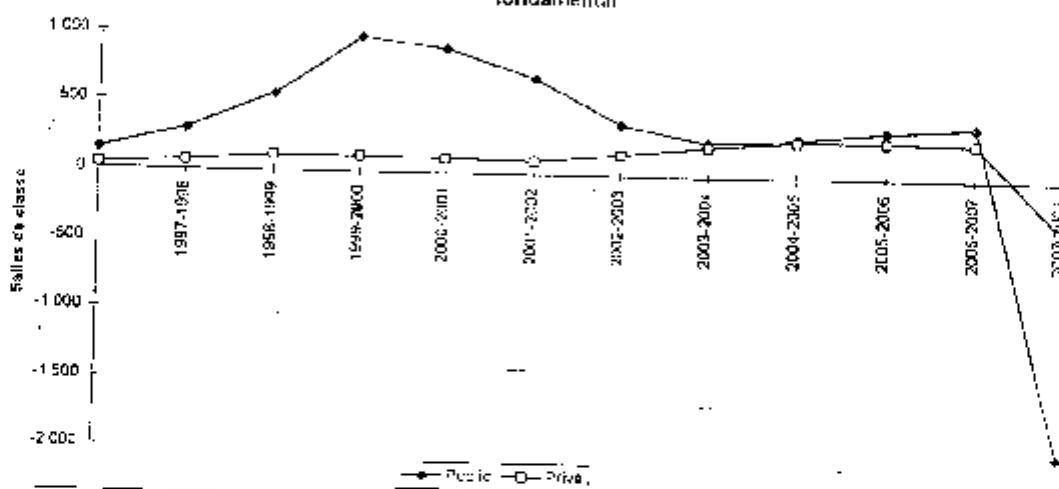
Globalement, pour l'ensemble de l'enseignement fondamental, en une dizaine d'années il faudra construire environ 18 000 salles de classe (publiques et privées) tout en sachant que la réduction d'un an de la durée de cet enseignement réduira les besoins d'environ 2 000 salles en 2007-08. Ce répit dans la construction devrait être cependant de courte durée : un an seulement car il faudra recommencer les constructions dès 2009-10. Et encore, ceci suppose une bonne compensation entre les besoins et la disponibilité des salles de classe.

-ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (2^e cycle)-

Tableau 17 : Besoins en salles de classes

Années	EF2	
	Public	Privé
1997-1998	144	35
1998-1999	297	67
1999-2000	538	113
2000-2001	976	112
2001-2002	899	102
2002-2003	696	95
2003-2004	365	151
2004-2005	245	214
2005-2006	280	258
2006-2007	333	263
2007-2008	379	234
Total (10ans)	2 742	1 203
Public et privé	3 947	

Graphique 9 : Besoins de construction dans les derniers niveaux de l'enseignement fondamental



III. 3 Le diplôme de fin d'études fondamentales (DEF)

Le passage dans l'enseignement secondaire est une variable-clé aux mains des décideurs pour contrôler les flux. Or, pour être éligible à cette orientation, il faut être titulaire du DEF. La réussite à cet examen est donc une variable importante qui dépend aussi des décideurs.

Partant du fait que le nouveau cursus de l'enseignement fondamental va être profondément rénové, il a été prévu que le taux de succès au DEF devrait s'accroître sensiblement pour atteindre 70% en 2007-08. Par comparaison, les derniers taux de réussite à cet examen sont les suivants :

Tableau 18 : Taux de réussite récents au DEF

Années	Taux de réussite	Effectifs admis
1991-92	38 %	7 821
1992-93	53 %	13 162
1993-94	42 %	10 101
1994-95	48 %	13 241
1995-96	59 %	19 035

Au total, l'évolution prévue des effectifs titulaires du DEF s'explique par : (i) le cumul d'une forte réduction des taux de redoublement et de départ à tous les niveaux de l'enseignement fondamental, (ii) la suppression de l'examen du certificat à l'issue de la sixième année et (iii) la fixation d'un taux de réussite-cible à l'examen du DEF à un niveau sensiblement plus élevé qu'actuellement. Avec cette hypothèse, ce sont plus de 100 000 élèves qui obtiendront le DEF en 2007-08 ainsi que le montre le Tableau 19 ci-après. On notera, de plus, qu'en 2006-07, par suite de la coexistence de deux années terminales, ce sont environ 190 000 élèves qui devraient obtenir leur DEF si les hypothèses précédentes sont maintenues.

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (2^e cycle)

Tableau 19 : Devenir des élèves inscrits en dernière année de l'enseignement fondamental

	Cours	Pré-s			Gén			Pré			Fille		
		Ancien et DEB Rendulement	Ancien et DEB échec										
1995-1996	11 422	5 391	1 514	6 267	3 576	779	588	278	131	458	262	57	57
1996-1997	17 538	5 623	1 695	7 101	3 850	879	659	299	142	521	283	63	63
1997-1998	17 501	5 456	1 592	7 015	3 515	871	780	141	162	567	292	72	72
1998-1999	17 725	5 251	1 416	6 733	3 299	572	1 255	525	23	677	232	88	88
1999-2000*	23 303	8 178	1 918	8 457	3 929	110	1 985	900	383	1 037	482	136	136
2000-2001	26 235	12 147	2 831	12 639	5 279	594	3 023	1 170	563	1 682	740	223	223
2001-2002	33 901	12 611	6 107	20 241	8 408	2 715	3 274	1 213	587	2 525	1 050	319	319
2002-2003	37 776	13 442	6 539	25 411	9 824	3 398	3 698	1 316	439	4 111	1 222	423	423
2003-2004	39 319	13 408	6 547	22 266	10 494	3 742	4 462	1 501	733	3 221	1 378	511	511
2004-2005	40 351	13 180	6 471	29 245	10 183	4 039	5 194	1 912	948	5 050	1 758	701	701
2005-2006	41 567	12 991	6 417	31 648	10 441	4 478	7 697	2 406	1 188	6 220	2 229	956	956
2006-2007	84 069	25 136	12 488	69 224	21 132	9 798	19 562	5 849	2 906	17 930	5 486	2 538	2 538
2007-2008	42 599	12 177	6 066	38 191	10 912	5 456	11 714	3 347	1 673	10 988	3 139	1 570	1 570

IV. LES ENSEIGNANTS (Enseignement fondamental)

Les simulations reposent, on l'a vu, sur les effectifs scolarisés dont l'évolution dépend de divers paramètres auxquels on fixe une valeur et une évolution dans le temps. A leur tour, les effectifs conditionnent le nombre d'enseignants mais en partie seulement car il existe des paramètres qui, en variant, peuvent distordre les liens entre effectifs d'élèves et enseignants. Sur un plan concret, on va s'intéresser en priorité aux besoins de recrutement de personnel enseignant en réponse à l'évolution des effectifs d'élèves.

Dans les six premiers niveaux d'études de l'enseignement public, les besoins en personnel enseignant dépendent de cinq facteurs sur lesquels on pourra agir plus ou moins facilement et à un coût plus ou moins élevé :

- le taux annuel de départ des enseignants en fonction (retraite, décès, etc.) ;
- la part des enseignants vacataires ;
- la taille des classes ;
- le nombre de classes à double vacation ;
- le nombre de classes multigrades.

Les actions les plus faciles à mettre en oeuvre sont la variation de la taille des classes et le recours à des enseignants temporaires ("vacataires").

Dès que les enseignants deviennent spécialisés, un autre problème surgit dans les écoles de faible taille : l'obligation de service n'est pas souvent remplie faute de classes en nombre suffisant et donc d'enseignement à dispenser. Dans ce cas, la recherche systématique d'une plus grande polyvalence est la réponse à apporter en priorité.

Il convient d'être attentif à ce dernier problème qui risque d'entraîner des coûts importants si, du fait du cycle unique de 8 ans, un plus grand nombre d'écoles offrent un cursus complet au lieu d'avoir, comme à présent avec le second cycle, un regroupement dans des écoles spéciales dont la taille favorise le remplissage de l'obligation de service sans pour autant le garantir. Cet écart ne peut que s'accroître dans des structures d'accueil plus petites en l'absence d'une politique systématique de polyvalence des enseignants surtout lorsque, comme ce sera le cas dans quelques années, l'enseignement des maîtres spécialisés ne concernera que les deux derniers niveaux au lieu de trois actuellement. Sur ce point, le nouvel objectif affiché d'affecter trois maîtres spécialisés aux deux dernières classes de l'enseignement fondamental doit être poursuivi rapidement puisqu'il accroît sensiblement la polyvalence des enseignants par rapport à la situation actuelle.

IV. 1 Les besoins en enseignants

Les tableaux ci-après regroupent, par année et par niveau d'études, les besoins de recrutement d'enseignants tant dans l'enseignement public (permanents et vacataires) que privé. Il importe, en effet, de mesurer l'incidence en termes d'enseignants du choix d'une privatisation accrue de l'enseignement fondamental.

Deux grands principes ont guidé les prévisions en matière de recrutement d'enseignants dans l'enseignement fondamental :

- (i) L'amélioration de la qualification moyenne du corps enseignant dans l'enseignement public par une réduction de la part des enseignants vacataires.
- (ii) La régulation, à long terme, des effectifs d'enseignants permanents à recruter dans l'enseignement public afin de garantir une certaine régularité dans les flux d'élèves-maîtres à former.

Toutefois, la mise en place d'un nouveau système ne permet pas toujours l'application régulière d'une politique de réduction de la part des enseignants vacataires, aussi l'objectif d'amélioration de la qualification moyenne des enseignants a-t-il été fixé pour la fin de la période de projection en laissant les besoins en personnel enseignant vacataire fluctuer dans les années internationales en liaison avec la contrainte de régulation du recrutement des personnels enseignants permanents.

Dans l'enseignement public, en effet, le recrutement d'enseignants permanents a été rendu assez régulier, les variations d'effectifs étant reportées sur les vacataires dont le nombre variera jusqu'à près de 3 300 d'une année sur l'autre dans le dernier niveau d'études en 2007-08. Malgré ces variations, la part des vacataires diminue en fin de période pour respecter l'hypothèse d'une amélioration de la qualification moyenne du corps enseignant.

On soulignera également qu'il n'y a pas compensation entre les enseignants en surnombre et les besoins en enseignants : on a noté dans les hypothèses de départ qu'il y avait besoin d'avoir un minimum d'enseignants en surnombre, non affectés à une classe, pour pallier les inévitables absences (cf. hypothèses relatives à l'enseignement fondamental 1er cycle dans le rapport de décembre 1996). Cette part des enseignants en surnombre diminue d'ailleurs de 9,2% à 5% au cours de la période.

Dans tous les cas, les calculs conduisant à une estimation des besoins de recrutement ont été réalisés au niveau de chaque région mais la régulation des flux d'enseignants permanents à recruter a été faite au niveau national. Dans un deuxième temps, il faudra répartir les effets de cette régulation dans chaque région.

Tableau 20 : Nombre d'enseignants par région pour l'EFT (public)

	Kabès	Kouloum	Sikasso	Ségou	Mopti	Timbuktu	Gao	Kidal	Bamako	Total
1997-1998	1 290	1 743	1 583	1 412	934	474	533	45	1 510	3 735
1998-1999	1 418	1 315	1 655	1 502	1 048	538	578	52	1 582	10 151
1999-2000	1 530	1 058	1 409	590	1 174	613	626	60	1 562	10 937
2000-2001	1 610	2 020	1 879	1 633	1 317	701	686	68	1 454	11 593
2001-2002	1 708	2 129	2 077	1 875	1 473	781	742	74	1 445	12 253
2002-2003	1 833	2 260	2 162	1 964	1 664	853	790	79	1 459	13 090
2003-2004	1 958	2 395	2 297	2 098	1 855	909	824	84	1 491	13 800
2004-2005	2 084	2 502	2 412	2 223	2 007	953	845	87	1 539	14 652
2005-2006	2 203	2 609	2 528	2 340	2 126	986	857	93	1 502	15 341
2006-2007	2 305	2 703	2 638	2 447	2 218	1 003	862	92	1 573	15 947
2007-2008	2 386	2 778	2 704	2 540	2 287	1 020	850	92	1 749	16 439
2008-2009	2 451	2 851	2 606	2 606	2 345	1 048	883	95	1 781	16 675

En ce qui concerne l'enseignement privé, les estimations présentées ci-dessous ont été faites sur la base des projections d'effectifs d'élèves dans l'enseignement privé hors medersas mais avec plusieurs conditions restrictives : il n'y a, dans l'enseignement privé, ni classes multigrades, ni classes à double vacation, ni enseignants suppléants. On a donc raisonné à partir des salles de classe en estimant qu'il y avait, pour chaque salle, une classe et un enseignant. Ceci contribue sans doute à majorer le nombre d'enseignants à recruter réellement dans l'enseignement privé. Les chiffres fournis ci-après doivent donc être considérés comme des ordres de grandeur maximaux.

Tableau 21 : Nombre de classes pour l'EF1 privé

	Effectif	Besoins	Elèves par classe
1985-1996	1 234	46	
1996-1997	1 593	359	45
1997-1998	2 012	418	47
1998-1999	2 475	484	47
1999-2000	2 985	595	49
2000-2001	3 580	696	48
2001-2002	3 249	689	45
2002-2003	4 930	681	49
2003-2004	5 513	583	46
2004-2005	6 495	492	45
2005-2006	6 416	411	50
2006-2007	6 756	341	50
2007-2008	7 020	264	50

IV. 1.1 Les six premiers niveaux d'études

En ce qui concerne les six premiers niveaux d'études de l'enseignement fondamental, les recrutements annuels additionnels totaux d'enseignants (hors vacataires) devraient s'élever en moyenne à 1 500 par an (1 300 à 1 700 selon les années) compte tenu de la politique de régulation des flux dans l'enseignement public. A ces effectifs devraient s'ajouter en moyenne près de 1 000 vacataires en permanence sur l'ensemble de la période.

Dans l'enseignement public, le recrutement annuel de nouveaux enseignants permanents varie de 900 à 1 100 selon les années. Cette relative régularité a pour contrepartie des variations d'assez grande amplitude des recrutements annuels d'enseignants vacataires dont le nombre diminue légèrement en onze ans.

Dans l'enseignement privé, sous réserve des hypothèses restrictives posées, le recrutement annuel additionnel connaît un gonflement au cours de la première moitié de la période - il passe de 360 à 680 - puis diminue assez rapidement pour se situer à 260 en fin de période.

IV. 1.2 Les derniers niveaux d'études

Les besoins en personnel enseignant (hors vacataires dans l'enseignement public) s'accroissent assez régulièrement car on a, ici également, cherché à lisser les recrutements en personnel permanent, les variations étant reportées au niveau des vacataires. Plus précisément, dans l'enseignement public, le nombre de vacataires varie selon les années de moins de 200 à 3 800. Dans l'enseignement privé, les recrutements s'accroissent régulièrement en liaison avec la progression des effectifs d'élèves.

IV. 2 La formation des enseignants

L'enseignement normal concerne d'abord la formation des enseignants du secteur public. Il s'agit des enseignants *généralistes* des six premiers niveaux de l'enseignement fondamental et des enseignants *spécialistes* des deux (ou trois) derniers niveaux d'études. Le recrutement des élèves-maîtres a lieu à l'issue du DEF et leur formation dure quatre ans, l'effectif étant déterminé en fonction des besoins en enseignants permanents définis par ailleurs.

La formation des généralistes comprend deux années de formation générale et deux années de formation pratique. La formation des spécialistes comprend trois années de formation spécialisée et une année de formation pratique. La formation pratique devrait se faire en alternance (école d'application-CFI) selon les modalités définies par le groupe chargé des aspects qualitatifs². Dans le cadre du PRODEC, les missions de l'enseignement normal sont étendues puisqu'il devra assurer également la formation des enseignants dont le secteur privé aura besoin. Il s'agit, par ce moyen, de garantir une certaine qualité au niveau des enseignants à ce niveau fondamental. De ce fait, l'enseignement normal va devoir se développer considérablement et très rapidement pour être en mesure d'accueillir en moyenne des promotions de 2 500 élèves pendant dix ans ainsi que le montrent les Tableaux 22 et 23 ci-après.

Cette mutation de l'enseignement normal doit prendre en compte deux dimensions : qualitative et quantitative.

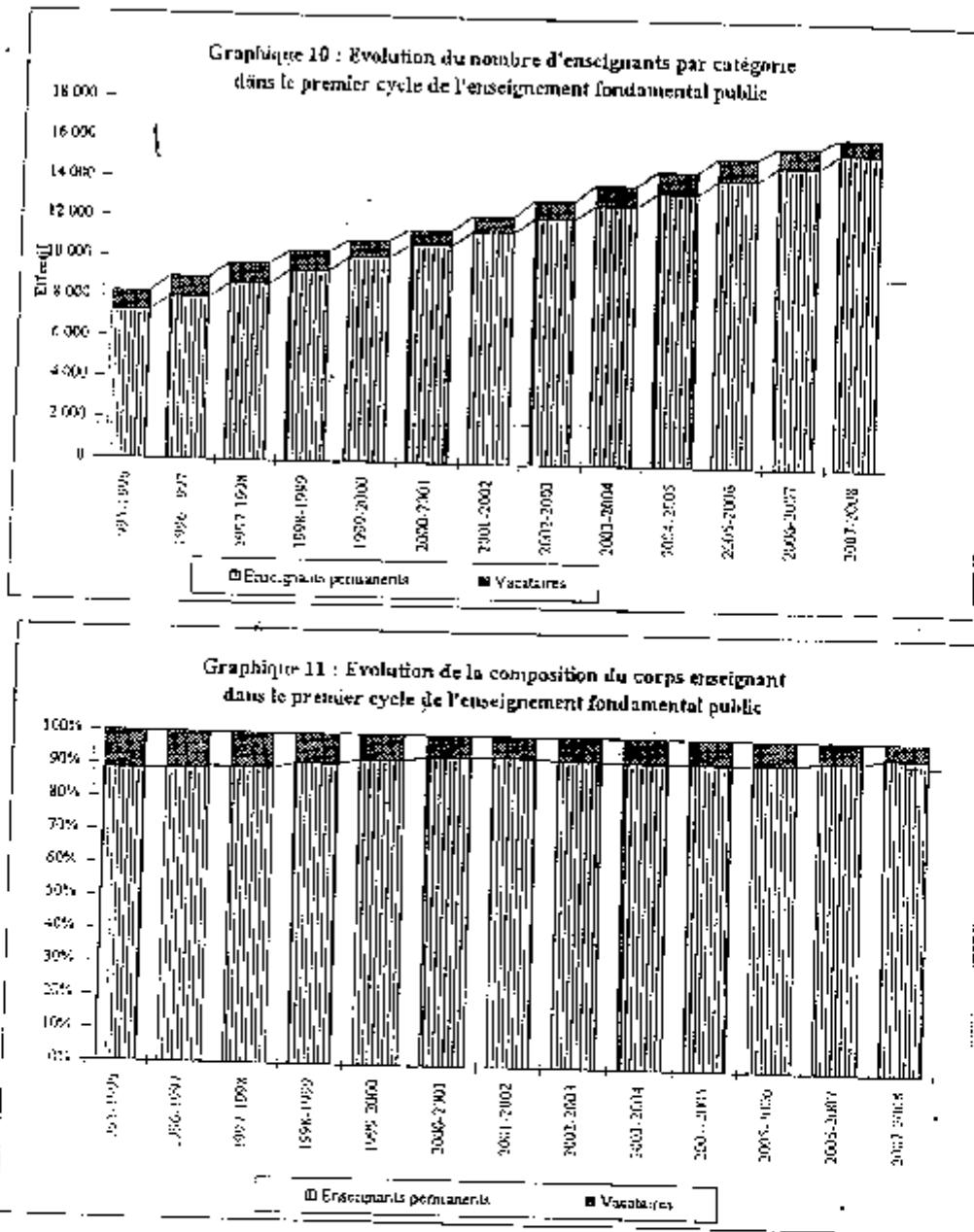
La dimension *qualitative*. Elle est liée à la mise en place des nouveaux cursus en 1ère année dans toutes les écoles à partir d'octobre 1999. En matière de formation initiale ceci implique :

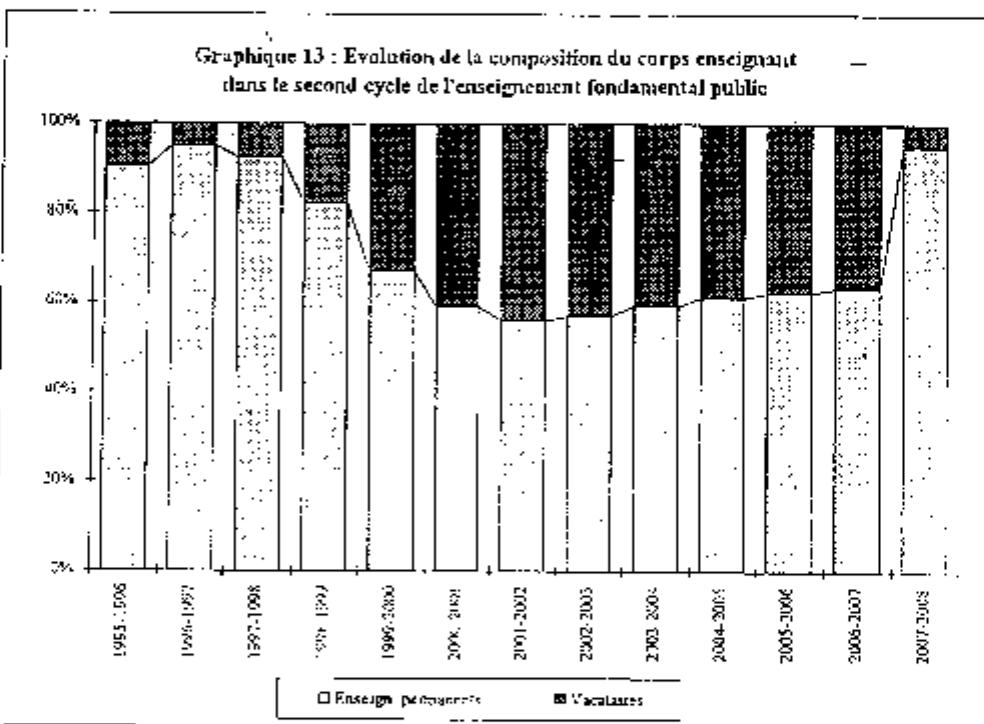
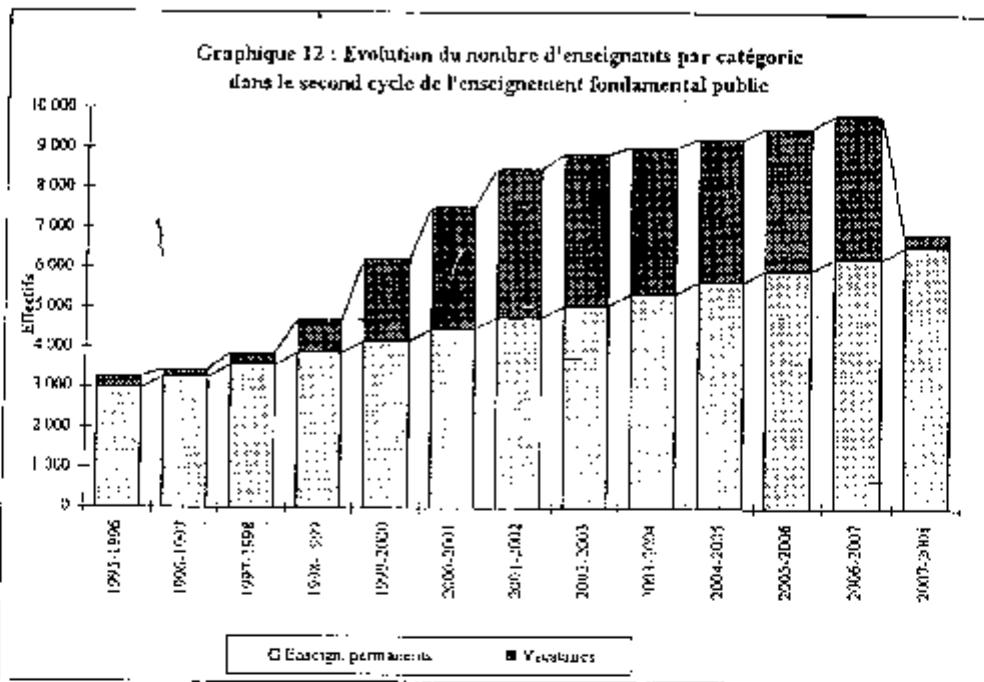
- Une modification de la formation des promotions actuelles d'élèves-maîtres afin qu'une partie d'entre eux au moins soit apte à enseigner dans le cadre des nouveaux programmes de la 1ère année.
- La mise en place de nouveaux programmes de formation initiale dans les CFI pour que les futurs enseignants sortent avec le bagage requis par le nouveau curriculum (programmes, méthodes d'enseignement, regroupement des spécialités pour les maîtres spécialistes, etc.).
- La formation concourante des enseignants dans les CFI (formation de formateurs).
- Le recyclage, dans les CAP, de l'ensemble des enseignants actuellement en poste dans les deux cycles de l'enseignement fondamental. Il a été prévu que ce recyclage se ferait sur une période de huit ans et concernerait d'abord les maîtres généralistes puis, à partir de 2004/05, les maîtres spécialistes.

La dimension *quantitative* est non moins importante car il faut très vite mettre en place les structures adaptées aux nouveaux objectifs de l'enseignement normal.

Il faut également tenir compte des effets de la réforme de 1995 de l'enseignement normal, réforme qui a supprimé le recrutement après le baccalauréat pour le placer à l'issue du DEF avec une formation en quatre ans. De ce fait, il n'y aura pas de sortie d'élèves-maîtres en juin 1998, la première promotion ne sortant qu'en juin 1999 pour enseigner en octobre. De plus, ces promotions sont peu nombreuses (quelques centaines d'élèves).

² PNUD-UNESCO / PRODEC : Pour un enseignement fondamental unique de 8 ans, octobre-décembre 1996, pages 92-93.





ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL**Tableau 22 : Besoins de recrutement en enseignants dans les six premiers niveaux d'études de l'enseignement fondamental**

Années	Enseignement public			Enseignants privé		Total public+privé	
	Nombre total d'enseignants	Enseig. perm. recr. annuel	Enseignants vacataires Recrutement Variation	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel
1986-1987	9 025	981	1 015 -74	1 593	359	10 518	1 314
1987-1988	9 735	907	1 034 +19	2 012	418	11 747	1 344
1988-1989	10 354	932	962 -72	2 475	464	12 830	1 523
1989-2000	10 937	950	853 -109	2 585	504	13 522	1 381
2000-2001	11 533	967	757 -96	3 580	596	15 113	1 466
2001-2002	12 250	973	785 +28	4 249	668	16 501	1 673
2002-2003	13 060	990	934 +146	4 930	681	18 020	1 817
2003-2004	13 800	1 006	1 049 +115	5 513	582	19 413	1 710
2004-2005	14 602	1 034	1 110 +56	6 005	492	20 657	1 587
2005-2006	15 347	1 059	1 107 +48	6 415	411	21 757	1 477
2006-2007	15 947	1 095	1 021 -86	6 756	341	22 703	1 364
2007-2008	15 428	1 065	822 -199	7 020	264	23 459	1 129
Total (10 ans)	16 100			5 002			
Moyenne annuelle	1 010	540		501			

Tableau 23 : Besoins de recrutement en enseignants dans les derniers niveaux d'études de l'enseignement fondamental

	Enseignement public			Enseignants privé		Total publ+privé	
	Nombre total d'enseignants	Enseig. perm. recr. annuel	Enseignants vacataires Recrutement Variation	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel
1986-1987	3 442	372	175 -139	253	51	3 695	284
1987-1988	3 855	376	295 -120	354	101	4 213	600
1988-1989	4 705	367	844 +549	524	170	5 230	1 106
1989-2000	6 212	394	2 054 1 209	658	164	6 901	1 767
2000-2001	7 537	401	3 080 1 026	837	149	8 374	1 577
2001-2002	8 478	409	3 721 641	973	135	9 447	1 185
2002-2003	8 637	416	3 832 811	1 197	224	10 050	721
2003-2004	9 001	424	3 691 -121	1 509	31	10 525	614
2004-2005	9 24	431	3 600 -81	1 869	361	11 116	712
2005-2006	9 53	439	3 538 -12	2 221	352	11 753	778
2006-2007	9 82	447	3 521 63	2 543	321	12 412	802
2007-2008	6 983	454	344 -3 277	2 001	542	5 525	4 555
Total (10 ans)	22 271			1 847			
Moyenne annuelle	2 227	2 033		185			

ENSEIGNEMENT NORMAIS.

Tableau 24 : Effectif d'élèves matriculés dans les CFI [public + privé]

	Généralistes						Spécialistes					
	Agé de moins de 15 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 et plus	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
1992-1993	1 584	1 534	1 531	1 531	1 531	1 531	1 584	1 584	3 168	654	654	654
1993-1999	1 550	1 586	1 586	1 586	1 586	1 586	1 550	1 550	3 102	654	654	654
1999-2000	1 509	1 582	1 582	1 582	1 582	1 582	1 509	1 509	3 021	654	654	654
2000-2001	1 595	1 530	1 530	1 530	1 530	1 530	1 595	1 595	3 120	654	654	654
2001-2002	1 635	1 676	1 676	1 676	1 676	1 676	1 635	1 635	3 251	654	654	654
2002-2003	1 676	1 676	1 676	1 676	1 676	1 676	1 676	1 676	3 251	654	654	654
2003-2004	1 620	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 620	1 620	3 251	654	654	654
2004-2005	1 670	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 670	1 670	3 251	654	654	654
2005-2006	1 631	1 605	1 605	1 605	1 605	1 605	1 631	1 631	3 251	654	654	654
2006-2007	1 638	1 617	1 617	1 617	1 617	1 617	1 638	1 638	3 251	654	654	654
2007-2008	1 639	1 679	1 679	1 679	1 679	1 679	1 639	1 639	3 251	654	654	654
2008-2009	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	3 251	654	654	654
2009-2010	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	1 631	3 251	654	654	654

Tableau 25 : Effectifs enseignants chargés du cours d'anglais par sexe et cours correspondants

Effectif enseignant	Cours correspondants	
	Homme	Femme
1997-1998	—	—
1998-1999	—	—
1999-2000	—	—
2000-2001	—	—
2001-2002	—	—
2002-2003	—	—
2003-2004	—	—
2004-2005	—	—
2005-2006	—	—
2006-2007	—	—
2007-2008	—	—

ENSEIGNEMENT NORMAL

Tableau 26 : Projection d'effectifs élèves matières (publique + privée)

Nouv. entr.	FEM	MEN	Nouvelle matière			TOTAL	Effectifs	Autre mat. structure			ENSEMBLE	
			Effectifs	Effectifs	Effectifs			Total	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs
1995-1996												
1 356.801	2 238	2 238	0	0	0	0	0	904	904	0	904	0
1997-1998	2 191	2 216	2 101	0	0	0	2 238	0	0	0	0	0
1998-1999	2 218	2 203	2 440	2 110	0	0	4 384	0	0	0	0	0
1999-2000	2 253	2 209	2 175	2 113	0	0	6 557	0	0	0	0	0
2000-2002	2 794	2 244	4 291	3 122	3 140	3 140	9 765	1 416	0	0	0	0
2002-2003	2 318	2 319	2 250	2 072	2 172	2 149	8 059	1 409	616	2 101	6 889	2 103
2003-2004	2 309	2 352	2 299	2 290	2 207	2 207	9 024	1 906	023	2 129	9 021	2 129
2004-2005	2 286	2 332	2 263	2 299	2 250	2 250	9 145	1 557	031	2 162	9 113	2 162
2005-2006	2 209	2 345	2 238	2 232	2 239	2 239	9 147	1 557	035	2 005	9 145	2 205
2006-2007	2 368	2 365	2 252	2 219	2 263	2 263	9 109	1 564	546	2 253	9 149	2 253
2007-2008	2 310	2 357	2 261	2 217	2 239	2 239	9 108	1 564	543	2 218	9 109	2 219
2008-2009	2 302	2 349	2 253	2 163	2 252	2 252	9 124	1 565	661	2 194	9 128	2 194
									2257		9 124	2 207

V. L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Durant les dix premières années du PRODEC, la structure de l'enseignement secondaire devrait rester identique à celle constatée aujourd'hui. Comme la réforme de structure envisagée ne s'appliquera que très progressivement, elle n'atteindra l'enseignement secondaire qu'en 2007-08. À partir de cette date, l'enseignement secondaire comportera 4 années d'études dans l'enseignement général et technique avec l'adjonction, à l'issue du DEF, d'un niveau d'études supplémentaire appelé "Tronc commun". La durée de l'enseignement professionnel reste inchangée.

V.1 Les élèves

On a pu noter plus haut que les effectifs attendus dans l'enseignement secondaire dépendaient de nombreuses hypothèses qui ont été regroupées dans le Tableau 3. Concrètement, pour 100 élèves inscrits en année terminale, l'application des hypothèses retenues dans le scénario de référence conduit à une répartition de cet effectif dans les années ultérieures sensiblement différente de celle constatée au cours de l'année de base. Toutefois, la différence porte sur la répartition des effectifs entre les filières et non sur la part des effectifs poursuivant des études secondaires. En effet, dans ce scénario de référence, le même pourcentage d'élèves poursuit des études secondaires en 2007-08 qu'en 1995-96 ; on a simplement changé l'orientation des élèves entre les filières. Or, ce même pourcentage s'applique, en 2007-08, à près de cinq fois plus d'élèves qu'en 1995-96 (et même à près de neuf fois plus d'élèves en 2006-07, année exceptionnelle il est vrai puisque deux cohortes se présenteront à l'entrée des études secondaires).

L'évolution des effectifs dans l'enseignement secondaire découle des hypothèses relatives aux taux de passage entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire ainsi qu'aux choix faits en matière d'orientation. Globalement, on retiendra les éléments suivants :

- Les effectifs totaux devraient être multipliés par plus de 4 en douze ans.
- La priorité est accordée à l'enseignement professionnel dont les effectifs sont multipliés par près de 10.
- L'autre priorité est le développement de l'enseignement général privé : ses effectifs devraient être multipliés par 36 en douze ans alors que ceux de l'enseignement public n'augmenteraient que d'un tiers ! Dans l'enseignement professionnel, les parts des secteurs public et privé restent assez stables, l'enseignement privé se développant légèrement plus rapidement.

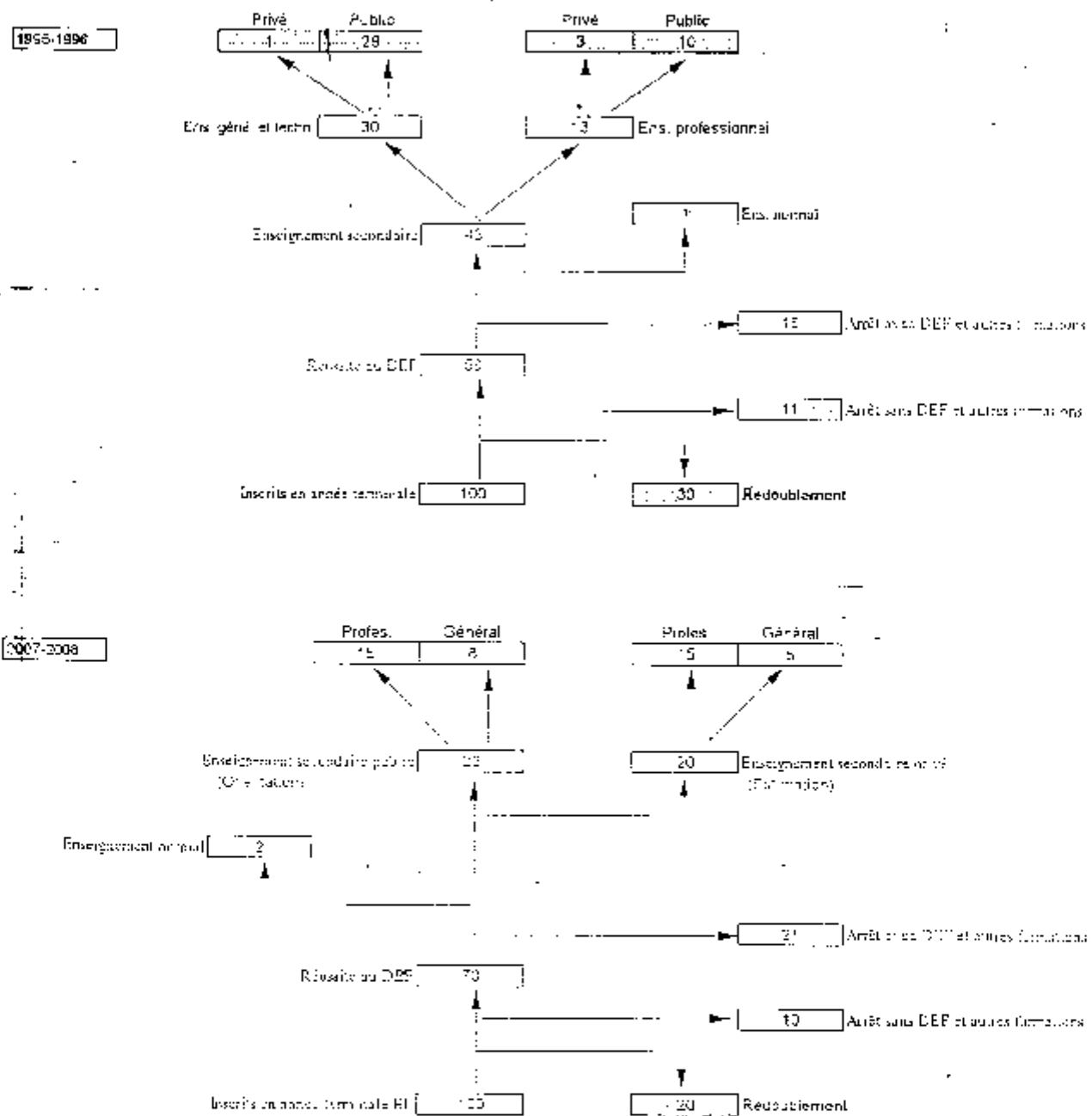
Tableau 37 : Evolution globale des effectifs scolarisés dans l'enseignement secondaire

Disciplines	1995-96			2007-08			Coefficient multiplicateur		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Général	31 479	592	32 071	41 610	21 283	62 893	x 1,3	x 36	x 2
Technique	1 361	[REDACTED]	1 361	5 869	[REDACTED]	5 869	x 4,3	[REDACTED]	x 4,3
Professionnel	6 995	6 584	13 579	64 635	65 299	129 934	x 9,2	x 10	x 9,6
Total	39 835	7 176	47 011	112 114	86 587	198 701	x 2,8	x 12	x 4,2
Répartition	85%	15%	100%	56%	44%	100%			

Ces coefficients multiplicateurs impressionnantes s'expliquent en partie par le fait que l'année 2007-08 est caractérisée par l'arrivée dans l'enseignement secondaire des nombreux titulaires du DEP (double cohorte). Ce gonflement exceptionnel marquera l'enseignement secondaire jusqu'en 2010-11 avant d'atteindre l'enseignement supérieur l'année suivante avec une certaine inflexion liée aux redoublements, à l'examen du baccalauréat et au numerus clausus à l'entrée du supérieur.

En revanche, cette croissance observée au niveau des effectifs ne prend pratiquement pas en compte l'effet de l'accroissement du taux d'admission en 1ère année d'enseignement fondamental puisque les élèves recensés en 2007-08 dans l'enseignement secondaire sont issus de cohortes entrées dans l'enseignement fondamental entre 1995 et 1999 lorsque le taux d'admission (hors medersas) en 1ère année était égal à 45% en moyenne. Comme ce taux doit atteindre 68,5% à compter de 2002-03, les effectifs de l'enseignement secondaire croîtront en conséquence au-delà de l'année-cible du PRODEC si les taux de rendement interne dans l'enseignement fondamental et le taux de passage fondamental/secondaire ne changent pas.

Graphique 14 : Présentation comparative du passage entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire



ENSEIGNEMENT SECONDAIRES

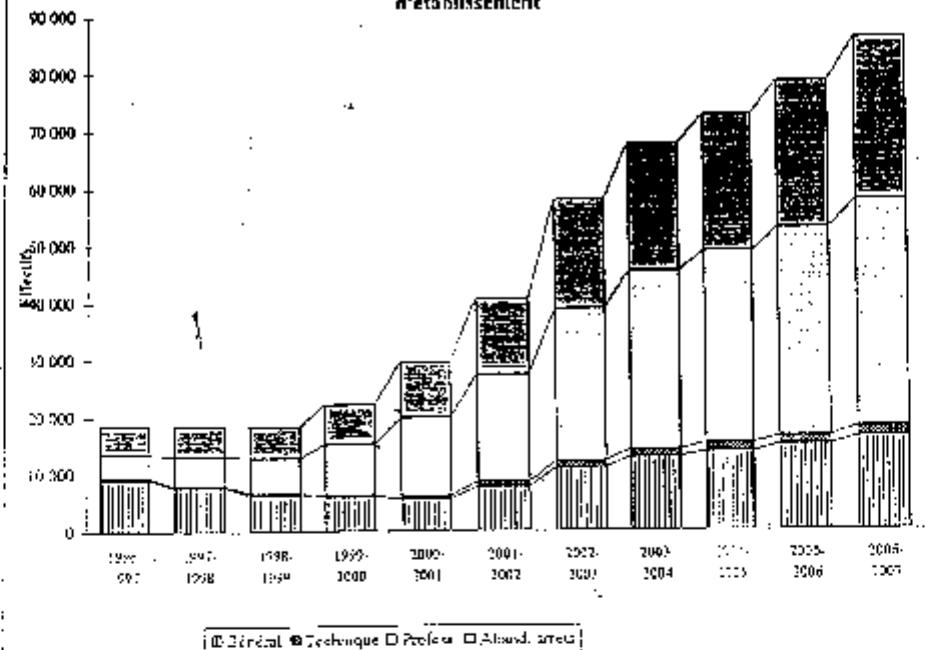
Tableau 28a : Découpe des élèves titulaires du DEC par secteur

		Mâles		Femmes		Mâles		Femmes		Mâles		Femmes		Mâles		Femmes	
	Années (19)	Total (19)	Secteur														
1995-1996	2 759	3 194	2 451	2 714	2 028	1 470	1 745	8 956	7 765	1 470	1 493	12 54	1 214	178	19%	19%	19%
1996-1997	1 956	2 390	1 790	2 031	1 756	2 576	2 031	8 956	8 956	1 756	9 914	2 956	2 956	1 756	22%	15%	15%
1997-1998	1 492	1 693	1 093	1 750	1 276	1 750	1 276	8 956	8 956	1 276	7 914	8 56	8 56	1 276	4%	15%	15%
1998-1999	876	967	746	1 087	1 087	1 087	1 087	8 956	8 956	1 087	8 56	8 56	8 56	1 087	33%	15%	15%
1999-2000	3 152	3 832	2 582	3 216	2 145	3 152	2 145	8 956	8 956	2 145	1 534	1 534	1 534	2 145	15%	15%	15%
2000-2001	3 456	3 832	2 582	3 216	2 145	4 496	2 896	8 956	8 956	2 145	3 216	3 216	3 216	2 145	42%	7%	7%
2001-2002	4 851	5 452	3 506	5 206	3 216	4 192	3 216	8 956	8 956	3 216	4 192	4 192	4 192	3 216	41%	5%	5%
2002-2003	6 121	6 852	4 152	6 542	4 152	6 121	4 152	8 956	8 956	4 152	6 121	6 121	6 121	4 152	56%	5%	5%
2003-2004	6 821	7 523	4 871	7 213	4 152	7 213	4 152	8 956	8 956	4 152	6 821	6 821	6 821	4 152	49%	4%	4%
2004-2005	7 525	8 204	5 206	7 894	4 152	8 204	4 152	8 956	8 956	4 152	7 525	7 525	7 525	4 152	42%	3%	3%
2005-2006	8 516	9 104	5 816	9 054	4 152	9 054	4 152	8 956	8 956	4 152	8 516	8 516	8 516	4 152	45%	3%	3%
2006-2007	8 516	9 104	5 816	9 054	4 152	9 054	4 152	8 956	8 956	4 152	8 516	8 516	8 516	4 152	45%	3%	3%
2007-2008	8 749	9 749	5 816	9 149	4 152	9 149	4 152	8 956	8 956	4 152	8 749	8 749	8 749	4 152	42%	2%	2%
2008-2009	8 749	9 749	5 816	9 149	4 152	9 149	4 152	8 956	8 956	4 152	8 749	8 749	8 749	4 152	42%	2%	2%
2009-2010	8 749	9 749	5 816	9 149	4 152	9 149	4 152	8 956	8 956	4 152	8 749	8 749	8 749	4 152	42%	2%	2%
2010-2011	8 749	9 749	5 816	9 149	4 152	9 149	4 152	8 956	8 956	4 152	8 749	8 749	8 749	4 152	42%	2%	2%
2011-2012	8 749	9 749	5 816	9 149	4 152	9 149	4 152	8 956	8 956	4 152	8 749	8 749	8 749	4 152	42%	2%	2%
2012-2013	8 749	9 749	5 816	9 149	4 152	9 149	4 152	8 956	8 956	4 152	8 749	8 749	8 749	4 152	42%	2%	2%

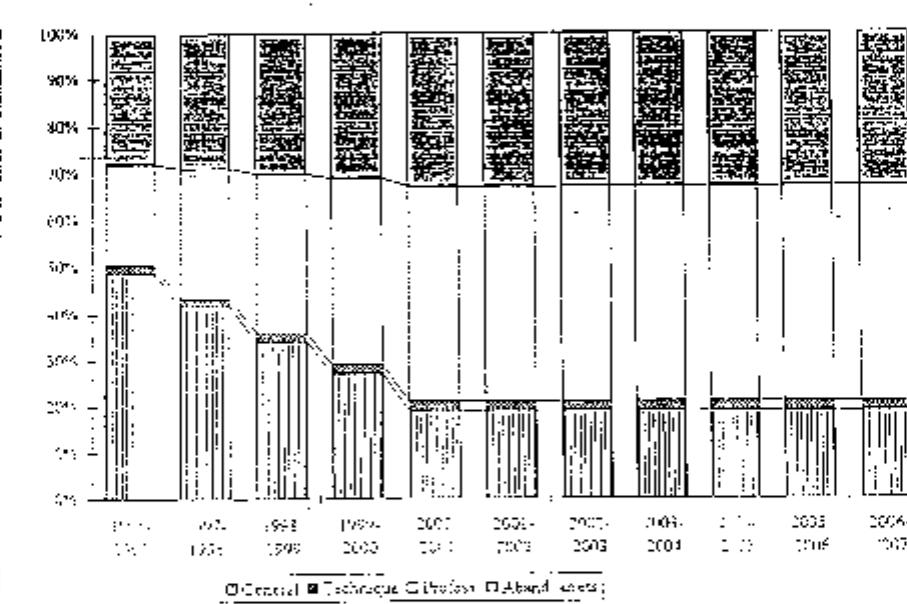
Tableau 28b : Recouvre des élèves titulaires du DEC par secteur

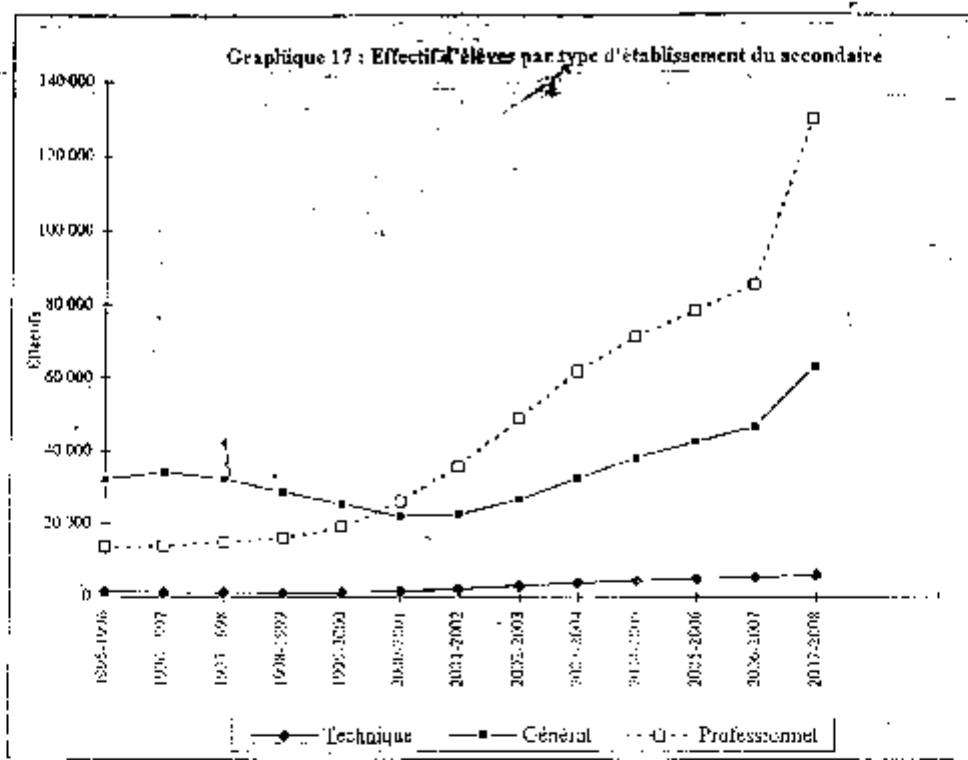
		Mâles		Femmes		Mâles		Femmes		Mâles		Femmes		Mâles		Femmes	
	Années (19)	Total (19)	Secteur														
1995-1996	3 267	3 935	2 511	2 769	197	1 470	1 652	9 914	7 765	1 470	1 493	4 152	4 152	4 152	1 273	109	0
1996-1997	2 363	3 208	2 501	3 178	391	1 119	2 243	7 71	7 71	7 71	7 71	638	1 669	209	+ 1 109	- 8 132	-
1997-1998	1 911	2 405	2 405	2 405	—	1 095	2 819	—	—	1 095	—	4 152	4 152	4 152	86	1 095	2 712
1998-1999	1 416	2 151	1 416	1 416	—	1 093	1 093	4 152	4 152	4 152	4 152	1 093	1 093	1 093	1 093	4 152	2 400
1999-2000	631	959	472	973	1 593	1 127	6 983	2 51	2 51	6 983	6 983	669	1 671	2 849	669	1 127	2 761
2000-2001	643	2 249	643	2 249	2 249	1 149	9 277	3 76	3 76	1 149	1 149	251	5 765	1 003	1 449	9 136	
2001-2002	1 083	2 882	1 222	6 511	2 887	1 174	11 939	1 647	1 647	1 174	1 174	431	9 918	1 723	3 74	7 113	
2002-2003	1 210	3 226	903	1 518	809	1 155	7 326	809	809	1 155	1 155	539	12 404	2 157	1 153	8 899	
2003-2004	1 277	3 406	819	19 586	1 434	1 434	14 031	—	—	893	2 388	1 43	13 729	—	1 43	9 849	
2004-2005	1 353	3 609	274	26 555	1 419	1 419	14 031	—	—	893	2 652	15 243	2 652	15 243	1 419	1 419	
2005-2006	1 343	3 491	562	19 131	1 849	1 849	15 876	1 728	1 728	8 101	2 254	3 455	1 697	3 455	6 788	1 701	28 001
2006-2007	1 340	3 491	562	19 131	1 849	1 849	15 876	1 728	1 728	8 101	1 151	1 151	1 151	1 151	3 455	1 701	14 324

Graphique 15 : Orientation des sortants du fondamental par type d'établissement



Graphique 16 : Orientation des sortants du fondamental par type d'établissement



**Graphique 18 : Répartition des élèves par type d'établissement du secondaire**

Année scolaire	Général	Téchnique	Professionnel
1996-1997	55%	35%	10%
1997-1998	55%	35%	10%
1998-1999	55%	35%	10%
1999-2000	55%	35%	10%
2000-2001	55%	35%	10%
2001-2002	55%	35%	10%
2002-2003	55%	35%	10%
2003-2004	55%	35%	10%
2004-2005	55%	35%	10%
2005-2006	55%	35%	10%
2006-2007	55%	35%	10%
2007-2008	55%	35%	10%
2008-2009	55%	35%	10%
2009-2010	55%	35%	10%
2010-2011	55%	35%	10%
2011-2012	55%	35%	10%
2012-2013	55%	35%	10%
2013-2014	55%	35%	10%
2014-2015	55%	35%	10%
2015-2016	55%	35%	10%
2016-2017	55%	35%	10%
2017-2018	55%	35%	10%

TRANSIENT SEQUENCE

CHAPITRE 29 : ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : l'évolution des effets d'élèves

卷之三

Tabelle 30 : ENSEIGNANT, STAGIAIRE, JEUNE MÉTIERS

Public										Private										Semi-Private (Sub-let) & Firms									
Firms					Corporations					Trusts					Partnerships					Individuals					Firms				
Capital	Surplus	Reserves	Income	Expenditure	Capital	Surplus	Reserves	Income	Expenditure	Capital	Surplus	Reserves	Income	Expenditure	Capital	Surplus	Reserves	Income	Expenditure	Capital	Surplus	Reserves	Income	Expenditure	Capital	Surplus	Reserves	Income	Expenditure
1,755,905	—	—	1,670	1,670	1,520	1,711	—	606	6,874	4,161	6,161	—	3,101	—	1,988	—	2,144	—	1,331	—	1,331	—	4,353	—	4,353	—	4,353		
856,1987	—	—	2,326	2,326	1,624	2,326	—	1,623	1,983	10,577	4,347	5,922	—	9,304	—	2,452	—	1,519	—	1,519	—	1,519	—	1,519	—	1,519	—	1,519	
1,351,1932	—	—	2,376	2,376	1,931	2,376	—	1,931	—	2,069	12,420	4,151	—	4,251	—	4,676	—	4,155	—	1,216	—	1,216	—	1,216	—	1,216	—	1,216	
1,586,1942	—	—	2,349	2,349	1,620	2,349	—	1,620	9,438	3,117	3,227	—	3,537	—	4,059	—	4,059	—	4,059	—	4,059	—	4,059	—	4,059	—	4,059		
1,609,2030	—	—	2,412	2,412	2,191	2,412	—	2,412	—	7,874	2,305	—	1,046	—	2,964	—	3,675	—	737	—	737	—	737	—	737	—	737		
2,013	—	—	2,301	2,301	1,769	2,301	—	2,301	—	373	5,620	1,612	5,233	—	6,056	—	2,975	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150		
ACID-0034	—	—	2,356	2,356	1,769	2,356	—	2,356	—	302	4,183	1,493	—	1,963	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716			
ACID-0032	—	—	2,349	2,349	1,810	2,349	—	1,810	—	302	4,183	1,493	—	1,963	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716			
ACID-0033	—	—	2,349	2,349	1,769	2,349	—	1,769	—	302	4,183	1,493	—	1,963	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716	—	2,716			
ACID-0034	—	—	2,349	2,349	1,769	2,349	—	1,769	—	373	5,620	1,612	5,233	—	6,056	—	2,975	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150		
2,004,2309	—	—	2,349	2,349	1,769	2,349	—	1,769	—	373	5,620	1,612	5,233	—	6,056	—	2,975	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150		
2,028,2206	—	—	2,349	2,349	1,803	2,349	—	1,803	—	373	5,620	1,612	5,233	—	6,056	—	2,975	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150	—	3,150		
2,035,2301	—	—	2,349	2,349	1,977	2,349	—	1,977	—	912	4,184	3,015	4,441	—	1,604	—	3,424	—	2,194	—	2,194	—	2,194	—	2,194	—	2,194		
2,037,2306	—	—	2,349	2,349	1,493	2,349	—	1,493	—	912	4,184	3,015	4,441	—	1,604	—	3,424	—	2,194	—	2,194	—	2,194	—	2,194	—	2,194		

નાના પત્ર

Year	Period	Production		Consumption		Exports		Imports		Trade balance	
		Units	Rate	Units	Rate	Units	Rate	Units	Rate	Units	Rate
1950-1951	July-June	25,651	1.00	10,011	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	14,651	1.00
1951-1952	July-June	24,370	1.00	10,347	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	13,370	1.00
1952-1953	July-June	21,270	1.00	9,743	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	12,170	1.00
1953-1954	July-June	19,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	11,650	1.00
1954-1955	July-June	19,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	11,190	1.00
1955-1956	July-June	18,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	10,590	1.00
1956-1957	July-June	18,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	10,090	1.00
1957-1958	July-June	17,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	9,590	1.00
1958-1959	July-June	17,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	9,090	1.00
1959-1960	July-June	16,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	8,590	1.00
1960-1961	July-June	16,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	8,090	1.00
1961-1962	July-June	15,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	7,590	1.00
1962-1963	July-June	15,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	7,090	1.00
1963-1964	July-June	14,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	6,590	1.00
1964-1965	July-June	14,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	6,090	1.00
1965-1966	July-June	13,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	5,590	1.00
1966-1967	July-June	13,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	5,090	1.00
1967-1968	July-June	12,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	4,590	1.00
1968-1969	July-June	12,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	4,090	1.00
1969-1970	July-June	11,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	3,590	1.00
1970-1971	July-June	11,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	3,090	1.00
1971-1972	July-June	10,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	2,590	1.00
1972-1973	July-June	10,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	2,090	1.00
1973-1974	July-June	9,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	1,590	1.00
1974-1975	July-June	9,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	1,090	1.00
1975-1976	July-June	8,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	590	1.00
1976-1977	July-June	8,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1977-1978	July-June	7,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1978-1979	July-June	7,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1979-1980	July-June	6,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1980-1981	July-June	6,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1981-1982	July-June	5,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1982-1983	July-June	5,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1983-1984	July-June	4,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1984-1985	July-June	4,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1985-1986	July-June	3,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1986-1987	July-June	3,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1987-1988	July-June	2,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1988-1989	July-June	2,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1989-1990	July-June	1,750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1990-1991	July-June	1,250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1991-1992	July-June	750	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1992-1993	July-June	250	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1993-1994	July-June	150	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1994-1995	July-June	100	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1995-1996	July-June	50	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00
1996-1997	July-June	0	1.00	9,166	1.00	1,000	1.00	1,000	1.00	100	1.00

Tableau 31 : Évolution des effectifs d'élèves et évolution des effectifs d'adultes

a) Secteur hospitalier

	CNAI			H			TCNAI			IFR		
	Effectifs	taux	taux									
1995-1996	1.102	-	-	1.102	-	-	1.102	-	-	1.102	-	-
1996-1997	1.104	-	-	1.104	-	-	1.104	-	-	1.104	-	-
1997-1998	1.102	-	-	1.102	-	-	1.102	-	-	1.102	-	-
1998-1999	1.101	-	-	1.101	-	-	1.101	-	-	1.101	-	-
1999-2000	1.098	-	-	1.098	-	-	1.098	-	-	1.098	-	-
2000-2001	1.096	-	-	1.096	-	-	1.096	-	-	1.096	-	-
2001-2002	1.093	-	-	1.093	-	-	1.093	-	-	1.093	-	-
2002-2003	1.091	-	-	1.091	-	-	1.091	-	-	1.091	-	-
2003-2004	1.089	-	-	1.089	-	-	1.089	-	-	1.089	-	-
2004-2005	1.087	-	-	1.087	-	-	1.087	-	-	1.087	-	-
2005-2006	1.085	-	-	1.085	-	-	1.085	-	-	1.085	-	-
2006-2007	1.083	-	-	1.083	-	-	1.083	-	-	1.083	-	-
2007-2008	1.081	-	-	1.081	-	-	1.081	-	-	1.081	-	-
1995-1996	1.080	-	-	1.080	-	-	1.080	-	-	1.080	-	-
1996-1997	1.079	-	-	1.079	-	-	1.079	-	-	1.079	-	-
1997-1998	1.078	-	-	1.078	-	-	1.078	-	-	1.078	-	-
1998-1999	1.077	-	-	1.077	-	-	1.077	-	-	1.077	-	-
1999-2000	1.076	-	-	1.076	-	-	1.076	-	-	1.076	-	-
2000-2001	1.075	-	-	1.075	-	-	1.075	-	-	1.075	-	-
2001-2002	1.074	-	-	1.074	-	-	1.074	-	-	1.074	-	-
2002-2003	1.073	-	-	1.073	-	-	1.073	-	-	1.073	-	-
2003-2004	1.072	-	-	1.072	-	-	1.072	-	-	1.072	-	-
2004-2005	1.071	-	-	1.071	-	-	1.071	-	-	1.071	-	-
2005-2006	1.070	-	-	1.070	-	-	1.070	-	-	1.070	-	-
2006-2007	1.069	-	-	1.069	-	-	1.069	-	-	1.069	-	-
2007-2008	1.068	-	-	1.068	-	-	1.068	-	-	1.068	-	-
1995-1996	1.067	-	-	1.067	-	-	1.067	-	-	1.067	-	-
1996-1997	1.066	-	-	1.066	-	-	1.066	-	-	1.066	-	-
1997-1998	1.065	-	-	1.065	-	-	1.065	-	-	1.065	-	-
1998-1999	1.064	-	-	1.064	-	-	1.064	-	-	1.064	-	-
1999-2000	1.063	-	-	1.063	-	-	1.063	-	-	1.063	-	-
2000-2001	1.062	-	-	1.062	-	-	1.062	-	-	1.062	-	-
2001-2002	1.061	-	-	1.061	-	-	1.061	-	-	1.061	-	-
2002-2003	1.060	-	-	1.060	-	-	1.060	-	-	1.060	-	-
2003-2004	1.059	-	-	1.059	-	-	1.059	-	-	1.059	-	-
2004-2005	1.058	-	-	1.058	-	-	1.058	-	-	1.058	-	-
2005-2006	1.057	-	-	1.057	-	-	1.057	-	-	1.057	-	-
2006-2007	1.056	-	-	1.056	-	-	1.056	-	-	1.056	-	-
2007-2008	1.055	-	-	1.055	-	-	1.055	-	-	1.055	-	-
1995-1996	1.054	-	-	1.054	-	-	1.054	-	-	1.054	-	-
1996-1997	1.053	-	-	1.053	-	-	1.053	-	-	1.053	-	-
1997-1998	1.052	-	-	1.052	-	-	1.052	-	-	1.052	-	-
1998-1999	1.051	-	-	1.051	-	-	1.051	-	-	1.051	-	-
1999-2000	1.050	-	-	1.050	-	-	1.050	-	-	1.050	-	-
2000-2001	1.049	-	-	1.049	-	-	1.049	-	-	1.049	-	-
2001-2002	1.048	-	-	1.048	-	-	1.048	-	-	1.048	-	-
2002-2003	1.047	-	-	1.047	-	-	1.047	-	-	1.047	-	-
2003-2004	1.046	-	-	1.046	-	-	1.046	-	-	1.046	-	-
2004-2005	1.045	-	-	1.045	-	-	1.045	-	-	1.045	-	-
2005-2006	1.044	-	-	1.044	-	-	1.044	-	-	1.044	-	-
2006-2007	1.043	-	-	1.043	-	-	1.043	-	-	1.043	-	-
2007-2008	1.042	-	-	1.042	-	-	1.042	-	-	1.042	-	-
1995-1996	1.041	-	-	1.041	-	-	1.041	-	-	1.041	-	-
1996-1997	1.040	-	-	1.040	-	-	1.040	-	-	1.040	-	-
1997-1998	1.039	-	-	1.039	-	-	1.039	-	-	1.039	-	-
1998-1999	1.038	-	-	1.038	-	-	1.038	-	-	1.038	-	-
1999-2000	1.037	-	-	1.037	-	-	1.037	-	-	1.037	-	-
2000-2001	1.036	-	-	1.036	-	-	1.036	-	-	1.036	-	-
2001-2002	1.035	-	-	1.035	-	-	1.035	-	-	1.035	-	-
2002-2003	1.034	-	-	1.034	-	-	1.034	-	-	1.034	-	-
2003-2004	1.033	-	-	1.033	-	-	1.033	-	-	1.033	-	-
2004-2005	1.032	-	-	1.032	-	-	1.032	-	-	1.032	-	-
2005-2006	1.031	-	-	1.031	-	-	1.031	-	-	1.031	-	-
2006-2007	1.030	-	-	1.030	-	-	1.030	-	-	1.030	-	-
2007-2008	1.029	-	-	1.029	-	-	1.029	-	-	1.029	-	-

d) Secteur Tertiaire

	CNAI			H			TCNAI			TOTAL		
	Effectifs	taux	taux	Effectifs	taux	taux	Effectifs	taux	taux	Effectifs	taux	taux
1995-1996	1.431	-	-	1.431	-	-	1.431	-	-	1.431	-	-
1996-1997	1.430	-	-	1.430	-	-	1.430	-	-	1.430	-	-
1997-1998	1.429	-	-	1.429	-	-	1.429	-	-	1.429	-	-
1998-1999	1.428	-	-	1.428	-	-	1.428	-	-	1.428	-	-
1999-2000	1.427	-	-	1.427	-	-	1.427	-	-	1.427	-	-
2000-2001	1.426	-	-	1.426	-	-	1.426	-	-	1.426	-	-
2001-2002	1.425	-	-	1.425	-	-	1.425	-	-	1.425	-	-
2002-2003	1.424	-	-	1.424	-	-	1.424	-	-	1.424	-	-
2003-2004	1.423	-	-	1.423	-	-	1.423	-	-	1.423	-	-
2004-2005	1.422	-	-	1.422	-	-	1.422	-	-	1.422	-	-
2005-2006	1.421	-	-	1.421	-	-	1.421	-	-	1.421	-	-
2006-2007	1.420	-	-	1.420	-	-	1.420	-	-	1.420	-	-
2007-2008	1.419	-	-	1.419	-	-	1.419	-	-	1.419	-	-
1995-1996	1.418	-	-	1.418	-	-	1.418	-	-	1.418	-	-
1996-1997	1.417	-	-	1.417	-	-	1.417	-	-	1.417	-	-
1997-1998	1.416	-	-	1.416	-	-	1.416	-	-	1.416	-	-
1998-1999	1.415	-	-	1.415	-	-	1.415	-	-	1.415	-	-
1999-2000	1.414	-	-	1.414	-	-	1.414	-	-	1.414	-	-
2000-2001	1.413	-	-	1.413	-	-	1.413	-	-	1.413	-	-
2001-2002	1.412	-	-	1.412	-	-	1.412	-	-	1.412	-	-
2002-2003	1.411	-	-	1.411	-	-	1.411	-	-	1.411	-	-
2003-2004	1.410	-	-	1.410	-	-	1.410	-	-	1.410	-	-
2004-2005	1.409	-	-	1.409	-	-	1.409	-	-	1.409	-	-
2005-2006	1.408	-	-	1.408	-	-	1.408	-	-	1.408	-	-
2006-2007	1.407	-	-	1.407	-	-	1.407	-	-	1.407	-	-
2007-2008	1.406	-	-	1.406	-	-	1.406	-	-	1.406	-	-
1995-1996	1.405	-	-	1.405	-	-	1.405	-	-	1.405	-	-
1996-1997	1.404	-	-	1.404	-	-	1.404	-	-	1.404	-	-
1997-1998	1.403	-	-	1.403	-	-	1.403	-	-	1.403	-	-
1998-1999	1.402	-	-	1.402	-	-	1.402	-	-	1.402	-	-
1999-2000	1.401	-	-	1.401	-	-	1.401	-	-	1.401	-	-
2000-2001	1.400	-	-	1.400	-	-	1.400	-	-	1.400	-	-
2001-2002	1.399	-	-	1.399	-	-	1.399	-	-	1.399	-	-
2002-2003	1.398	-	-	1.398	-	-	1.398	-	-	1.398	-	-
2003-2004	1.397	-	-	1.397	-	-	1.397	-	-	1.397	-	-
2004-2005	1.396	-	-	1.396	-	-	1.396	-	-	1.396	-	-
2005-2006	1.395	-	-	1.395	-	-	1.395	-	-	1.395	-	-
2006-2007	1.394	-	-	1.394	-	-	1.394	-	-	1.394	-	-
2007-2008	1.393	-	-	1.393	-	-	1.393	-	-	1.393	-	-
1995-1996	1.392	-	-	1.392	-	-	1.392	-	-	1.392	-	-
1996-1997	1.391	-	-	1.391	-	-</td						

V. 2 Les enseignants

V. 2.1 L'enseignement secondaire public

Globalement, les besoins en enseignants supplémentaires devraient être nuls, voire négatifs, jusqu'en 2000-01. A partir de cette date, ils devraient croître rapidement : de l'ordre de 500 par an. Cette vision globale cache des évolutions très contrastées selon les disciplines :

- Dans l'enseignement général, la diminution des effectifs d'élèves jusqu'en 2001-02 entraîne une réduction correspondante des besoins en enseignants. Cette réduction a été opérée au niveau des enseignants vacataires dont le nombre devient nul en 2000-01. Par la suite, les besoins additionnels en enseignants permanents sont très modestes : moins d'une centaine par an.
- Dans l'enseignement technique, les besoins additionnels sont faibles en valeur absolue et sont également étroitement liés à l'évolution des effectifs d'élèves.

Dans l'enseignement professionnel, les besoins additionnels sont très importants et s'accroissent dans le temps : environ 150 nouveaux enseignants par an dans la première moitié de la période et environ 500 nouveaux enseignants par an dans la seconde moitié.

Le Tableau 32 ci-dessous et les graphiques 16 à 21, page suivante, explicitent cette évolution.

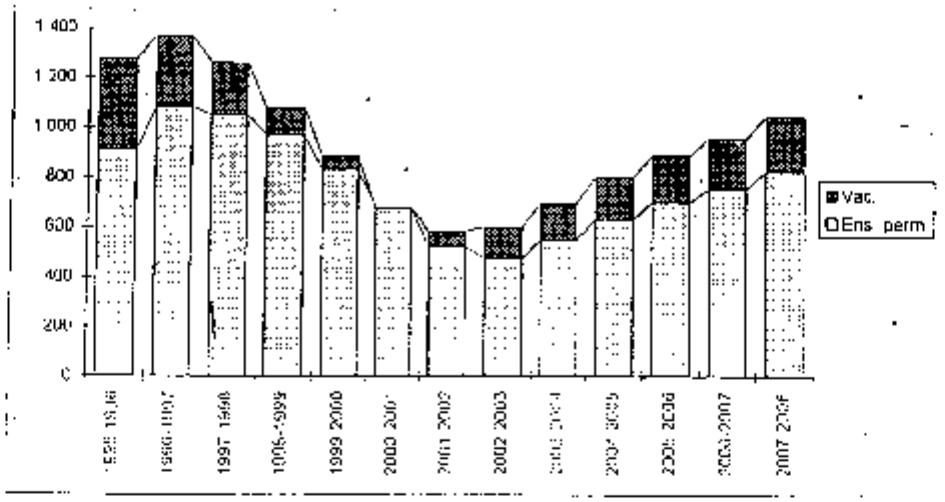
Tableau 32 . Effectif et besoins en personnel enseignant dans le secondaire public

	Général			Technique			Professionnel		TOTAL
	Ens. perm	dont nouveaux	Vac	Ens. perm	dont nouveaux	Vac	Ens. perm + vac	dont nouveaux	
1995-1996	907		0	50		28	448		1 803
1995-1997	1 075	135	77	50	4	19	867	425	2 203
1997-1998	1 202	2	210	51	2	6	950	110	2 272
1998-1999	925	9	115	53	3	16	1 029	94	2 128
1999-2000	939	21	73	45	4	16	1 116	123	2 078
2000-2001	976	21	71	52	9	23	1 252	181	2 188
2001-2002	1 011	5	73	70	14	25	1 324	304	2 235
2002-2003	1 073	7	137	64	25	34	2 003	466	2 176
2003-2004	1 228	82	147	117	23	40	2 049	548	2 851
2004-2005	1 353	72	153	135	71	49	2 026	482	2 965
2005-2006	1 397	23	152	147	18	53	3 513	482	4 989
2006-2007	1 734	73	202	157	14	51	3 747	268	5 581
2007-2008	1 921	85	211	164	15	51	3 277	7 100	6 938

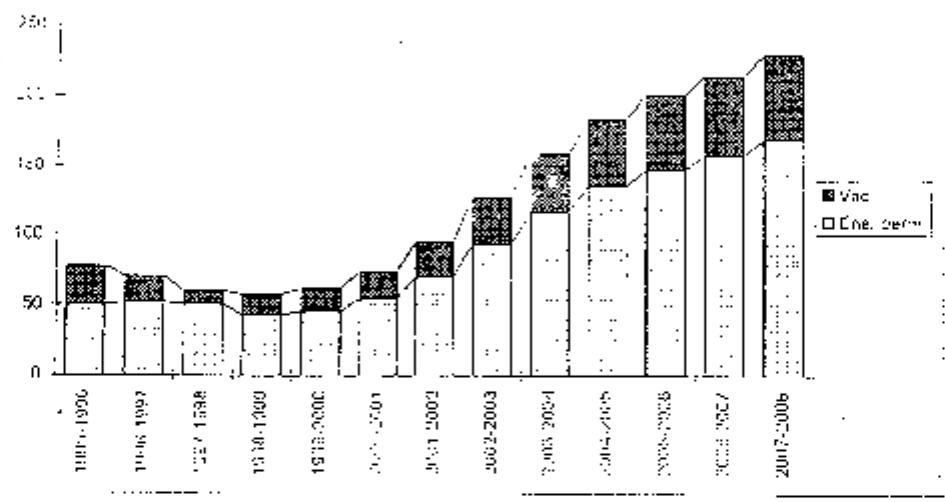
V. 2.2 L'enseignement secondaire privé

On a constaté, précédemment, que les effectifs scolarisés dans l'enseignement privé allaient être multipliés par 12 en douze ans. Il faut donc insister dès à présent sur le fait que d'importants besoins d'enseignants auront à être satisfaits dans ce secteur.

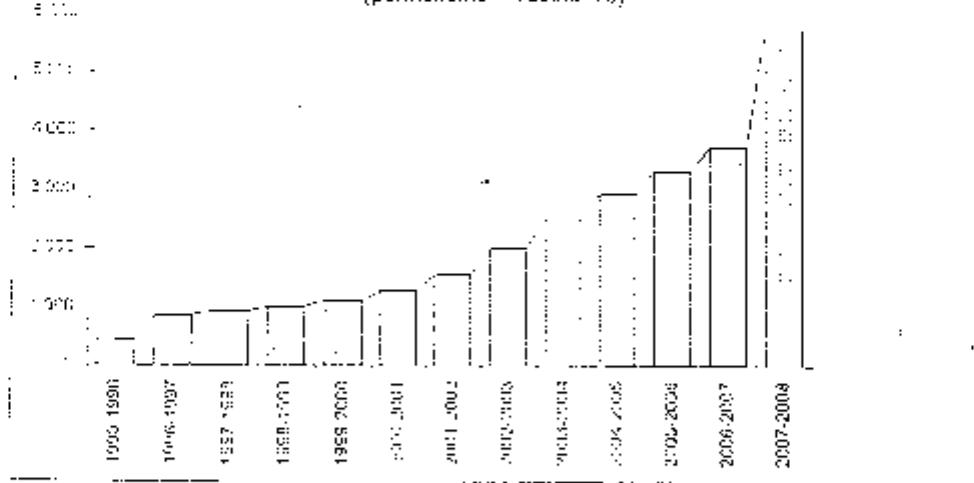
Graphique 19 : Evolution du nombre d'enseignants par catégorie dans l'enseignement secondaire général public



Graphique 20 : Evolution du nombre d'enseignants par catégorie dans l'enseignement secondaire technique



Graphique 21 : Evolution du nombre d'enseignants dans l'enseignement secondaire professionnel public (permanents + vacataires)



V. 3 Les diplômés

Les flux de diplômés de l'enseignement secondaire sont dépendants de nombreux paramètres parmi lesquels trois sont importants :

- Le nombre de diplômés de l'enseignement fondamental
- Le taux d'admission dans l'enseignement secondaire
- Le taux de succès à l'examen terminal

De ce scénario de référence, nous avons constaté que le nombre de titulaires du DEF allait s'accroître fortement par suite de l'augmentation du taux d'admission en 1ère année d'enseignement fondamental et de l'amélioration sensible du taux de réussite à cet examen. De plus, on a souligné que l'accès à l'enseignement secondaire concernait deux titulaires du DEF sur trois. Enfin, on a pu noter que le taux de succès aux examens terminaux de l'enseignement secondaire s'accroissait partout. Ces différents facteurs contribuent à augmenter très sensiblement le nombre de diplômes délivré au cours de la période couverte par le PRODEC.

Tableau 33 : Diplômes délivrés à l'issue des études secondaires

Diplômes	1995-96	1997-98	Coeff. multiplicateur
Bac. général	2 753	11 299	x 4,1
Bac technique	173	1 286	X 7,5
CAP	2 640	25 627	x 9,7
BT	1 047	6 968	x 6,7

A la vue de ces projections, on peut légitimement se poser la question du devenir de ces diplômés. L'économie absorbera-t-elle dix fois plus de titulaires du CAP chaque année ? Combien l'université admettra-t-elle de bacheliers parmi les 12 000 prévus ?

CONSOLIDATION NATIONALE

Tableau 34 : Émissions de gaz-chaleur et verdisante (public + privé)

	Année	Émissions de gaz-chaleur			Bac à lessive et technique			CAF			Secondaire hydroélectrique			BI		
		Public	Privé	Total	Tamise Seine	Bac à lessive	Total	Ferme	CAF	Industrie	Énergie	Industrie	Total	Énergie	Industrie	Total
1995-1996	1.912	1.167	2.755	98	1.167	1.167	1.167	1.538	1.130	2.845	728	249	1.017	1.017	1.017	
1996-1997	3.410	1.733	5.151	112	112	229	229	1.015	974	2.619	426	250	1.656	1.656	1.656	
1997-1998	3.402	2.151	5.207	67	67	102	102	1.165	1.26	2.587	2.645	292	3.050	3.050	3.050	
1998-1999	3.011	2.901	5.901	66	66	165	165	1.658	1.505	4.467	2.98	334	3.314	3.314	3.314	
1999-2000	3.201	2.450	5.651	71	71	180	180	1.956	2.235	4.233	2.752	492	3.244	3.244	3.244	
2000-2001	3.610	2.111	5.501	117	80	197	197	2.154	3.615	5.693	2.191	596	3.075	3.075	3.075	
2001-2002	3.610	2.111	5.501	141	100	250	250	2.500	5.052	8.378	2.034	809	2.943	2.943	2.943	
2002-2003	3.610	2.111	5.501	144	103	253	253	2.530	4.137	6.406	1.770	921	3.618	3.618	3.618	
2003-2004	3.610	2.111	5.501	145	104	255	255	2.550	4.147	6.417	1.771	922	3.622	3.622	3.622	
2004-2005	3.610	2.111	5.501	146	105	256	256	2.560	4.157	6.427	1.772	923	3.623	3.623	3.623	
2005-2006	3.610	2.111	5.501	147	106	257	257	2.570	4.167	6.437	1.773	924	3.624	3.624	3.624	
2006-2007	3.610	2.111	5.501	148	107	258	258	2.580	4.177	6.447	1.774	925	3.625	3.625	3.625	
2007-2008	3.610	2.111	5.501	149	108	259	259	2.590	4.187	6.457	1.775	926	3.626	3.626	3.626	

VI. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour l'enseignement supérieur malien, 1996-97 est la première année de fonctionnement dans le cadre des nouvelles structures de l'Université du Mali. La mise en place de cette structure va prendre plusieurs années, délai nécessaire pour que les facultés remplacent les anciennes écoles et que de nouveaux établissements voient le jour, dans l'enseignement supérieur court notamment.

Compte tenu du délai de mise en place des réformes du PRODEC et du décalage entre l'admission de nombreux élèves en 1^{re} année d'enseignement fondamental et leur entrée dans le supérieur (12 ans sans redoublement), au cours des douze prochaines années on ne verra, dans l'enseignement supérieur, que l'effet de quelques mesures prises dans le cadre du PRODEC. C'est le cas de mesures telles que l'amélioration du taux de réussite au DFF et du taux de passage dans l'enseignement secondaire ou encore l'orientation dans l'enseignement secondaire général et technique.

Les effectifs d'étudiants dépendent en premier lieu de la sélection à l'entrée de l'université. On a vu que le nombre de bacheliers (généraux et techniques) passait de 2 900 à 12 600 au cours de la période. Il a été prévu que l'admission de nouveaux étudiants se ferait en fonction des capacités d'accueil dans certains établissements et en fonction d'une croissance du nombre des admis dans d'autres établissements. La sélection à l'entrée de l'université sera donc de plus en plus sévère :

Tableau 35 : Admissions dans l'enseignement supérieur
(étudiants réguliers)

Années N	Nombre d'admis à l'année N (a)	Nombre de bacheliers à l'année N-1 (b)	Rapport a/b
1995-96	3 081	2 811	100 %*
2007-08	3 880	11 654	33 %

* Le taux est en réalité supérieur à 100%.

La limitation des admissions à l'université a pour conséquence une stabilisation rapide des effectifs totaux inscrits en son sein même si des étudiants étrangers s'inscrivent en grand nombre dans certains établissements. Le Tableau 36 détaille, par année et par établissement, l'évolution des effectifs totaux à l'Université du Mali durant la période couverte par le PRODFC en fonction des hypothèses retenues. On constate que les trois facultés de Droit/Economie, de Lettres et de Sciences regroupent plus des deux tiers des étudiants et que leur effectif croît alors que celui des autres établissements, plus spécialisés, stagnait.

POLYMER LETTERS

Adhémar 3G. Un bâchelet n'étudiant dans les classes ouvertes. L'adéquat est au supérieur

VII. LES ASPECTS QUALITATIFS

De nombreuses mesures sont prévues au plan qualitatif dans le cadre du PRODEC pour améliorer la situation actuelle, la plupart de ces améliorations se situant au niveau de l'enseignement fondamental. Schématiquement, ces améliorations peuvent être classées sous six rubriques :

- Programmes
- Méthodes pédagogiques
- Matériel didactique
- Taille des classes
- Types de classe }
- Qualification des enseignants

Ces aspects qualitatifs ont été étudiés en profondeur par le groupe de consultants chargé des aspects qualitatifs au sein du PRODEC. On ne fera que rappeler ici les principaux choix faits au stade actuel du processus de planification, choix qui ont une incidence au niveau du modèle. D'autres propositions, dont l'incidence n'a pas été explicitement prise en compte dans le modèle, ne seront pas explicitées ici : introduction des langues nationales et évaluation des formations, notamment.

VII. 1 Au niveau de l'enseignement fondamental

VII. 1.1 Les programmes

La principale réforme proposée dans le cadre du PRODEC porte sur la création d'un cycle unique de huit ans dans l'enseignement fondamental au lieu des deux cycles actuels de six et trois ans. De plus, ce cycle se veut terminal, c'est à dire que les élèves sortant après huit années de scolarité devraient avoir, mieux qu'à présent, les moyens de s'insérer sur le marché du travail.

L'année 1997-98 devrait être consacrée à la révision des programmes de l'enseignement fondamental et à la mise en place des programmes de la 1ère année. Quant aux programmes des années suivantes, ils seront élaborés progressivement. Pour ce faire, le groupe chargé des questions qualitatives a vivement recommandé la mise en place rapide d'une unité du curriculum chargée d'orienter et de superviser non seulement la rédaction des programmes mais aussi la réalisation des guides pour les maîtres, des manuels pour les élèves ainsi que les procédures et instruments d'évaluation.

VII. 1.2 Les méthodes pédagogiques

Les méthodes d'enseignement devraient également être sensiblement modifiées, en particulier avec l'introduction des langues nationales comme langue d'enseignement dans les premiers niveaux d'études et le passage à une pédagogie active fondée sur des projets. D'un autre côté, un enseignement modulaire devrait être introduit. Cet enseignement, axé sur l'observation du milieu et sur la pratique, par opposition à un savoir abstrait, se déroulerait en relation étroite avec des personnes ressources à identifier autour de chaque école.

VII. 1.3 Le matériel didactique

La situation en regard du matériel didactique devrait également varier rapidement. Jusqu'à présent, une dotation pour l'acquisition de matériel didactique était fixée par élève et par an : 2 500 FCFA dans le premier cycle et 5 000 FCFA dans le second. Si la situation reste identique dans les derniers niveaux d'études, des changements significatifs sont prévus pour les six premiers niveaux :

- (i) Les élèves devraient recevoir des manuels à raison d'un manuel (intégré) à chacun des deux premiers niveaux d'études, de deux manuels à chacun des deux niveaux suivants et de quatre manuels à chacun des deux derniers niveaux. Ces manuels seraient aussi distribués aux élèves scolarisés dans l'enseignement privé et resteraient dans la classe, au moins dans l'enseignement public. Cette distribution accompagnerait la mise en œuvre des nouveaux programmes et débuterait donc au premier niveau d'études en octobre 1999.
- (ii) Les nouveaux maîtres recevraient une dotation en matériel didactique lors de leur première prise de fonction, cette dotation pouvant prendre plusieurs formes : guide du maître, etc.
- (iii) Une dotation de base est prévue pour les nouvelles classes.
- (iv) Enfin, un crédit annuel forfaitaire pour la classe est prévu pour l'acquisition de fournitures scolaires collectives consommables.

VII. 1.4 La taille et le type de classes

La taille des classes est aussi un paramètre ayant des implications qualitatives. Sur ce plan, les situations dans le premier cycle sont contrastées puisqu'une amélioration est prévue dans l'enseignement public où la taille moyenne nationale diminue de 53 à 50 élèves, et l'enseignement privé où la taille moyenne nationale augmente de 46 à 50 élèves par classes. Ces moyennes nationales cachent, bien entendu, d'énormes disparités inter et intra régionales.

Le type de classe n'a été analysé et pris en compte dans les projections que pour l'enseignement public faute de renseignements sur la situation dans l'enseignement privé. Sur ce point, le statu quo est maintenu puisque la part des classes à double vacances passe de 28% à 29%, celle des classes multi-vacances restant proche de 26%. Si le désir des populations consultées est de diminuer - voire de supprimer - les classes à double vacances, le coût correspondant obligeait à réduire fortement les crédits ailleurs pour respecter une enveloppe budgétaire déjà jugée maximale. Il a donc été décidé de maintenir, au cours du PRODEC, la part observée dans l'année de base. On soulignera que le maintien de cette part conduit à plus que doubler le nombre des classes à double vacances en douze ans du fait de l'accroissement des effectifs scolarisés dans les trois premiers niveaux d'études où se concentrent ces classes.

VII. 1.5 La qualification des enseignants

On rappellera ici les principales mesures déjà explicitées plus haut pour certaines.

- (i) Diminution de la part des vacataires dans les six premiers niveaux d'études : passage de 11,4% à 5% en douze ans avec des variations importantes du nombre des vacataires en liaison avec la recherche d'une régularité dans le rythme de recrutement d'élèves-maîtres destinés à devenir des enseignants permanents. Dans les derniers niveaux d'études, la part des vacataires passe de 9,6% à 5% en douze ans avec de très fortes variations entre les extrémités de la période.
- (ii) Recyclage des enseignants en poste actuellement. L'application des nouveaux programmes va être l'occasion de recycler l'ensemble des maîtres. Cette activité va s'étendre sur huit ans au fur et à mesure de l'extension des programmes. Au total, 11 600 maîtres du premier cycle et 6 500 maîtres du deuxième cycle devraient être recyclés à un rythme annuel de 2 000 pendant les six premières années et plus de 3 000 par an durant la 7^e et la 8^e années de ce programme de recyclage.
- (iii) Révision du cursus dans l'enseignement normal. Cette révision intervient avant 1999 puisqu'en octobre 1999 le nouveau cursus entrera en vigueur en 1^{ère} année des CFI. Parallèlement à cette introduction du nouveau cursus, les élèves-maîtres déjà recrutés devraient recevoir une formation complémentaire destinée à les préparer à enseigner dans de meilleures conditions les nouveaux programmes.

En résumé, il a été décidé d'entreprendre un réel effort à ce niveau d'enseignement. On ne doit pas cacher la difficulté qu'il y aura à organiser les multiples activités liées à ce louable souci d'accueillir deux fois plus d'élèves en douze ans tout en améliorant leurs conditions de formation. Parallèlement à ces questions d'organisation, il y a des coûts non négligeables à prévoir et surtout, à programmer au même titre que les activités.

Les conséquences attendues de ces réformes se manifesteront à plusieurs niveaux dans le modèle : (i) les taux de rendement interne varieront sensiblement avec, en particulier, une diminution sensible des redoublements, (ii) le taux de réussite au DEEP progressera fortement.

VII. 2 Au niveau de l'enseignement secondaire

A la différence de l'enseignement fondamental, peu de changements d'ordre qualitatif sont explicitement planifiés dans l'enseignement secondaire. Seule une diminution de la part des enseignants vacataires est prévue dans l'enseignement général et technique : passage de 30% à 20% dans les séries littéraires et scientifiques et de 36% à 25% dans l'enseignement technique. Rien n'est envisagé dans l'enseignement professionnel où, il faut le rappeler, les statistiques relatives au personnel enseignant sont très peu détaillées et d'une fiabilité variable selon les établissements.

VII. 3 Au niveau de l'enseignement supérieur

A ce niveau également, peu de changements ont été prévus sur le plan qualitatif : la maquette pédagogique ne varie pas et l'en est de même pour la taille des groupes et le nombre d'heures assurées par des enseignants vacataires. Seules les dépenses en matériel pédagogique par étudiant régulier sont accrues pour respecter effectivement la norme prévue : 50 000 FCFA par an contre 32 000 FCFA en effet dépensés en moyenne en 1995-96. Cette augmentation devrait se faire immédiatement.

VIII. LE FINANCEMENT PRIVÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF

L'une des hypothèses de base du PRODEC est le recours accru à l'enseignement privé pour accueillir les flux supplémentaires d'élèves attendus dans l'enseignement fondamental et, surtout, dans l'enseignement secondaire. Si le secteur privé peut développer des activités dans l'enseignement supérieur, rien n'a été prévu explicitement sur ce point dans les simulations.

Le financement privé du système éducatif peut être entendu comme la partie du financement supportée directement par les familles ou par des structures telles que les communautés dont le but est de fournir un service éducatif à leurs membres. Concrètement, il s'agit de contributions qui ne sont ni publiques, ni étrangères bilatérales, ni internationales.

On s'efforcera, ci-dessous, de caractériser l'évolution de ce type de financement en précisant qu'il ne s'agit pas d'étudier en détail le financement du système éducatif mais seulement de repérer les tendances lourdes.

Le financement privé se manifeste de plusieurs façons dont les principales sont :

- les droits d'inscription ;
- l'achat de fournitures pédagogiques ;
- d'autres dépenses induites par la fréquentation d'un établissement telles que les déplacements, le logement, les repas, etc.

Par ailleurs, l'Etat distribue de plus en plus sélectivement des aides aux familles, aides qui viennent en réduction des dépenses réalisées par celles-ci. Si, par exemple, les aides diminuent, le financement privé sera théoriquement accru. En réalité, cela n'est pas certain car la suppression d'une bourse de l'Etat peut entraîner l'arrêt de la scolarisation dans un établissement privé de l'enfant concerné et donc diminuer les dépenses d'enseignement privé.

Les développements ci-dessous n'estimeront pas les dépenses à la charge des familles mais donneront un certain nombre d'indicateurs de l'effort accru qui devrait être demandé, directement ou non, aux familles.

VIII. 1 Au niveau de l'enseignement fondamental

Indicateur 1 : Part des élèves admis en 1^{re} année et scolarisés dans l'enseignement privé.

	1985-96	2007-08
Admis en 1 ^{re} année	14 %	34 %

L'orientation des élèves vers l'enseignement privé n'a pas un coût nul pour l'Etat puisqu'il verse à certains établissements des subventions par élève orienté dans cet ordre d'enseignement ainsi qu'une dotation pour l'acquisition de matériel didactique. La comparaison des coûts unitaires pour l'Etat de deux élèves, l'un inscrit dans l'enseignement public et l'autre dans l'enseignement privé, donne les résultats suivants :

Tableau 37 : Coût pour l'Etat d'un élève inscrit dans l'enseignement fondamental (en FCFA)

	1995-96		2007-08		Evolution (en %)	
	Etabl. public	Etabl. privé	Etabl. public	Etabl. privé	Etabl. public	Etabl. privé
Six premiers niveaux d'études	20 000	8 500	16 700	4 600	- 17 %	- 46 %
Derniers niveaux d'études	50 000	16 500	25 500	9 500	- 49 %	- 42 %

À la lecture de ce tableau, on ne peut que constater une diminution des moyens accordés par l'Etat non seulement dans l'enseignement privé mais aussi dans l'enseignement public.

Dans l'enseignement public, à part le matériel pédagogique, les autres dépenses croissent moins vite que le nombre d'élèves. Dans l'enseignement privé, la part des élèves scolarisés dans un établissement privé subventionné diminue de 50% à 20% au cours de la période. Il en découle une baisse progressive de la dotation moyenne par élève (matériel didactique et subvention à l'enseignement catholique).

Indicateur 2 : Participation annuelle envisagée des familles à la fourniture de manuels scolaires.

1995-96 : 10 FCFA

1999-2000 : 500 FCFA (en liaison avec l'arrivée des nouveaux manuels)

VIII. 2 Au niveau de l'enseignement secondaire

A l'issue du DEF, les élèves sont orientés par une commission dans les établissements publics et privés de l'enseignement secondaire. Cette orientation vers l'enseignement privé s'est développée il y a déjà quelques années lorsque la capacité d'accueil des établissements publics s'est avérée insuffisante pour contenir tous les élèves orientables. Concrètement, l'orientation d'un élève s'accompagne d'une subvention versée à l'établissement et destinée à couvrir les frais entraînés par ce recrutement supplémentaire. Il s'y ajoute une dotation pour le matériel didactique. Les familles peuvent également des transferts au titre des pensions alimentaires si les notes de l'élève sont supérieures ou égales à 12-20.

Indicateur 1 : Part des élèves scolarisés dans un établissement privé

	1995-96	2007-08
Secondaire général	2 %	42 %
Secondaire technique	0 %	0 %
Secondaire professionnel	53 %	50 %
Ensemble	16 %	46 %

La très forte croissance des effectifs dans l'enseignement professionnel se fait à parité dans les enseignements privé et public, la part de ce dernier augmentant légèrement. En revanche, chez

dans l'enseignement général que l'enseignement privé est supposé progresser dans des proportions considérables. Au total, la part de l'enseignement privé triple presque en douze ans à ce niveau d'enseignement.

Comme dans l'enseignement fondamental, on peut comparer le coût de revient pour l'Etat d'un élève orienté selon le statut de l'établissement qui l'accueille et le type d'études suivies.

Tableau 38 : Coût pour l'Etat d'un élève orienté dans l'enseignement secondaire (FCFA)

	1995-96		2007-08	
	Etabl. public	Etabl. privé	Etabl. public	Etabl. privé
Secondaire général	121 000	163 000	104 000	47 500
Secondaire professionnel	322 000	333 000	162 000	82 500
Ensemble	153 000	227 000	139 000	71 500

On peut constater qu'actuellement l'orientation d'un élève dans un établissement privé d'enseignement général coûte en moyenne plus cher à l'Etat que son accueil dans un établissement public. Pour arriver à ces résultats, on a pris en compte les données suivantes :

- Cas de l'enseignement privé. Trois transferts ont été comptabilisés : (i) subvention pour matériel didactique, (ii) subvention à l'élève orienté et (iii) pension alimentaire estimée égale en moyenne à celle observée dans l'enseignement public correspondant.
- Cas de l'enseignement public. Le coût total est obtenu après déduction des sommes correspondant aux trois transferts mentionnés ci-dessus. Ce coût est divisé par les effectifs correspondants.

Il resterait à estimer le coût entraîné par la scolarisation comme candidats libres des élèves non orientés qui seront de plus en plus nombreux. En effet, un certain nombre de familles seront sans doute disposées à financer totalement les études de leur enfant non admis officiellement dans l'enseignement secondaire par l'Etat. Mais d'autres familles, plus pauvres et/ou moins motivées, auront plutôt tendance à arrêter les études de l'enfant.

Indicateur 2 : Evolution des sommes versées en titre des bourses aux familles dans l'enseignement public

On constate, à la lecture du tableau ci-dessous, que la suppression envisagée des pensions alimentaires (bourses) dans l'enseignement secondaire conduira à une économie pour l'Etat un peu supérieure à un milliard FCFA par an après une dizaine d'années par rapport à la situation constatée en 1995-96. En réalité, si les critères actuels s'appliquaient aux effectifs scolarisés en fin de période, le coût pour l'Etat serait nettement supérieur à un milliard FCFA. L'économie réalisée est donc égale à plusieurs milliards FCFA.

Tableau 39 : Coût pour l'Etat des bourses dans l'enseignement secondaire

	Millions FCFA	
	1995-96	2007-08
Secondaire général	792	0
Secondaire technique	78	0
Secondaire professionnel	298	0
Ensemble	1 168	0

VIII. 3 Au niveau de l'enseignement supérieur

Ici, également, deux indicateurs seront chiffrés.

Indicateur 1 : Montant annuel moyen de la bourse versée par étudiant malien régulier inscrit dans un établissement au Mali:

1995-96 : 264 000 FCFA
 2007-08 : 152 500 FCFA

Cette réduction provient de la diminution du nombre de bourses complètes, compensée en partie seulement par un léger accroissement du nombre de demi-bourses. Le montant de la bourse reste identique sur l'ensemble de la période.

Indicateur 2 : Dépenses pour les étudiants maliens scolarisés à l'étranger

1995-96 : 774 millions FCFA
 2007-08 : 230 millions FCFA

Il faut nuancer l'évolution qui apparaît à la lecture de ces derniers chiffres. En effet, l'Etat réduit considérablement les crédits destinés au financement d'études à l'étranger mais il est prévu que les étudiants seront envoyés en priorité dans les pays qui accordent le plus d'avantages financiers. L'Etat malien se désengageant des pays dans lesquels scolariser un étudiant lui coûte beaucoup plus cher qu'une scolarisation au Mali, si celle-ci est possible. Par ailleurs, une partie des étudiants non scolarisés à l'étranger par suite de l'absence d'une bourse de l'Etat malien poursuivra ses études sur place avec un coût pour l'Etat. Dans ces deux cas, il n'y a qu'une meilleure gestion des études à l'étranger mais pas de transfert des coûts sur les familles. Ce n'est que si des familles scolarisent à leurs frais leur enfant à l'étranger après suppression des aides de l'Etat qu'il y aura un transfert de coût. Pour le moment, le montant d'un tel transfert est impossible à chiffrer.

IX. LA SCOLARISATION DES FILLES

Le premier axe prioritaire du PRODEC est une éducation de base pour tous les enfants. Or, actuellement, il existe un écart significatif entre la scolarisation des filles et celle des garçons, écart qui s'accroît à mesure que l'on progresse dans le cursus.

Tableau 40 : Part des filles à des moments-clés de la scolarisation en 1995-96
(hors medersas)

Niveaux	Ensemble du Mali	Région de Kidal	District de Bamako
Entrée en 1ère A d'études	42 %	30 %	48 %
Entrée en 7è A	33 %	13 %	41 %
Entrée en 10è A	23 %	ND	ND

ND : Non disponible.

Comme dans d'autres domaines du secteur éducatif malien, on constate ici encore des écarts considérables entre régions. L'exemple pris ci-dessus concernant les cas extrêmes en matière de scolarisation des filles.

Faute à cette situation, le PRODEC est très ambitieux puisqu'il vise l'obtention d'une quasi-parité de scolarisation garçons-filles.

IX. 1 Au niveau de l'enseignement fondamental

Au cours des six premières années d'études, on peut mesurer l'évolution prévue des taux bruts de scolarisation : le taux relatif aux filles devrait croître à un rythme deux fois plus rapide que celui des garçons (7% en moyenne annuelle pendant douze ans contre 3,5%). Ici, également, les différences régionales sont très fortes : stabilité à Bamako et croissance de l'ordre de - 2% l'an dans la région de Kidal (cf. Tableau 41).

Dans les derniers niveaux de l'enseignement fondamental, on ne parle plus de taux de scolarisation mais il est possible de comparer l'évolution prévue des effectifs filles/garçons au niveau national (cf. Tableau 42). On notera qu'un très gros effort doit être fait en direction des filles inscrites en 6è année d'études si l'on veut que leur taux de passage en 7è année atteigne celui fixé ambitieusement à 95% dès 2001-02 contre 55% en 1995-96. Il est vrai que la suppression du certificat de fin d'études de premier cycle à compter de 2000-01 abolira un palier d'études à l'issue duquel 45% des filles abandonnaient.

Tableau 41 : Evolution comparée des taux bruts
de scolarisation filles-garçons (en%)
(six premiers niveaux de l'ens. fondam.)

Régions	1995-96		2007-08		Taux de croissance annuel du taux de scolarisation (%)	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons		
Kayes	23	43	65	68	9	4
Koutikoro	30	52	72	76	8	3
Sikasso	27	44	66	58	8	4
Ségou	26	40	63	65	8	4
Mopti	16	27	61	61	12	7
Tombouctou	19	38	62	64	10	7
Gao	31	33	60	64	13	6
Kidal	13	26	59	60	13	7
Bamako	112	11	114	111	0	-0,5
MALI	31	47	69	71	7	3,5

Tableau 42 : Evolution prévue des effectifs scolarisés dans les derniers niveaux de l'enseignement fondamental

	1995-96		2006-07(*)	Coeff. multiplication
	Filles	Garçons		
Enseig. public	31 000	158 000	x 5	
	16 000	186 000		
Enseig. privé	2 000	43 000	x 21	
	3 000	46 000		
Ensemble	33 000	201 000	x 6	
	59 000	232 000		

(*) : Il s'agit de la dernière à être dans laquelle l'enseignement fondamental comporte neuf niveaux d'études. Cette année a été retenue de préférence à 2007-08 par souci d'homogénéité dans les comparaisons.

IX. 2 Au niveau de l'enseignement secondaire

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, à l'entrée de l'enseignement secondaire les filles représentent moins du quart des effectifs. Ici encore, le PRODEC vise à accroître significativement la part des filles dans l'enseignement secondaire et, en particulier, au niveau de diplômés. Le tableau ci-dessous fournit des indications sur la situation dans les années terminales.

Tableau 43 : Part des filles dans les années terminales
des filières de l'enseignement secondaire (en %)

	1995-96	2007-08
Terminale bac général	12	16
Terminale bac technique	11	36
2 ^e année de CAP		
- Industrie	5	49
- Tertiaire	40	64
1 ^{re} année de BT		
- Industrie	18	40
- Tertiaire	75	61

IX. 3 Au niveau de l'enseignement supérieur

L'absence de statistiques présentées par sexe à l'entrée et dans l'ensemble de l'enseignement supérieur n'a pas permis d'éclairer la situation des filles à ce niveau d'enseignement. La simulation ne concerne que l'ensemble des étudiants.

En tout, on retiendra le souci de combler l'écart entre garçons et filles en matière de scolarisation. faire des prévisions est un exercice utile mais il faudra très rapidement mettre en œuvre des mesures ciblées destinées à favoriser la scolarisation des filles saufé de quoi les objectifs seront rapidement hors d'atteinte.

X. LES ASPECTS FINANCIERS

Les tableaux qui suivent récapitulent, pour chaque niveau d'enseignement, les dépenses prévues dans le scénario de référence décrit précédemment. Dans chaque cas, un ou plusieurs graphiques illustrent les évolutions les plus significatives. Enfin, deux tableaux fournissent une récapitulation de l'ensemble des dépenses pour chacune des années couvertes par le PRODEC. On peut ainsi mesurer, d'une façon synthétique, l'évolution des parts respectives de chaque niveau d'enseignement.

Tableau 44 : Part des niveaux d'enseignement dans les dépenses d'éducation (%)

	Préscolaire et enfagétisation	Fondamental	Secondaire	Supérieur	Total
1995-1996	1	55	25	18	100
1996-1997	1	56	25	19	100
1997-1998	1	53	23	19	100
1998-1999	1	61	20	19	100
1999-2000	1	64	19	16	100
2000-2001	1	64	20	15	100
2001-2002	1	65	20	13	100
2002-2003	1	62	24	13	100
2003-2004	1	63	25	12	100
2004-2005	1	60	27	12	100
2005-2006	1	62	25	11	100
2006-2007	1	59	29	11	100
2007-2008	1	54	35	10	100

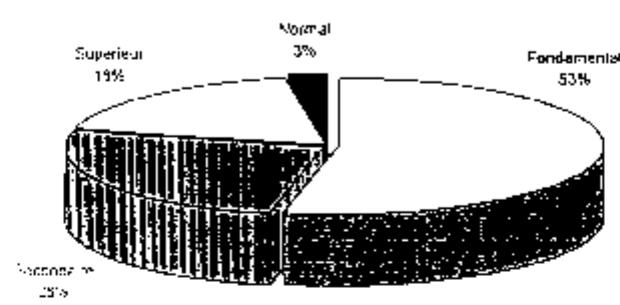
On notera que, sur l'ensemble de la période, la part de l'enseignement fondamental reste quasiment identique, celle correspondant à l'actuel 1er cycle diminuant même. Il faut se rappeler que le coût de l'élève est le plus faible dans ces premières années de l'enseignement fondamental et que les effectifs doublent seulement alors que dans les derniers niveaux d'études (ex-2^e cycle) les effectifs quintuplent et qu'un élève à ces niveaux coûte 2,6 fois plus cher que dans l'ex 1^{er} cycle.

L'enseignement normal se caractérise par une consommation très rapidement croissante du crédits mais celle-ci se stabilise dès l'an 2000, si bien que la part de cet enseignement diminue à partir de cette date par suite de la croissance continue des crédits consommés dans les autres niveaux d'enseignement.

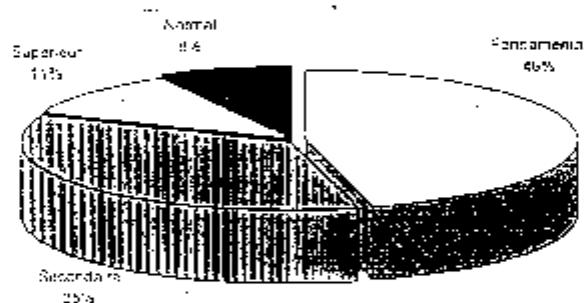
L'enseignement secondaire général voit sa part diminuer de près de moitié du fait de la stabilisation des crédits consommés tandis que l'enseignement professionnel voit sa part presque doubler, conséquence du choix en faveur de cet enseignement.

Enfin, la part de l'enseignement supérieur diminue fortement en liaison avec la stabilisation du nombre d'étudiants.

Graphique 22 : Evolution des parts de chaque niveau d'enseignement dans les dépenses d'éducation



1995-1996



2007-2008

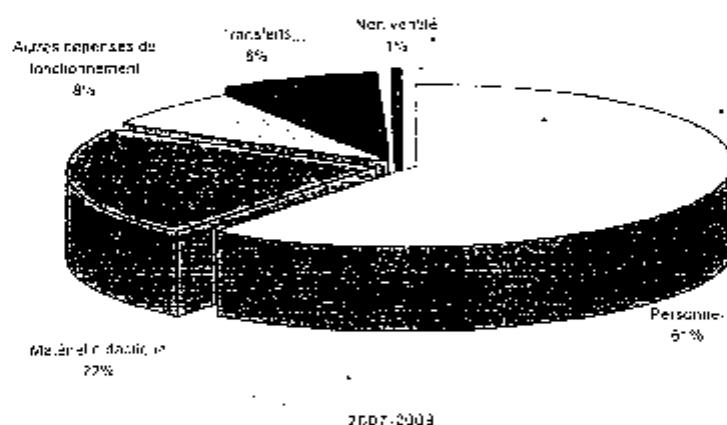
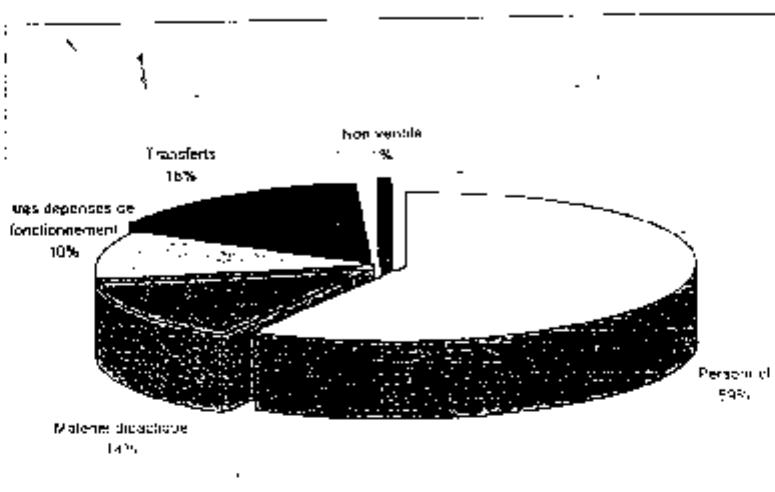
Tableau 45 : Budget par niveau d'enseignement (milliers FCFA)

	Présentation administrative	Présentation comptable et CII	SE+1	FF2	Secondaire général	Secondaire technique	Secondaire professionnel	Enseignement supérieur	TOTAL
1995-1996	305 050	304 265	4 350 200	3 913 971	3 777 618	3 354 095	5 205 429	30 192 359	
1996-1997	306 236	433 260	2 134 014	4 433 214	4 133 106	3 322 657	3 552 033	6 056 669	32 476 143
1997-1998	324 935	532 051	2 502 051	2 261 853	3 005 510	3 026 235	6 505 242	45 045 568	
1998-1999	382 926	821 315	3 910 712	5 418 746	3 637 256	2 994 623	3 823 899	6 988 752	37 460 720
1999-2000	389 637	4 104 380	14 710 824	6 511 335	3 198 467	3 027 470	4 081 987	6 740 522	39 451 394
2000-2001	397 411	4 301 312	12 677 016	7 496 753	2 861 983	3 32 649	4 896 885	5 901 040	38 406 160
2001-2002	406 441	6 971 942	15 625 350	8 196 246	2 820 068	1 75 957	5 203 926	6 872 788	43 924 341
2002-2003	419 551	5 018 710	16 375 490	9 563 588	2 989 008	3 238 802	7 105 307	5 326 454	44 601 304
2003-2004	421 312	5 395 411	17 113 213	8 030 030	3 250 227	4 496 924	6 453 384	5 887 988	49 858 592
2004-2005	430 257	5 225 061	15 226 513	9 144 714	3 937 379	5 567 462	6 417 567	6 054 170	49 958 495
2005-2006	435 362	5 192 272	16 360 261	9 552 825	3 629 387	5 64 237	6 24 451	6 11 385	54 300 282
2006-2007	440 634	5 804 305	17 252 705	9 291 791	3 823 977	5 7 286	1 342 723	6 2 5 576	54 121 426
2007-2008	450 692	4 070 030	10 397 673	7 605 294	4 310 782	6 115 152	16 136 135	6 3 1 165	60 332 806

Tableau 46 : Budget par niveau d'enseignement (%)

	Présentation administrative	Présentation comptable	SE+1	FF2	Secondaire général	Secondaire technique	Secondaire professionnel	Enseignement supérieur	TOTAL
1995-1996	3	36	14	13	11	11	11	13	100
1996-1997	1	37	14	13	11	11	11	12	100
1997-1998	1	37	14	11	11	11	11	12	100
1998-1999	10	36	14	9	10	10	10	13	100
1999-2000	10	32	19	8	10	12	12	15	100
2000-2001	12	32	19	7	13	13	13	13	100
2001-2002	11	36	19	6	16	16	16	13	100
2002-2003	11	32	19	7	16	17	17	12	100
2003-2004	10	34	18	7	19	19	19	12	100
2004-2005	1	31	18	2	18	19	19	12	100
2005-2006	1	31	18	2	18	19	19	11	100
2006-2007	1	32	19	7	20	20	20	11	100
2007-2008	1	33	13	2	27	27	27	10	100

**Graphique 23 : Evolution des types de coût
dans les dépenses d'éducation**



ENSEIGNEMENT FONDAMENTAUX

Tableau 4.1 : Dépenses d'éducation dans le revenu bruto de l'individu

Tableau 48 : Dépenses d'éducation dans le deuxième cycle de l'enseignement

Emissions chargées Globales		ENE		Pétrole		Gaz naturel électrification Gazié		Autres éne. hydrocarb.		Sûreté nucl. élec. pétrole		Autres éne. hydrocarb.		Divers		TOTAL	
milliers de FCFA		milliers de FCFA		milliers de FCFA		milliers de FCFA		milliers de FCFA		milliers de FCFA		milliers de FCFA		milliers de FCFA		milliers de FCFA	
1995-1996	168 921	2 810 526	550 599	493 244	34 077	497 195	33 314	60 676	28 671	29 040	71 479	304 636	351 531	100 508	22 021	4 340 202	4 453 214
1996-1997	93 229	2 818 115	550 599	493 244	34 077	498 114	33 314	60 676	28 671	29 040	71 479	304 636	351 531	100 508	22 021	4 340 202	4 453 214
1997-1998	156 598	2 982 305	653 634	630 410	48 209	505 291	35 151	76 353	36 508	36 508	74 299	363 562	364 562	74 299	36 508	4 764 853	4 764 853
1998-1999	649 267	3 229 099	658 641	651 213	75 603	748 291	36 411	81 959	36 411	36 411	75 603	624 300	626 210	1 005 191	76 411	4 181 748	4 181 748
1999-2000	1 392 554	3 274 481	658 639	651 213	75 603	748 291	36 411	81 959	36 411	36 411	75 603	624 300	626 210	1 005 191	76 411	6 611 345	6 611 345
2000-2001	1 839 046	3 424 438	558 599	1 229 360	124 704	1 240 182	37 304	37 304	37 304	37 304	37 304	1 229 360	1 240 182	1 240 182	37 304	7 486 763	7 486 763
2001-2002	1 979 605	3 572 654	658 639	1 309 502	167 988	1 437 492	340 376	235 174	32 672	32 672	235 174	658 639	658 639	1 437 492	32 672	8 195 246	8 195 246
2002-2003	2 022 674	3 722 076	559 529	2 376 236	246 114	1 564 582	388 119	276 872	32 704	32 704	276 872	559 529	559 529	1 564 582	32 704	8 563 966	8 563 966
2003-2004	1 069 436	3 871 605	658 639	1 441 070	240 932	1 664 003	325 401	1 321 139	33 358	33 358	1 321 139	658 639	658 639	1 664 003	33 358	8 830 000	8 830 000
2004-2005	1 315 453	4 021 321	658 639	1 532 796	36 214	1 821 542	403 704	383 575	34 325	34 325	383 575	658 639	658 639	1 821 542	34 325	9 444 714	9 444 714
2005-2006	1 308 805	4 171 139	558 599	1 629 800	37 305	1 989 603	411 375	426 699	34 700	34 700	426 699	558 599	558 599	1 989 603	34 700	9 502 825	9 502 825
2006-2007	1 328 615	4 323 450	658 599	1 626 993	1 226 724	441 704	2 164 427	420 112	453 187	453 187	1 226 724	658 599	658 599	2 164 427	420 112	9 881 791	9 881 791
2007-2008	1 083 112	4 475 042	658 599	1 737 090	1 329 702	1 567 273	428 574	1 226 641	35 700	35 700	1 226 641	658 599	658 599	1 567 273	428 574	7 605 294	7 605 294

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Tableau 49 : Dépenses en matériel didactique dans l'EF1

Dép. collect. (public)	Manuel scolaire élève		Autres mat. didact. élève		Total (000 FCFA)		
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Total
1995-1996							
1996-1997	0	0	0	1 499 217	184 863	1 499 217	184 863
1997-1998	0	0	0	1 593 194	234 983	1 593 194	234 983
1998-1999	0	0	0	1 690 914	292 688	1 690 914	292 688
1999-2000	135 903	1 908 302	428 656			2 044 205	428 656
2000-2001	143 137	100 455	115 576			243 591	116 576
2001-2002	152 732	2 038 917	547 396			2 139 649	547 396
2002-2003	164 630	251 096	232 050			415 926	232 050
2003-2004	174 192	2 192 040	659 119			2 366 232	659 119
2004-2005	182 456	414 927	342 788			537 382	342 788
2005-2006	190 068	2 348 513	756 926			2 538 581	756 926
2006-2007	197 280	548 832	423 137			746 177	423 137
2007-2008	202 154	2 425 576	797 016			2 627 730	797 016
							3 424 743

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Tableau 50 : Dépenses d'éducation dans l'EFF1 par nature

		Dépenses de l'EFCA	
		En milliers de FCFA	En milliers de FCFA
1995-1996	8 564 720	2 016 631	6 548 089
1996-1997	9 378 460	2 255 333	7 123 127
1997-1998	10 915 760	2 016 438	8 899 322
1998-1999	10 410 670	2 016 438	8 394 232
1999-2000	10 410 670	2 016 438	8 394 232
2000-2001	10 872 154	2 016 438	8 855 716
2001-2002	11 316 567	2 016 438	9 300 129
2002-2003	11 569 437	2 016 438	9 553 500
2003-2004	12 232 737	1 852 724	14 085 480
2004-2005	12 702 739	1 414 674	16 287 513
2005-2006	13 493 845	2 214 668	15 768 513
2006-2007	14 022 245	4 710 615	19 312 061
2006-2007	14 769 340	2 493 360	19 252 705
2007-2008	15 139 874	4 357 360	19 397 670

Tableau 52 : Dépenses d'éducation dans l'EFF1 par fonction

		milliers de FCFA)	
		Envoiement	Logistique
1995-1996	10 000 879	10 000 879	11 534 876
1996-1997	16 556 036	16 556 036	12 134 049
1997-1998	17 139 028	17 139 028	12 865 385
1998-1999	17 139 028	17 139 028	13 865 173
1999-2000	18 690 264	18 690 264	14 619 836
2000-2001	19 604 413	19 604 413	12 807 109
2001-2002	13 297 413	13 297 413	15 625 254
2002-2003	11 482 169	11 482 169	14 095 490
2003-2004	14 353 991	14 353 991	17 117 213
2004-2005	12 645 884	12 645 884	15 708 513
2005-2006	15 507 559	15 507 559	18 740 881
2006-2007	13 723 346	13 723 346	17 252 705
2007-2008	16 286 400	16 286 400	19 997 648

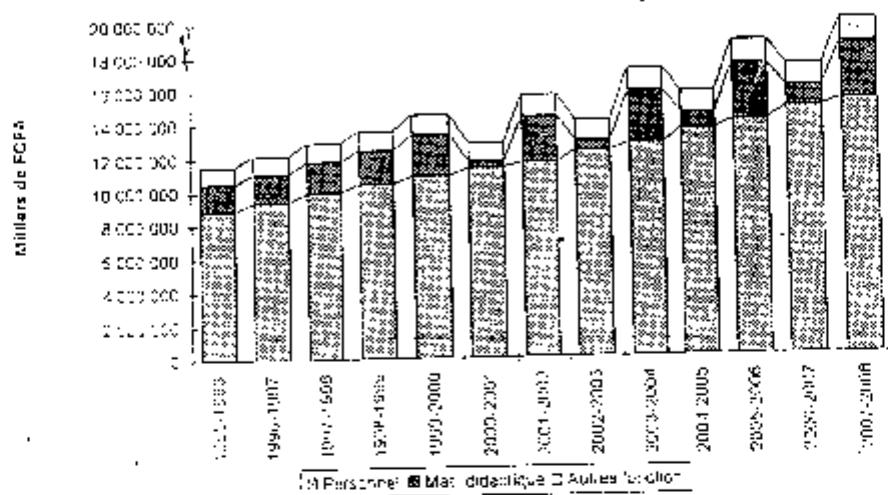
Tableau 51 : Dépenses d'éducation dans l'EFF2 par nature

		milliers de FCFA)	
		Envoiement	Logistique
1995-1996	1 424 923	515 279	4 340 202
1996-1997	1 909 584	524 019	4 433 214
1997-1998	3 623 169	935 684	4 764 853
1998-1999	4 473 891	847 755	5 418 748
1999-2000	5 555 778	955 557	6 511 335
2000-2001	6 523 751	302 013	7 408 763
2001-2002	7 325 493	920 753	8 198 246
2002-2003	7 581 578	981 907	8 503 566
2003-2004	7 934 760	205 221	8 830 650
2004-2005	6 136 265	1 006 419	6 141 714
2005-2006	6 015 423	1 019 933	6 502 625
2006-2007	6 852 172	1 029 619	6 881 791
2007-2008	6 568 741	1 039 554	7 505 794

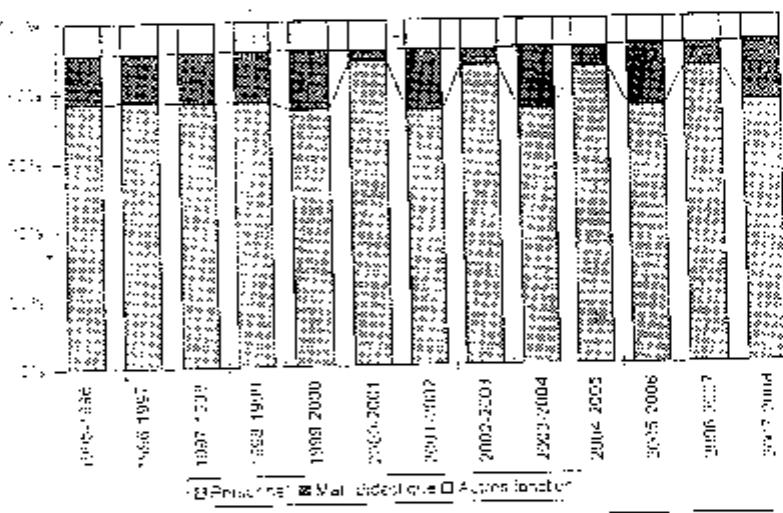
Tableau 52 : Dépenses d'éducation dans l'EFF2 par fonction

		milliers de FCFA)	
		Envoiement	Logistique
1995-1996	1 424 923	515 279	4 340 202
1996-1997	1 909 584	524 019	4 433 214
1997-1998	3 623 169	935 684	4 764 853
1998-1999	4 473 891	847 755	5 418 748
1999-2000	5 555 778	955 557	6 511 335
2000-2001	6 523 751	302 013	7 408 763
2001-2002	7 325 493	920 753	8 198 246
2002-2003	7 581 578	981 907	8 503 566
2003-2004	7 934 760	205 221	8 830 650
2004-2005	6 136 265	1 006 419	6 141 714
2005-2006	6 015 423	1 019 933	6 502 625
2006-2007	6 852 172	1 029 619	6 881 791
2007-2008	6 568 741	1 039 554	7 505 794

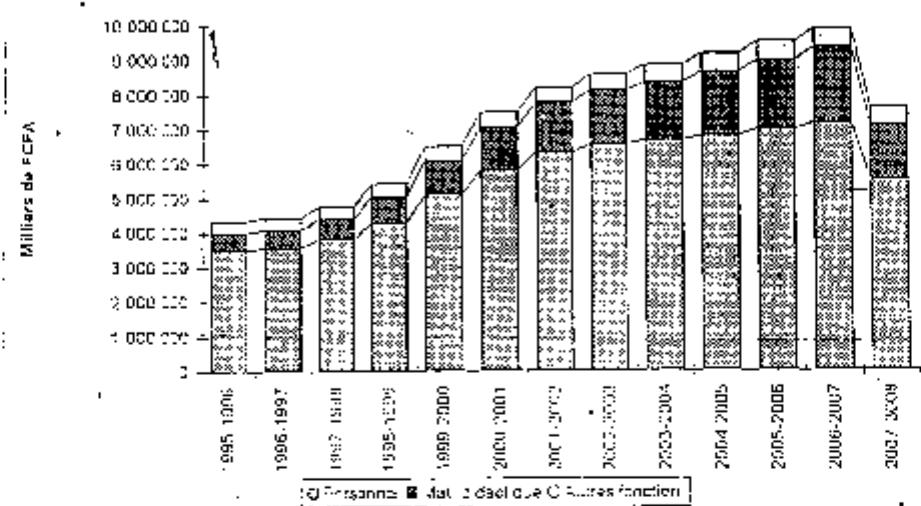
**Graphique 24 : Six premiers niveaux de l'enseignement fondamental :
Dépenses par nature**



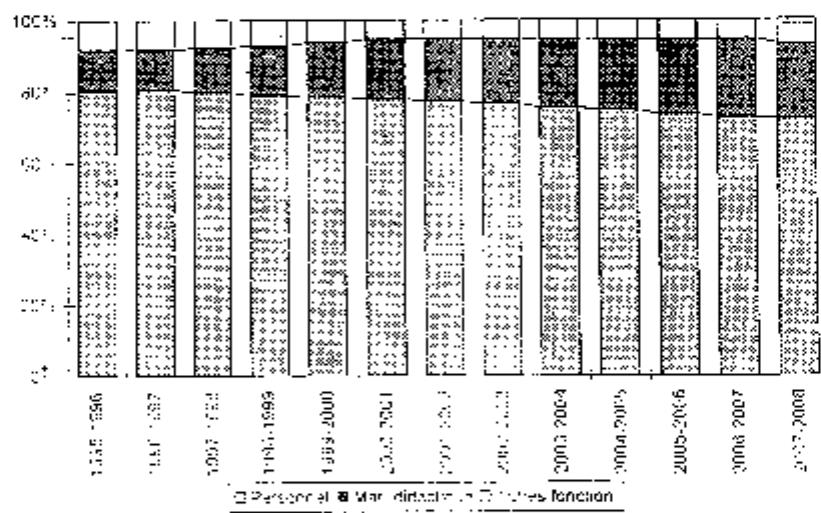
**Graphique 25 : Six premiers niveaux de l'enseignement fondamental :
Répartition des dépenses par nature**



**Graphique 26 : Derniers niveaux de l'enseignement fondamental :
Dépenses par nature**



**Graphique 27 : Derniers niveaux de l'enseignement fondamental :
Répartition des dépenses par nature**



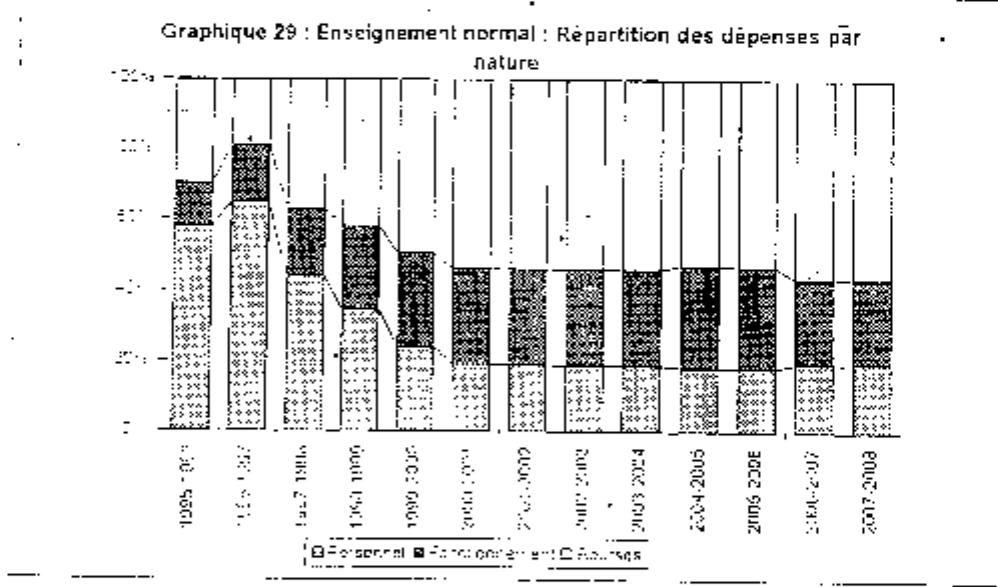
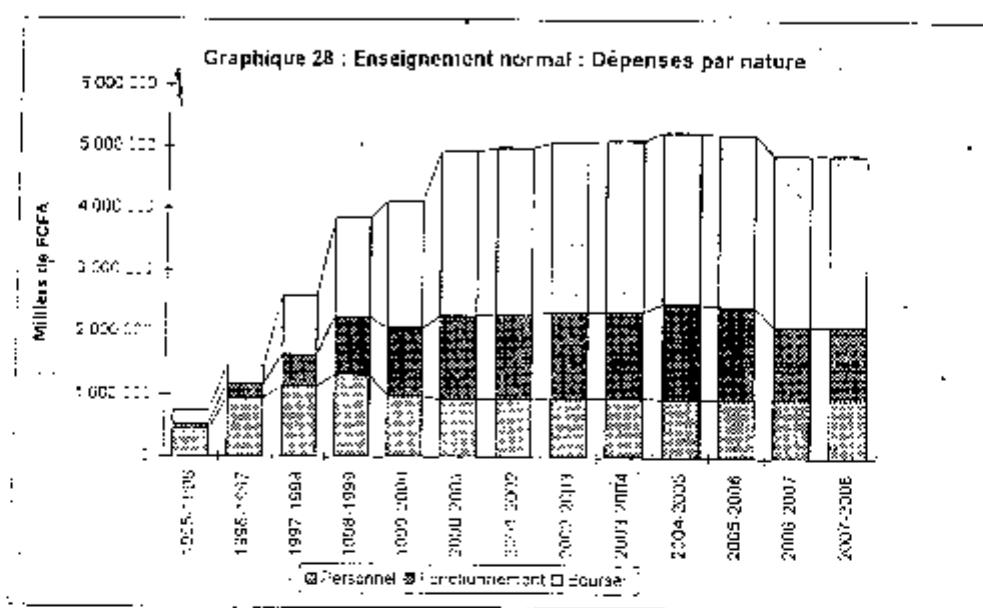
ENSEIGNEMENT NORMA!

Taillerau 5d : Projection des dépenses

Année	CAP	Budget																		
		Personnel	Indépendant																	
1995-1996	1696 1697	402 445	717 600	154 220	154 220	10 991	24 260	1 164	1 164	81 265	181 265	1 164	1 164	4 501	7 073	221 154	7 784	213 759	12 300	
1996-1997	1697 1998	424 224	161 070	161 070	161 070	23 349	23 349	151 038	151 038	161 040	161 040	161 040	161 040	5 045	5 045	356 543	97 602	280 940	15 456	
1995-1996	1998-2000	486 213	527 982	527 982	527 982	311 318	311 318	36 353	36 353	318 450	318 450	318 450	318 450	5 689	5 689	356 643	97 602	280 840	15 438	
1999-2001	2000-2002	568 961	165 060	165 060	165 060	45 030	45 030	425 902	425 902	369 481	369 481	369 481	369 481	1 605	1 605	72 484	1 140	19 838	57 081	
2001-2002	2002-2003	568 961	165 060	165 060	165 060	321 169	49 030	532 131	443 433	2 682 427	—	—	—	—	—	—	183 849	4 901 312	—	
2003-2004	568 961	165 060	165 060	165 060	330 517	49 030	531 434	251 495	2 738 731	—	—	—	—	—	—	208 403	4 971 042	—		
2004-2005	568 961	165 060	165 060	165 060	331 921	49 030	531 434	251 495	2 738 731	—	—	—	—	—	—	221 471	5 057 318	—		
2005-2006	568 961	165 060	165 060	165 060	331 921	49 030	531 434	251 495	2 738 731	—	—	—	—	—	—	216 318	5 080 431	—		
2006-2007	568 961	165 060	165 060	165 060	331 921	49 030	531 434	251 495	2 738 731	—	—	—	—	—	—	340 770	5 225 091	—		
2007-2008	568 961	165 060	165 060	165 060	331 921	49 030	531 434	251 495	2 738 731	—	—	—	—	—	—	307 611	5 192 272	—		
										546 519	455 432	2 755 356	—	—	—	—	—	—	4 869 305	—
										455 424	455 424	2 755 316	—	—	—	—	—	—	4 870 040	—

Taillerau 5e : Nombre de CP

1997-1998	2
1998-1999	4
1999-2000	2
2000-2001	5
2001-2002	9
2002-2003	11
2003-2004	9
2004-2005	9
2005-2006	9
2006-2007	9
2007-2008	9
2008-2009	6



ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS

Faisant partie : Enseignement secondaire général

	Enseignement secondaire	Principaux résultats	Transferts												Total	
			Statut d'individu			Autre			Sous-préfecture			Public				
			Prive	Total	Public	Prive	Total	Public	Prive	Total	Public	Prive	Total	Prive		
1995-1996	1 124 664	1 124 664	362 515	362 515	362 515	683 270	683 270	363 520	755 798	755 798	363 520	807 119	807 119	22 494	3 943 49	
1996-1997	1 273 832	1 273 832	44 239	44 239	44 239	763 591	763 591	41 094	723 715	723 715	41 094	4 133 16	4 133 16	22 944	4 133 16	
1997-1998	1 189 210	1 189 210	41 296	41 296	41 296	706 961	706 961	39 570	627 229	627 229	39 570	23 403	23 403	3 885 51	3 885 51	
1998-1999	1 051 719	1 051 719	35 826	35 826	35 826	646 160	646 160	417 581	674 726	674 726	417 581	503 925	503 925	3 537 25	3 537 25	
1999-2000	993 724	993 724	29 662	102 404	26 373	201 173	201 173	64 958	156 434	156 434	64 958	317 217	317 217	43 594	317 217	
2000-2001	750 087	750 087	23 073	78 451	26 373	165 136	165 136	497 835	944 371	944 371	497 835	219 632	219 632	58 798	219 632	
2001-2002	675 808	675 808	20 112	65 704	26 373	142 814	142 814	157 876	502 392	502 392	157 876	154 138	154 138	25 635	154 138	
2002-2003	681 375	681 375	20 941	65 645	26 373	145 591	145 591	159 619	591 871	591 871	159 619	121 546	121 546	25 838	121 546	
2003-2004	742 652	742 652	24 528	86 568	26 373	157 079	157 079	209 481	723 579	723 579	209 481	24 870	24 870	66 995	24 870	
2004-2005	811 576	811 576	28 465	93 704	26 373	197 175	197 175	358 251	852 394	852 394	358 251	95 342	95 342	40 072	95 342	
2005-2006	866 524	866 524	31 979	102 534	26 373	323 021	323 021	401 098	954 119	954 119	401 098	0	0	0	0	
2006-2007	912 922	912 922	35 023	110 952	26 373	461 480	461 480	436 742	1 041 568	1 041 568	436 742	0	0	0	0	
2007-2008	917 691	917 691	38 531	122 771	367 871	438 230	438 230	478 988	1 415 218	1 415 218	478 988	0	0	0	0	

Tableau 37 : Enseignement secondaire technique

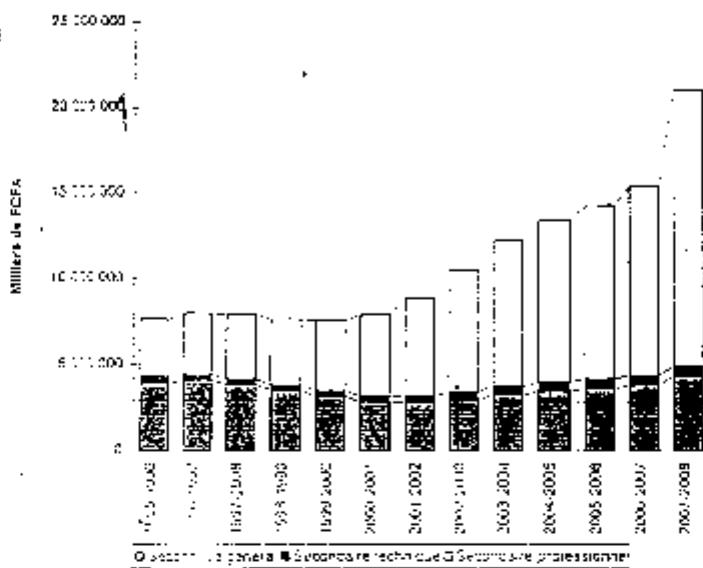
Pé- riode	Enseignement	Bénéficiaires	Variante	PPN	Matié- riels	Aut. finan-	Transfers	millions de FCFA	
								Divers	Total
1995-1996	P. enseignant	56 414	2 597	76 008	51 055	78 380	4 495	177 538	
					51 055	63 277	6 500	132 657	
1996-1997		58 294	2 878	76 008	51 055	63 277	6 500	132 657	
					51 055	63 277	6 500	132 657	
1997-1998		50 835	2 403	8 742	76 008	64 793	4 684	136 426	
					76 008	64 793	4 684	136 426	
1998-1999		48 855	2 460	8 371	76 008	65 088	4 707	130 470	
					76 008	65 088	4 707	130 470	
1999-2000		51 261	2 241	5 693	76 008	67 415	4 863	132 549	
					76 008	67 415	4 863	132 549	
2000-2001		59 081	1 113	31 693	76 008	66 116	4 947	132 549	
					76 008	66 116	4 947	132 549	
2001-2002		72 950	4 361	13 159	76 008	68 738	4 7402	136 097	
					76 008	68 738	4 7402	136 097	
2002-2003		94 261	5 983	13 496	76 008	70 134	49 091	168 802	
					76 008	70 134	49 091	168 802	
2003-2004		115 087	7 611	21 947	76 008	71 536	42 034	205 624	
					76 008	71 536	42 034	205 624	
2004-2005		131 480	9 365	25 538	76 008	144 556	24 965	230 862	
					76 008	144 556	24 965	230 862	
2005-2006		142 416	10 089	28 935	76 008	206 833	74 476	244 237	
					76 008	206 833	74 476	244 237	
2006-2007		151 389	11 041	30 944	76 008	228 833	75 615	257 766	
					76 008	228 833	75 615	257 766	
2007-2008		61 396	12 885	35 122	76 008	209 414	77 433	261 152	
					76 008	209 414	77 433	261 152	

Tableau 38 : Enseignement secondaire professionnel

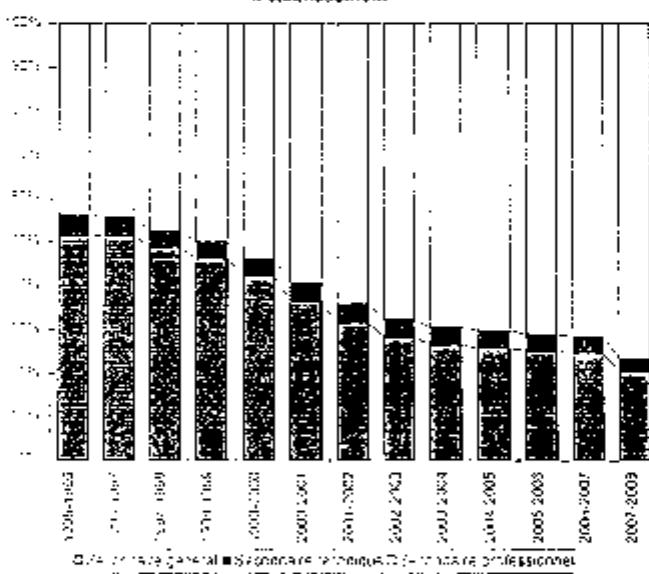
Pé- riode	Enseignement	Candidats*	Nombre	Aut. finan-	Transferts		(Millions de FCFA)	
					Subv. privé	Divers	Total	Total
1995-1996	P. enseignant	492 451	13 111	556	830 357	4 499	839 420	3 354 055
					830 357	4 499	839 420	3 354 055
1996-1997		976 678	24 038	186 518	247 487	585 323	549 960	564 632
					247 487	585 323	549 960	564 632
1997-1998		1 106 050	31 016	141 605	243 018	611 282	233 243	3 754 213
					243 018	611 282	233 243	3 754 213
1998-1999		1 188 253	37 159	144 616	259 132	638 065	214 406	529 143
					259 132	638 065	214 406	529 143
1999-2000		1 279 326	42 356	144 636	302 256	816 578	807 610	1 012 916
					302 256	816 578	807 610	1 012 916
2000-2001		1 423 890	51 914	161 520	361 814	1 101 871	1 101 871	4 870 901
					361 814	1 101 871	1 101 871	4 870 901
2001-2002		1 664 951	61 912	164 606	761 102	744 160	1 508 061	931 507
					761 102	744 160	1 508 061	931 507
2002-2003		1 065 853	16 506	14 696	1 021 453	1 042 780	2 065 223	223 503
					1 021 453	1 042 780	2 065 223	223 503
2003-2004		2 510 017	—	163 303	1 282 670	1 725 173	2 610 268	1 011 721
					1 282 670	1 725 173	2 610 268	1 011 721
2004-2005		2 404 621	21 884	144 604	1 431 906	1 528 267	3 912 164	4 984
					1 431 906	1 528 267	3 912 164	4 984
2005-2006		1 242 822	—	143 075	646 052	1 681 848	3 321 600	5 594
					646 052	1 681 848	3 321 600	5 594
2006-2007		1 601 648	—	171 195	1 411 636	1 825 206	2 616 105	0
					1 411 636	1 825 206	2 616 105	0
2007-2008		5 426 949	—	419 747	2 776 207	5 522 307	1081 188	0
					2 776 207	5 522 307	1081 188	0

* les chiffres ont été revisés au profit du secteur de la protection

Graphique 30 : Enseignement secondaire : Dépenses par type d'établissement



Graphique 31 : Enseignement secondaire : Dépenses par type d'établissement



ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : PRINCIPAUX RESULTATS FINANCIERS

Tableau 59 : Dépenses d'éducation dans l'enseignement supérieur par nature

	Montant	Nature	Dépenses d'éducation des établissements				Général	Général	Autres	Transferts	Administration	Enseignement	Charges	Total
			Étudiants	Personnel	Logement	Transport								
1994 - 1995	992 310	Fond d'exploitation	1 261 017	1 016 017	9 015	2 261 147	878 195	731 978	120 975	3 468 428				
1995 - 1996	4 732 207	Réserves et fonds de roulement	1 612 711	1 521 711	2 261 270	3 029 345	2 361 912	651 205	659 312	0	3 058 569			
1996 - 1997	3 919 159	Réserves et fonds de roulement	1 561 167	1 561 167	5 112 062	3 19 946	2 419 615	654 291	514 381	0	6 505 242			
1997 - 1998	3 049	Réserves et fonds de roulement	1 061 634	2 712 634	18 522	2 344 195	5 192 071	677 590	429 591	0	5 583 752			
1998 - 1999	3 049	Réserves et fonds de roulement	812 247	2 00 249	2 691 107	6 105	3 015 510	25 201	691 139	314 796	0	6 349 522		
1999 - 2000	2 006 1	Réserves et fonds de roulement	2 712 716	2 691 904	62 287	2 068 868	2 034 486	764 955	201 600	0	5 921 048			
2000 - 2001	2 005	Réserves et fonds de roulement	2 15 386	2 00 386	6 001 439	6 749	2 038 352	1 046 447	719 064	200 000	5 874 788			
2001 - 2002	2 005	Réserves et fonds de roulement	1 608 468	2 229 916	6 037 516	6-B 509	3 18 154	1 916 7632	520 429	200 000	5 838 484			
2002 - 2003	2 004	Réserves et fonds de roulement	1 891 510	2 39 181	6 038 114	617 213	3 03 912	1 948 645	300 000	200 000	5 987 988			
2003 - 2004	2 003	Réserves et fonds de roulement	1 851 346	2 00 183	6 037 210	625 343	3 019 567	1 961 618	763 369	200 000	5 987 988			
2004 - 2005	2 004	Réserves et fonds de roulement	1 969 301	2 15 261	6 031 552	676 594	3 017 069	1 964 856	778 327	200 000	6 118 383			
2005 - 2006	2 004	Réserves et fonds de roulement	1 766 312	2 11 114	6 037 209	616 203	3 016 989	1 993 516	710 893	300 000	6 215 575			
2006 - 2007	2 005	Réserves et fonds de roulement	1 921 275	2 46 207	6 031 461	616 089	4 11 672	2 022 139	809 373	200 000	6 311 163			
2007 - 2008	2 005	Réserves et fonds de roulement	2 41 540	2 43 346	7 035 148	419 198	2 034 637	825 567	200 000	0	5 377 043			

Tableau 60 : Dépenses d'éducation dans les établissements d'enseignement supérieur

Fac Sciences	Fonctionnelles	Fac. Droit	LPA	Fac. Mathématiques	IUG	Enseignement	Institutions de FCPA!		
							Fac. Médecine	Fac. Université	ENA nouvelle form.
1995 - 1996	205 815	657 224	975 346	962 857	608 085	610 932	245 739	298 678	
1996 - 1997	561 423	851 986	1 010 256	553 206	623 160	775 192			3 916 D23
1997 - 1998	1 010 010	1 010 966	554 062	517 020	62 913	200 690	52 508	17 285	4 746 718
1998 - 1999	1 010 115	995 989	620 463	552 662	820 588	390 515	72 229	17 144	5 245 652
1999 - 2000	1 011 322	1 046 130	381 211	441 038	429 763	736 115	278 703	89 190	5 173 328
2000 - 2001	1 014 622	395 291	987 167	739 904	423 398	740 736	256 611	16 252	5 220 239
2001 - 2002	978 450	966 571	903 167	715 363	618 998	711 639	173 226	101 354	4 959 485
2002 - 2003	975 907	935 361	647 295	517 499	422 343	706 422	277 641	103 031	4 810 511
2003 - 2004	992 685	922 502	1 050 443	515 342	425 749	609 476	281 716	94 066	4 360 048
2004 - 2005	997 699	916 695	1 051 111	519 265	429 301	702 722	287 452	95 096	4 907 565
2005 - 2006	1 025 619	956 337	1 056 337	515 224	432 886	705 476	281 546	70 126	4 959 544
2006 - 2007	1 054 537	1 027 371	1 052 371	515 363	436 994	707 293	275 176	12 172	4 029 466
2007 - 2008	1 075 391	1 091 067	1 057 431	517 394	441 116	705 120	275 172	12 172	4 111 081
2008 - 2009	1 091 640	1 041 841	1 052 397	519 011	445 513	708 474	275 172	12 172	4 190 181

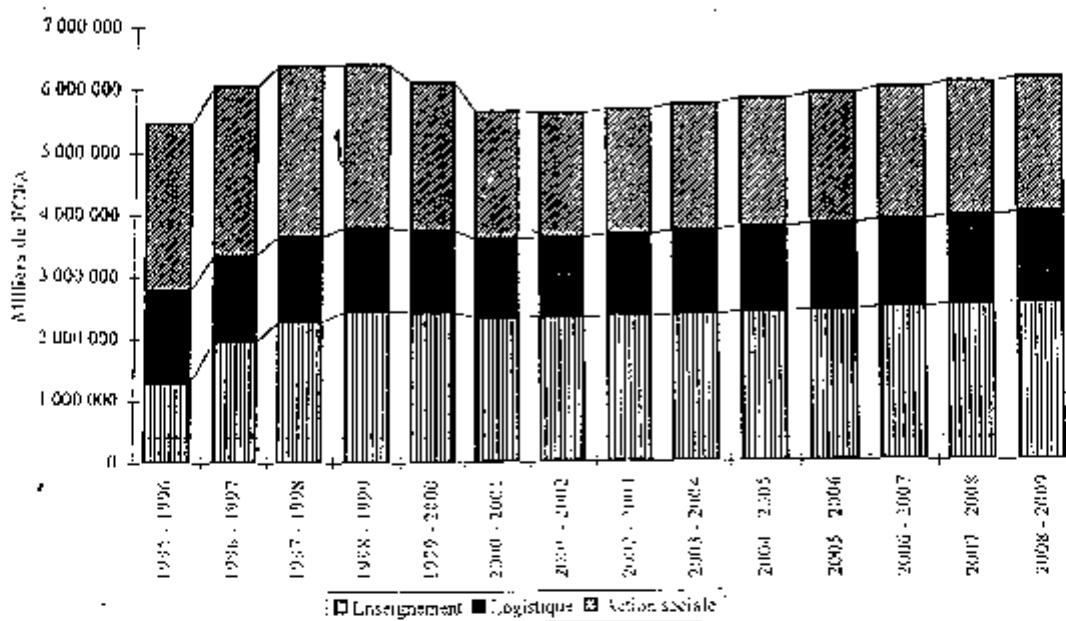
Annexe 6 : Dépenses d'éducation dans l'enseignement supérieur par fonction

		Préfiguration	Enseignement	Action sociale	Total
1995 - 1996	1.700	1.700	1.480 315	2.686 315	6.018 620
1996 - 1997	1.937	1.937	1.396 067	2.713 050	6.056 560
1997 - 1998	2.278	904	1.365 612	2.739 923	6.384 540
1998 - 1999	2.434	036	1.343 366	2.693 266	6.390 824
1999 - 2000	2.424	632	313 367	2.381 621	6.202 979
2000 - 2001	2.357	552	266 413	2.928 996	5.640 701
2001 - 2002	2.122	010	1.101 213	1.978 229	5.602 104
2002 - 2003	2.250	564	1.123 054	2.009 872	5.675 590
2003 - 2004	2.381	050	1.342 613	2.020 214	5.747 637
2004 - 2005	2.415	640	1.368 073	2.049 810	5.834 504
2005 - 2006	2.475	453	1.364 177	2.081 100	5.816 639
2006 - 2007	2.485	250	1.416 642	2.111 552	6.016 672
2007 - 2008	2.629	172	1.411 342	2.144 736	6.112 204
2008 - 2009	2.518	167	1.415 415	2.164 355	6.178 477

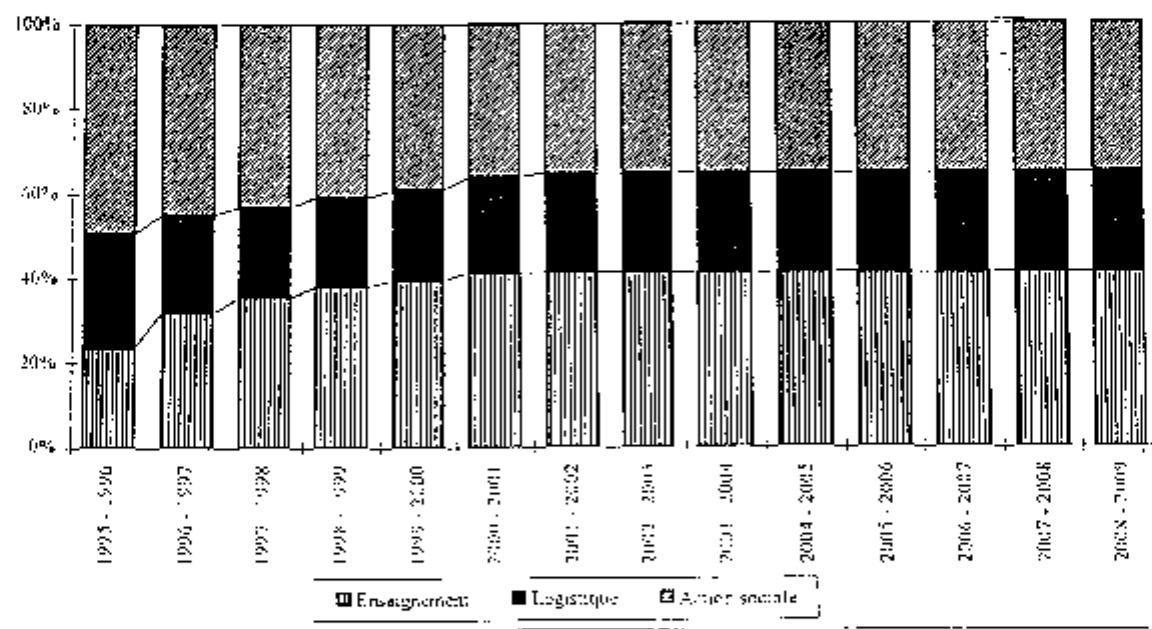
Tableau 6.7 : Dépenses d'éducation dans l'enseignement supérieur par nature, fin 2008

		Dépenses	Transferts	Total
1995 - 1996	1.700	1.700	1.396 067	6.018 620
1996 - 1997	1.937	1.937	1.376 172	6.039 925
1997 - 1998	2.278	904	1.356 172	6.074 468
1998 - 1999	2.434	036	1.356 603	6.183 540
1999 - 2000	2.424	632	1.193 785	6.589 752
2000 - 2001	2.357	552	1.181 204	6.319 824
2001 - 2002	2.122	010	1.151 713	5.674 746
2002 - 2003	2.250	564	1.180 172	5.674 746
2003 - 2004	2.381	050	1.250 272	6.936 464
2004 - 2005	2.415	640	1.217 290	6.947 909
2005 - 2006	2.475	453	1.235 372	6.054 171
2006 - 2007	2.485	250	1.263 785	6.410 389
2007 - 2008	2.629	172	1.242 371	6.215 574
2008 - 2009	2.518	167	1.267 192	6.311 153

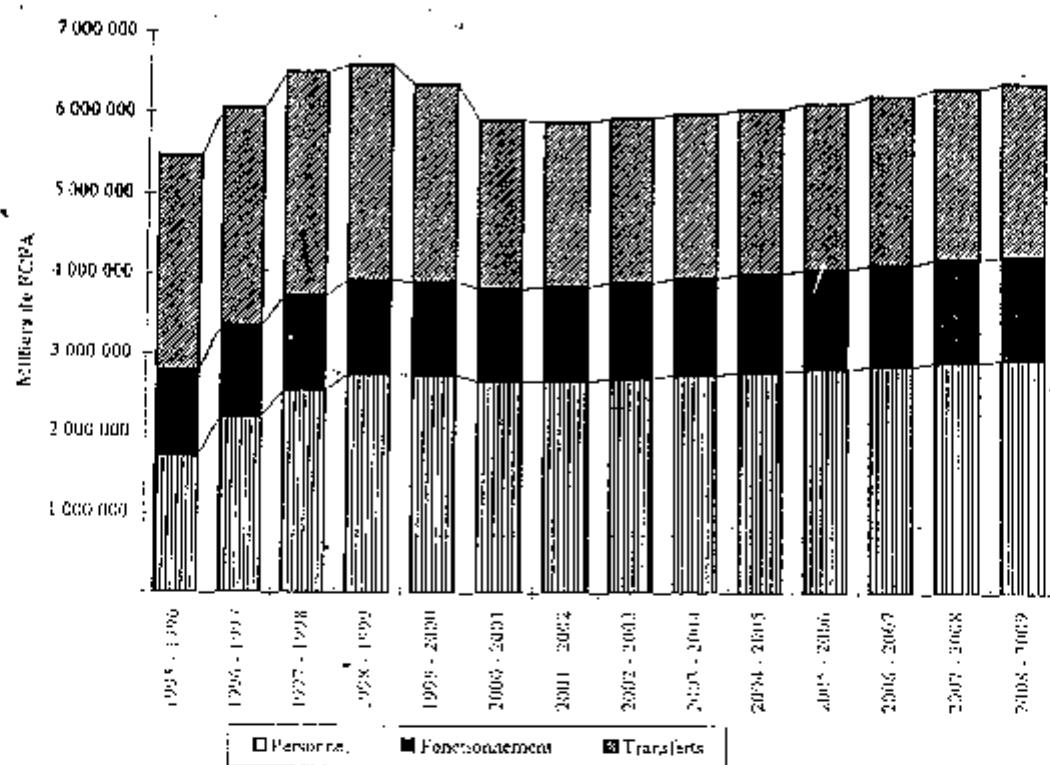
Graphique 32 : Enseignement supérieur : Dépenses par fonction



Graphique 33 : Enseignement supérieur : Répartition des dépenses par fonction



Graphique 34 : Enseignement supérieur : Dépenses par nature



Graphique 35 : Enseignement supérieur : Répartition des dépenses par nature

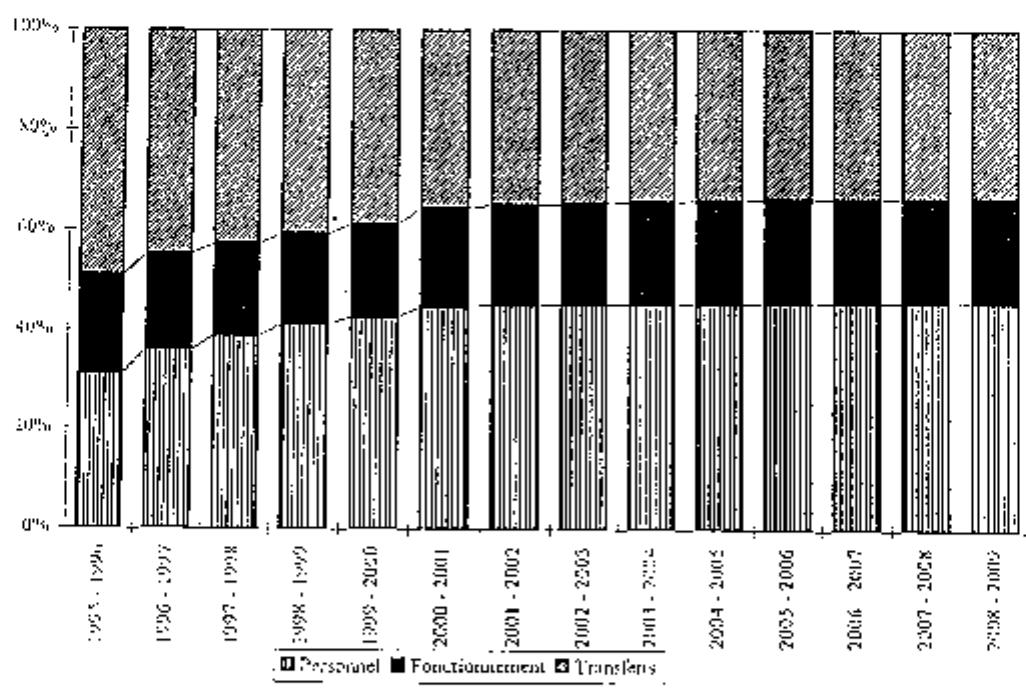


TABLEAU DE BORD

Scénario de référence

Les nombres exprimés en italique se rapportent à des hypothèses (libellées en gras), les autres à des résultats ou à des données de base.

N°	Indicateurs	1995-96	1996-97	2000-01	2003-04	2007-08
		1995-96	1996-97	2000-01	2003-04	2007-08
1. Population scolarisable (7-12 ans)	1 565 989	1 603 573	1 763 147	1 893 165	2 001 550	
Elèves						
1. Nombre total d'élèves (hors medersa)	609 444	669 632	930 838	1 197 064	1 453 881	
2. Dont élèves du privé	57 273	73 945	173 022	271 137	351 001	
3. Nombre total d'élèves (y compris medersa)	663 161	746 590	1 017 458	1 291 713	1 560 189	
4. Dont élèves des medersa	74 717	79 959	86 817	94 549	108 529	
5. Nombre d'admis en 1A (hors medersa)	112 159	127 758	197 236	242 257	268 364	
6. Taux brut d'admission (hors medersa)	38%	43%	60%	69%	69%	
7. Taux moyen de promotion (public)	77%	80%	81%	81%	81%	
8. Taux moyen de redoublement (public)	18%	15%	5%	5%	5%	
9. Taux moyen d'abandon (public)	5%	5%	4%	4%	4%	
10. Taux brut de scolarisation hors medersa	39%	42%	53%	63%	70%	
11. Dont garçons	47%	50%	52%	66%	71%	
12. Dont filles	51%	34%	46%	81%	59%	
13. Taux brut de scolarisation avec medersa	44%	47%	58%	56%	75%	
14. Nombre de sortants en 8A (public et privé)	42 977	55 532	102 100	132 220	187 662	
15. Dont arrêts en 8A (public et privé)	8 993	10 037	5 408	7 163	10 242	
16. Nombre de manuels par élève (moyenne sur les 6 années)			2	2	2	
Enseignants						
1. Nombre total d'ens. chargés de cours (public)	8 299	9 025	11 633	13 900	16 439	
2. Dont part des vacataires (public)	11%	11%	7%	8%	5%	
3. Nombre d'enseignants en surnombre (public)	761	787	822	958	822	
4. Taux de suppléance (public)	3%	3%	7%	6%	5%	
5. Besoin en enseign. permant. dans l'année (public)		881	867	1 008	1 035	
6. Besoin en enseign. dans l'année (privé)		154	598	583	264	
7. Variation des effectifs de contractuels dans l'année (public)		74	98	110	199	
8. Nombre d'enseignants à recycler dans l'année			1 919	2 163	0	
Classes						
1. Nombre total de classes (public)	10 439	11 418	14 943	18 387	22 063	
2. Taille moyenne des classes (public)	53	52	51	50	50	
3. Part des classes à double vacation (public)	28%	27%	27%	28%	29%	
4. Part des classes multigrades (public)	25%	26%	26%	26%	26%	
5. Besoin additionnel en salles de classe dans l'année (public)		740	612	802	513	
6. Nombre total de classes (privé)	1 234	593	3 590	5 513	7 820	
7. Taille moyenne des classes (privé)	45	46	48	49	50	
8. Besoin additionnel en salles de classe dans l'année (privé)		250	588	583	264	
Elèves						
1. Nombre total d'élèves	102 100	125 621	264 277	385 422	549 182	
2. Dont élèves du privé	57 273	65 816	84 557	128 186	171 558	
3. Dont élèves des medersa	74 717	72 068	14 741	18 620	38 726	
4. Admis en 1A (public et privé)	112 159	45 495	98 592	123 051	174 419	
5. Taux moyen de promotion (public)	77%	80%	81%	81%	81%	
6. Taux moyen de redoublement (public)	18%	15%	5%	5%	5%	
7. Nombre de sortants en 8A (public et privé)	42 977	10 571	40 644	72 422	-	
8. Nombre de sortants en 8A (public et privé)					93 328	
9. Dont arrêts 8A (public et privé)		5 129	9 171	20 574	35 438	
10. Dont arrêts 8A (public et privé)					45 781	
Enseignants						
1. Nombre total d'ens. chargés de cours (public)	1 123	3 447	7 537	2 030	8 393	
2. Part des vacataires (public)	17%	5%	47%	47%	5%	
3. Nombre d'élèves par enseignant (public)	26	27	30	32	38	
4. Besoin en enseign. permant. dans l'année (public)		572	431	424	454	
5. Variation des effectifs de contractuels dans l'année (public)		130	126	121	127	
Classes						
1. Nombre total de classes (public)	1 757	1 911	4 540	5 046	4 950	
2. Taille moyenne des classes (public)	49	49	48	49	50	
3. Besoin additionnel en salles de classe dans l'année (public)		144	899	246	1 980	
4. Nombre total de classes (privé)	1 111	166	561	1 021	1 439	
5. Besoin additionnel en salles de classe dans l'année (privé)		39	102	214	367	

TABLEAU DE BORD

Schéma de référence

Les données exprimées en italique se rapportent à des hypothèses (libellées en gras), les autres à des résultats ou à des données de base

N°	Indicateurs	1995-96	1996-97	2000-01	2003-04	2007-08
Matières	1. Nouveaux entrants dans les CFI			2 253	2 309	2 310
	2. Dont enseignants généralistes (1 à 6A) : public			1 096	1 129	1 138
	3. Dont enseignants généralistes (1 à 6A) : privé			600	500	500
	4. Dont enseignants spécialistes (7 et 8A) : public			457	481	471
	5. Dont enseignants spécialistes (7 et 8A) : privé			200	200	200
	6. Effectif d'élèves-maitres lancé au nouveau système	784	884	8 765	9 113	9 103
	7. Dont enseignants généralistes (pour les niveaux 1 à 6)			6 203	6 465	6 460
	8. Dont enseignants spécialistes (pour les niveaux sup.)			2 502	2 648	2 648
	9. Effectif d'enseignants diplômés des CFI pour l'année			2 109	2 162	2 194
	10. Dont enseignants généralistes (pour les niveaux 1 à 6)			1 490	1 532	1 558
	11. Dont enseignants spécialistes (pour les niveaux sup.)			615	631	639
Secondaire	Elèves					
	1. Nombre total d'élèves (public et privé)	47 011	49 210	49 611	57 225	108 701
	2. Dont secondaire général (public et privé)	32 071	34 160	22 127	32 159	62 899
	3. Dont secondaire technique	361	1 254	1 358	3 549	5 869
	4. Dont secondaire professionnel (public et privé)	12 579	13 726	25 925	81 417	129 934
	5. Taux de réussite au DEF	59%	60%	64%	58%	70%
	6. Taux d'admission au secondaire par rapport admis DEF			72%	69%	68%
	7. Nouveaux entrants dans le secondaire (public, privé) et ens. normal	13 498	22 018	47 393	128 589	
	8. Dont part des garçons			77%	69%	54%
	9. Dont part des filles			23%	31%	46%
	10. Garçons admis dans le secondaire (public, privé) et ens. normal	10 358	15 305	28 770	69 814	
	11. Secondaire général (public) / DEF (9A)	55%	10%	11%	11%	
	12. Secondaire tronc commun (public) / DEF (8A)					12%
	13. Secondaire général (privé) / UEF (9A)			2%	8%	8%
	14. Secondaire tronc commun (privé) / DEF (8A)					3%
	15. Secondaire technique / DEF (9A)			2%	2%	2%
	16. Secondaire professionnel / DEF (9A)			20%	42%	45%
	17. Secondaire professionnel / DEF (8A)					45%
	18. Enseignement normal / DEF (8A ou 9A)			0%	0%	2%
	19. Part des titulaires du DEF qui réussissent			74%	81%	82%
	20. Filles admises dans le secondaire (public, privé) et ens. normal	5 139	6 731	13 223	58 774	
	21. Secondaire général (public) / DEF (9A)	25%	10%	11%	11%	
	22. Secondaire tronc commun (public) / DEF (8A)					13%
	23. Secondaire général (privé) / DEF (9A)			2%	8%	8%
	24. Secondaire tronc commun (privé) / DEF (8A)					8%
	25. Secondaire technique / DEF (9A)			1%	2%	2%
	26. Secondaire professionnel / UEF (9A)			19%	41%	44%
	27. Secondaire professionnel / DEF (8A)					45%
	28. Enseignement normal / DEF (8A ou 9A)			0%	0%	3%
	29. Part des titulaires du DEF qui réussissent			51%	59%	52%
	30. Diplômés du secondaire					
	Sec. général (Bac)	2 755	3 197	4 910	4 873	11 360
	Sec. technique (Bac)	173	239	127	509	1 293
	Sec. prof. (CAP - BT)	3 537	4 270	9 775	19 628	32 842
Enseignants	Enseignants					
	1. Effectif d'enseignants total secondaire (public)	1 803	2 203	2 034	3 750	6 998
	2. Dont secondaire général (public)	1 277	1 370	678	895	1 042
	3. Dont secondaire technique (public)	70	71	74	192	224
	4. Dont secondaire professionnel (public)	448	352	1 052	2 403	5 727
	5. Besoin en enseignants dans l'enseignement (public)			544	522	583
	6. Dont secondaire général (public)			125	130	108
	7. Dont secondaire technique (public)			5	13	21
	8. Dont secondaire professionnel (public)			425	102	545
	9. Part des vacataires dans l'enseignement général (public)	29%	27%	27%	27%	27%
	10. Part des vacataires dans l'enseignement technique (public)	36%	26%	26%	26%	26%